

L'ŒUVRE COLONISATRICE DE LA CHINE DANS LE TURKESTAN CHINOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Juillet 1941, à 14 heures

PAR

David HO

Jury :

Président : M. Louis ROLLAND, Professeur.

Suffragants { M. MAUNIER, Professeur.
M. MARCHAL, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1941

**L'ŒUVRE COLONISATRICE DE LA CHINE
DANS LE TURKESTAN CHINOIS**

L'ŒUVRE COLONISATRICE DE LA CHINE DANS LE TURKESTAN CHINOIS



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Juillet 1941, à 14 heures

PAR

David HO

Jury :

Président : M. Louis ROLLAND, Professeur.

Suffragants { M. MAUNIER, Professeur.
M. MARCHAL, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1941

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA SŒUR,

Madame A. T. QUON

DE LOS ANGELES,

En témoignage affectueux.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Avant de présenter cette étude, nous tenons à préciser que nous ne nous sommes assigné la tâche de défendre la cause d'aucun pays au Turkestan chinois, mais plutôt celle de poser de la façon la plus objective un des aspects d'un problème international fort mal compris jusqu'ici.

Dans notre effort pour suivre l'ordre chronologique des événements qui se sont déroulés au Turkestan chinois, nous nous sommes heurté à plusieurs difficultés dont la principale est le peu de clarté des anciens documents chinois — qui pourtant sont d'une richesse inépuisable — et le manque d'ouvrages récents en la matière, aussi bien chinois qu'européens.

Il en résulte une certaine dissymétrie dans la répartition des chapitres, dissymétrie difficilement évitable, étant donné l'étendu du problème exposé.

Pour les ouvrages européens, nous nous sommes référé aux études érudites de M. Stein et de M. Pelliot. Quant aux ouvrages chinois, nous avons consulté les innombrables volumes compilés par ordre impérial sous la dynastie des Tsing, et notamment le livre très intéressant de M. Tseng Ouen-ou, intitulé *Tchong Kouo Tching Ying Si You Che*, qui nous a fourni des renseignements récents et très utiles.

Il ne nous reste plus qu'à adresser nos remerciements les plus vifs à MM. Pelliot et Maspéro, de l'Institut, à M. André Duboscq, du *Temps*, qui nous ont fournis des

conseils très précieux sur notre sujet. A M. le Professeur Escarra, à M. le Professeur Rolland, qui a bien voulu accepter la présidence de notre thèse, à M. le Doyen Senn, de la Faculté de Droit de Nancy, à M. Charles Guyou, Professeur au Lycée Louis-le-Grand, et au Dean Crawford, de l'Université de la Californie du Sud, nous désirons exprimer notre profonde reconnaissance et gratitude. Sans leurs conseils, leur encouragement et leur dévouement désintéressé, nous n'aurions peut-être pu achever ce petit ouvrage à la veille de notre départ prochain pour l'Extrême-Orient.

Paris, le 21 juin 1941.

INTRODUCTION

L'expansion coloniale de tous les grands pays est marquée par des faits propres, qui tiennent, à la fois, aux conceptions générales de chacun d'eux, à leur degré de développement historique et aux conditions géographiques et économiques de ces pays et des pays colonisés. Les origines et les phases du mouvement colonial varient avec chaque pays. En ce qui concerne l'expansion coloniale chinoise, une étude systématique de ses origines et de ses phases n'a encore été qu'amorcée, nous nous efforcerons donc ici de combler une partie de cette lacune (1).

Mais avant de traiter un sujet aussi vaste, il convient, semble-t-il, de donner une définition aussi juste que possible du domaine immense que représente le Turkestan chinois.

Définition du Turkestan chinois.

Désigné parfois sous le nom de *Turkestan oriental*, les origines du terme *Turkestan chinois* sont vagues. Il ne remonte probablement qu'à quelques siècles, époque à laquelle la Chine, pour la première fois, commença à avoir des rapports directs avec le monde européen.

(1) Dans son ouvrage, *Systèmes Coloniaux et Peuples Colonisateurs*, p. 14, M. Dubois écrivait déjà en 1895 : « Il sera intéressant de pouvoir envisager quelque jour les origines et les phases du mouvement colonial chinois ».

Traditionnellement opposé à l'expression *Turkestan russe*, ce terme n'est pas heureux. En effet, administrativement, la province avait été, sous les Mandchous, réunie à la province du Kansou, dont finalement elle se sépara. En outre, ethniquement parlant, le Secteur Sud du pays est habité par des Musulmans alors que dans le nord, la population est plus hétérogène.

C'est le *Sinkiang*, appellation chinoise moderne correspondant en gros au pays auquel nous venons de faire allusion, qui couvre et délimite rigoureusement notre sujet. Ce mot, qui littéralement signifie « le nouveau domaine » ou les « nouvelles frontières » date de 1759, juste après la conquête du Turkestan chinois par les Mandchous. Après la rébellion des Musulmans de 1861, le pays fut officiellement érigé en province en 1882. L'on rencontre également l'appellation du *Houei-kiang* ou « Domaine des Turcomanes », que l'on a souvent confondue avec notre appellation chinoise moderne du Sinkiang ; mais en réalité, il ne représente que le périmètre habité par des Musulmans. Nous ne le mentionnons donc que pour mémoire. Il convient de signaler également l'expression de *Si-you* ou « Contrées de l'Ouest » employée depuis la plus haute antiquité. Elle correspond au pays de l'Asie Centrale, dont le Sinkiang forme le noyau. De ce terme, nous ferons usage au cours des premiers chapitres. En outre, nous nous efforçons dans notre étude d'employer le terme *Turkestan chinois* lorsqu'il s'agit du pays dans ses rapports avec l'étranger, et le terme *Sinkiang* lorsqu'il s'agit du pays dans ses rapports avec le reste de la Chine.

Données géographiques.

Au nord du plateau du Thibet, entre les 35-49 degrés de latitude nord et les 79-96 degrés de longitude est,

s'étend l'immense territoire qu'est le Turkestan chinois. A l'est et au nord, il touche à la province autonome de la Mongolie extérieure et à l'est et au sud-est, aux provinces chinoises du Kansou et du Kokonor. A l'ouest et au nord-ouest nous trouvons les anciennes provinces russes de Semirechensk et Fergana, maintenant groupe de républiques autonomes dont la plus grande est Kasakhstan. Au sud il est limité par la province chinoise du Thibet. L'Afghanistan et les Pamirs chinois servent de couloir isolant entre les Indes britanniques et l'Asie centrale russe.

La province du Sinkiang est divisée empiriquement dans les ouvrages chinois en deux secteurs par une ligne de hauteurs, le *Tien-chan* ou les Monts Célestes. Le Secteur nord ou *Pei-lou* auquel le désert de Joungarie enlève une grande partie de ses possibilités de cultures, comprend le riche bassin de l'Ili. Dans la partie septentrionale se trouvent des massifs montagneux et dans la partie orientale d'immenses prairies séparent le Sinkiang de la Mongolie. A l'ouest du secteur, la province est limitée par les steppes de l'Asie centrale russe. Dans le Secteur sud ou le *Nan-lou*, le Tarim, cours d'eau long de 2.750 kilomètres, traverse une grande partie de la province et aboutit aux marais du Lob-nor. Ceinturé au nord et au sud de deux lignes d'oasis, où les cultures sont abondantes, le Bassin du Tarim, lieu d'habitation des Turcomanes, est une vaste cuvette presque aussi grande que la France. Au sud du fleuve, nous trouvons le Désert de Takla Makan qui forme un barrage naturel à l'entrée de la Chine proprement dite.

Le Secteur nord est dans l'ensemble plus montagneux que le Secteur sud et se prête mieux à l'élevage. Il est, en effet, habité par des populations mongoles et mandchoues qui s'accommodent très bien de cette activité. Le Secteur sud, semé d'oasis riches, convient à la culture

et pourrait constituer une excellente colonie de peuplement pour la Chine, pays agricole par excellence. Mais l'immigration chinoise y est très faible, et les Musulmans constituent une forte majorité ethnique.

Le climat du Sinkiang est continental et très sec, surtout dans le Secteur nord, le Secteur sud étant bien plus tempéré. La pluviosité de la province est extrêmement faible : on enregistre à peine vingt jours de pluie et de neige dans l'année. Le vent du désert, chargé de sable, est très désagréable, surtout au printemps. Il est pourtant moins violent la nuit.

La superficie du Sinkiang (1) est estimée à 1.641.554 kilomètres carrés, soit plus du sixième de la superficie totale (11.173.558 kilomètres carrés) de la Chine, ce qui fait de cette province, contrairement aux anciens chiffres, la plus grande unité territoriale de la République Chinoise. Celle de la Mongolie extérieure est de 1.612.912 kilomètres carrés et celle du Thibet de 904.999 kilomètres carrés.

Les estimations de la population totale de la province varient de deux millions à six millions : aucun recensement récent ne peut nous fournir de chiffre exact. Le Ministère des Affaires civiles donne en 1910 le chiffre de 2.670.000, alors que le recensement des Postes Chinoises évalue en 1923 la population totale à 2.519.579 âmes. D'après les ouvrages plus récents (2) la population totale actuelle est d'environ 5.000.000 d'habitants. Nous donnons ces chiffres sous toutes réserves.

Le Turkestan ne possède pas une seule ligne de chemin de fer ; cependant un certain nombre de routes relient la Chine et la Russie à la province. Celles qui partent de l'intérieur de la Chine vers le Turkestan sont au

(1) D'après les évaluations de M. Tsen Shih-ying dans le *Chinese Economic Bulletin* de 1932.

(2) V. *Le Temps* du 5 avril 1934.

nombre de deux : 1) la route du Sud, qui vient de Touen-houang dans le Kansou et longe la rive sud du lac salé du Lob-Nor, puis la lisière méridionale du grand désert du Takla Makan. Elle dessert les villes importantes telles que Khotan, Yenghi-Hissar, Yarkand et Kachgar, dans les oasis du sud. C'est l'ancienne route de la soie, par laquelle de nombreux explorateurs et voyageurs, dont Marco Polo, ont pénétré dans le Turkestan jusqu'en Chine ; 2) la route du Nord, de son côté, relie la partie orientale de la province par Hami et Tourfan et, traversant le col d'Oouroumtchi dans les Monts Célestes aboutit à Sui-Lai, Ousou et à Tabargataï. Elle se prolonge jusqu'à Segoupol, station du chemin de fer Turksib, situé en territoire soviétique. A Ousou, cette route bifurque et l'un des tronçons se dirige vers le sud, en passant par Ili sur la frontière russe.

Cependant les Indes britanniques sont reliées au Turkestan par une route dont Leh est le point de départ. Elle atteint Yarkand après s'être élevée à la hauteur du col Karakaroum (5.650 mètres).

A part ces quelques grandes routes, les moyens de communication à l'intérieur du Turkestan sont très précaires. Ainsi, faute de route directe, il faut presque un mois pour le voyageur pour se rendre de Kachgar à Oouroumtchi.

Depuis 1932 une puissante compagnie d'autocars a établi une ligne, dont la tête est à Kouei-souei en Mongolie intérieure, qui relie le Turkestan à la Chine. L'itinéraire qui suit le long de la route du Nord est de 6.000 li, et ne dure que douze jours. Le succès de cette innovation a été très grand ; malheureusement le trafic a été à plusieurs reprises interrompu par les événements politiques.

Le chemin de fer russe Turksib qui relie Orenbourg à Tachkend, commencé vers 1900 et terminé en 1930, longe la frontière occidentale du Turkestan sur une très grande

distance (700 kilomètres environ). Les Russes ont organisé en outre quelques lignes d'autocars qui relient les centres importants du Turkestan chinois aux villes du Turkestan russe situées sur la ligne. Ainsi ils s'efforcent de drainer vers eux le commerce du Turkestan chinois.

*Les liens historiques entre le Turkestan chinois
et la Chine.*

Des premiers liens entre le Turkestan chinois et la Chine, on ne sait que très peu de choses. La plupart des renseignements ont leur source dans la légende. Dans le folklore chinois on attribue à plusieurs empereurs des temps légendaires l'ambition de s'être taillé un immense empire jusqu'aux pieds des Monts Kouen-Louen. Mais ce sont là des légendes souvent dépourvues de valeur historique, car il est peu probable que ces empereurs, qui avaient entre leurs mains un Empire embryonnaire, aient pu se frayer un chemin vers des régions totalement inconnues.

Les premiers contacts entre la Chine et les régions de l'Ouest, d'après les documents étudiés méthodiquement par des savants européens, auraient eu lieu sous le règne de l'Empereur Tchéou Mou Wang (1001-951 av. J.-C.), dont les exploits ont été relatés dans un ouvrage important, *La Vie de l'Empereur Mou*. L'Empereur, parti des bords du fleuve Tchang-chui, dans la Honan, à la tête d'une grande armée, après avoir franchi le fleuve Jaune et traversé la Mongolie intérieure, aurait pénétré, d'après ce livre, dans la Si-ning et le Kokonor, pour ensuite atteindre les Monts Kouen-louen. Selon certains auteurs, l'Empereur serait même parvenu jusqu'aux régions de Khotan, de Yarkand, et de Kachgar, dans la partie occidentale de l'actuel Turkestan chinois, alors que d'autres pensent qu'il n'avait jamais atteint ces régions loin-

taines. Nous croyons tout au moins que l'Empereur aurait pu s'arrêter aux régions limitrophes du Turkestan chinois, alors que des émissaires ou des voyageurs seuls auraient atteint des contrées plus lointaines et en auraient rapporté des souvenirs. Cela explique peut-être que l'historien ait pu attribuer à l'Empereur un itinéraire qu'il n'aurait pas suivi en réalité.

Les premières relations de la Chine avec le Turkestan basées sur des documents historiques irréfutables et qui eurent des suites historiques, s'établirent sous la dynastie des Han (205 av. J.-C. — 220 apr. J.-C.). A cette époque-là, tout le long du Désert du Gobi au nord de la Chine se trouvaient de nombreuses tribus plus ou moins hétérogènes appelées des *Hiong-nou*, connus plus tard sous le nom de *Huns*. C'étaient des guerriers redoutables qui, armés jusqu'aux dents, descendaient par centaines de milliers sur les riches plaines de la Chine du Nord, pour se livrer à des razzias et repartir aussitôt après. Comme la Chine était essentiellement pacifique, ils devenaient de plus en plus exigeants. Bien que leurs chefs aient réussi à obtenir la main des princesses royales de Chine, ils recommencèrent leurs pillages peu de temps après. Finalement, l'Empereur Wou-ti (140-87 av. J.-C.), en désespoir de cause, décida de les punir en s'alliant aux peuples des Contrées de l'Ouest qu'il savait ennemis jurés des *Hiong-nou*.

Avant d'entreprendre des expéditions militaires il envoya comme émissaire son ministre Tchang Tchien pour sonder les peuples de l'Ouest et enquêter sur leur animosité contre les *Hiong-nou*. Celui-ci, accompagné d'une suite d'une centaine de personnes, partit, vers 139 av. J.-C., à travers l'actuel Kansou qui se trouvait alors sous l'hégémonie de la confédération des peuples *Hiong-nou*. Il fut arrêté par ceux-ci avant d'avoir atteint sa destination, les pays de l'Ouest, et resta en captivité pendant une

dizaine d'années. Les Hiong-nou lui donnèrent une femme dont il eut un fils. Pourtant il réussit à s'échapper et se rendit au pays de *Ta-ouan*, au *Kang-tchu*, puis finalement au *Ta-yué* ou Bactriane, tous pays d'Asie centrale qui formaient les Contrées de l'Ouest. Les Ta-yué, étant riches, ne songèrent guère à s'unir à la cause de la Chine pour faire face à des ennemis extrêmement puissants. Tchang échoua et rentra en Chine en 126 av. J.-C. Il fit de nouveau un deuxième voyage aux pays de l'Ouest dans le but de gagner à sa cause le pays d'Ou-souen, pays puissant, « afin de briser le bras droit des Hiong-nou ». Il y arriva et il offrit des cadeaux de l'Empereur au roi. Celui-ci, alléché, envoya des émissaires en Chine et devant la grandeur et la richesse du pays, se soumit. Cela se passait en 115 av. J.-C. Dès lors les relations entre la Chine et les pays de l'Ouest se firent de plus en plus nombreuses ; le nombre de voyageurs s'éleva bientôt à plusieurs milliers par an. C'est ainsi que fut frayé le chemin vers l'Ouest.

Par la suite, l'Empereur Wou-ti (140-87 av. J.-C.) créa des postes de relais grâce auxquels ses ambassadeurs se rendaient dans les pays de l'Ouest, lesquels, à leur tour, envoyaient des otages princiers et des tributs annuels à la Cour de Chine. Le Secteur nord des Monts Célestes étant sous l'hégémonie des Hiong-nou, la Chine ne parvint que petit à petit à en chasser les Huns, et à étendre son influence à tous les pays de la région de l'Ouest, en faisant entrer dans son orbite les 36 pays des Contrées de l'Ouest.

Après avoir perdu les pays de l'Ouest, reconquis par les Hiong-nou, les Han postérieurs (25-220 ap. J.-C.) n'épargnèrent aucun effort pour les conquérir. Ainsi, le général Pan Tchao (31-101) l'un des plus grands conquérants de l'histoire chinoise, reprit les régions de l'Ouest en poussant ses campagnes jusqu'aux Pamirs et

envisagea même « d'aller reconnaître l'Empire romain » (1).

Les siècles suivants virent le désordre en Chine, et en même temps l'essor des influences bouddhiques et musulmanes qui la pénétrèrent profondément. Sous les Tang (620-907) pourtant, la Chine trouva enfin « une période de création, de vitalité, de prestige et d'expansions » (2). Sous Tai-tsong, le véritable fondateur de l'Empire, la puissance impériale atteignit son apogée. Son Empire touchait à l'Empire arabe. Sous Hsui-tsong, les armées chinoises fortes de 10.000 hommes traversèrent, en 747, les passes du Pamir et occupèrent Gilgit et le Balistan (3). C'est à cette époque que l'on créa les fameuses « Quatre Garnisons » dont l'effectif reste encore inconnu.

Parallèlement à ces garnisons, d'ordre purement militaire, l'on créa des gouvernements de Protectorat, en maintenant des chefs indigènes à leurs postes. Ceci assurait à la Chine un système de gouvernement indirect, efficace et peu coûteux.

Les conquêtes de Genghis Khan et de la dynastie mongole des Yuan en Chine exercèrent une forte influence sur le Turkestan dans les domaines militaires et politique. Mais nous l'omettons à dessein, étant donné que l'esprit qui animait les Mongols n'était en rien chinois.

Puis vint la dynastie des Tsing (1644-1911). D'origine mandchoue, les Empereurs eurent tôt fait de se faire à la culture chinoise et en faisant œuvre coloniale au Turkestan, ils ne firent donc qu'achever l'œuvre séculaire entreprise par leurs prédécesseurs. L'Empereur Kien-long (1736-1796) annexa à son vaste Empire la ré-

(1) V. Escarra, *La Chine, passé et présent*, p. 39.

(2) Escarra, *ibid.*, p. 42.

(3) Escarra, *ibid.*, p. 42.

gion d'Oouroumtchi et l'Ili où il fit installer une commanderie en 1763. L'administration chinoise ne fut introduite que dans le Secteur nord, alors qu'on maintenait dans le sud le système local des chefs indigènes, appelés *dzasaaks* et *begs*.

L'insurrection musulmane, qui commença en Chine en 1861, s'étendit vite aux régions de l'Ili et de Kachgarie. La Russie, profitant de l'occasion, saisit l'Ili ou Kuldja en 1871 et ne la restitua à la Chine que dix ans plus tard. La Chine réagit d'une façon très énergique. La reconquête du Général Tso Tsong-tang (1812-1885) mit le Turkestan à feu et à sang (1). Après des années de guerres sanglantes il s'acquitta de sa tâche et réussit à réduire les Musulmans au silence.

Vint ensuite une longue époque où l'on entreprit d'assimiler le Turkestan en inculquant aux populations indigènes la culture chinoise. Ce fut un échec quasi-total. Ainsi après le retour d'Ili, le Turkestan fut érigé en province (1882) modelée sur les autres provinces chinoises. Le commerce entre le Sinkiang et la métropole prit souvent un élan remarquable, et la colonie fut exploitée d'une façon intensive.

Vers la fin du dix-neuvième siècle, la Chine fut défaite et meurtrie par les puissances occidentales. La Russie et l'Angleterre en profitèrent en signant de nombreux traités avec les autorités locales pour étendre leur influence au Sinkiang, qui est de nos jours encore sous leur influence économique.

L'avènement de la République chinoise (1912) n'apporte pas d'améliorations au Sinkiang. Au contraire, le Sinkiang se voit de plus en plus détaché de la patrie,

(1) *Richard's Compendium Geography* estime que les morts par suite de la Rébellion sont de 10.000.000. Nous croyons le chiffre très exagéré.

alors que l'influence économique des puissances voisines se fait de plus en plus sentir.

Sous le gouvernement national de Nankin, la politique chinoise des dernières années est plutôt « une politique de dominion », visant à ménager les différentes populations indigènes et à les gagner à la cause de la mère-patrie en détresse. Enfin, le Turkestan a tendance à se laisser assimiler et à entrer dans l'orbite de la grande fédération de la République Chinoise, pour se dégager des influences russe et britannique qui ne cessent de croître.

*Y a-t-il eu œuvre coloniale de la Chine
dans le Turkestan chinois ?*

A la différence de la plupart des puissances colonisatrices qui fondent leurs empires coloniaux dans un but ostensible d'exploitation, les origines de l'expansion chinoise furent dues, à notre sens, à des accidents géographiques et militaires. Les Contrées de l'Ouest, à l'époque des Hans, étaient dépourvues de tout intérêt économique. En outre, séparées de la Chine par des monts et des déserts, une exploitation de celles-ci, même d'ordre géographique, eût été une entreprise téméraire.

L'idée de l'extranéité des races habitant les Contrées de l'Ouest ne fut pas ignorée des Chinois, mais loin d'eux la pensée de les conquérir et de les assujettir. La Chine, pays dans lequel le prosélytisme religieux n'a jamais été connu, eût été une puissance encore plus pacifique si les circonstances géographiques et militaires ne l'avaient mise aux prises avec les Hiong-nou, ses ennemis acharnés.

L'idée de coloniser en vue d'émigrer ses populations ne s'affirma que plus tard, lorsque la Chine prit cons-

ciencia de la grandeur de l'œuvre coloniale entreprise par ses souverains et ses hardis aventuriers. Kong Souen-hong, Ministre du Ravitaillement sous Wou-ti décrivit la richesse et le climat des Contrées de l'Ouest et en suggéra le défrichement ; mais il ne s'agissait là que d'une tentative pour ravitailler les troupes impériales, isolées de leurs bases métropolitaines. « La similitude du climat des Contrées de l'Ouest, dit le même ministre, qui permet aux cinq grains de mûrir à la même époque que dans l'Empire Céleste » démontre que la métropole, pays agricole par excellence, n'avait pas besoin d'être ravitaillée par des colonies fournissant les mêmes produits qu'elle produisait.

Nous ne pensons pas non plus que la recherche d'un marché international fut la cause principale de l'expansion chinoise.

Le fait que dans les Contrées de l'Ouest les outils manquaient (*Histoire des Contrées de l'Ouest* dans le *Tsien Han Chou*) ne démontre point que la Chine leur en ait fourni. Même jusqu'au début des Tsing, la Chine les avait refusés au Turkestan.

L'expansion coloniale de la Chine était-elle donc dictée par un essor de l'impérialisme, comme le prétendent la plupart des historiens et sinologues ? Pan Tchao, conquérant sans pareil dans les annales chinoises, qui séjourna plus de trente ans aux pays de l'Ouest, fit l'éloge de la grandeur de la civilisation céleste dans les pays exotiques qu'il traversa et remarqua que « femmes, vieillards et enfants affirmaient que dépendre des Han équivalait à dépendre du ciel ». « A l'ouest, toujours selon notre conquérant, tous les pays s'inclinent (devant la Chine) comme on s'incline devant le soleil ». Impérialisme hautain et prétentieux, dira-t-on. Mais la vérité est que la civilisation portée par la Chine aux pays de l'Ouest était bien supérieure à la leur et à

celle des conquérants précédents. Le système politique des Han, dit Wells dans *A Short History of The World* (1), était le meilleur existant alors, y compris celui de l'Empire romain. Que les pays de l'Ouest se soient soumis tour à tour n'a donc rien d'étonnant. C'est ainsi que naquit l'impérialisme chinois que nous n'estimons pas avoir été la cause, mais bien l'effet de l'expansion chinoise.

La politique extérieure des premiers Han, bien qu'impérialiste en apparence, était en réalité une politique de défense et de bon voisinage, et dans l'ensemble, une politique pacifique. Il est vrai que le même conquérant fut le premier à préconiser le stratagème consistant à « dresser les barbares les uns contre les autres », pour les tenir en échec (2). Mais ce fut là une politique de désintéressement, au plus une politique d'équilibre des puissances, dirigée contre la grande confédération du nord constituée par les Hiong-nou, opposés à la puissance chinoise alors en pleine formation. Cette politique, renouvelée et systématisée, devint un jeu compliqué, forçant la Chine à jongler avec les pays non-belligérants et parfois même l'obligeant à les conquérir, afin de tenir son vrai ennemi, les Hiong-nou, en échec. Ce fut là, croyons-nous, un jeu subtil, pratiqué entre peuples souverains, et non point la politique d'un empire à l'égard de ses tributaires. Car, on le sait, les tributs envoyés à la Chine étaient, pour la plupart, des cadeaux échangés entre les pays dits tributaires et la Chine qui leur envoyait souvent des cadeaux d'une valeur supérieure.

(1) V. Edition Tauchnitz, p. 146.

(2) V. Pan Tchao, *Rapport à l'Empereur d'une Expédition contre le Pays de Kouei-tse*. Ce stratagème, qui ressemble étrangement à l'expression machiavélique de *diviser pour régner* forme en effet la politique suivie par la Chine dans les Contrées de l'Ouest pendant vingt siècles.

La pratique de garder les princes des pays occidentaux en otages (1) prouve que l'occupation de la Chine n'était pas toujours efficace et que celle-ci n'était reliée aux pays de l'Ouest que par un lien souvent très fragile.

Il nous semble, en dernière analyse, que la *recherche d'une alliance* fut le vrai but des Han dans leur poussée vers l'Ouest. Des prisonniers Hiong-nou, en captivité sous Wou-ti racontèrent « qu'à l'ouest il y a le royaume des Ta-yué qui nourrit une haine contre les Hiong-nou. Il cherche à se venger, mais regrette de n'avoir point d'allié » (2). L'Empereur envoya donc Tchang-tchien qui remplit les missions que nous connaissons dans les pays de l'Ouest.

Les Hiong-nou, moins bien armés que les Chinois, qui en outre se montrèrent meilleurs stratèges, subirent souvent des défaites sanglantes. Cependant, grâce à la mobilité de leurs armées, composées entièrement de cavaliers, ceux-là purent se replier dans le désert, échappant ainsi à l'étreinte des armées chinoises. Les Chinois, éloignés de leurs bases, se trouvaient souvent incapables de les poursuivre et de les exterminer. Pour ce faire, il fallait rendre les armées plus légères, les doter de chevaux plus rapides et trouver une plateforme d'attaque, afin d'être à pied d'œuvre. Encercler l'ennemi et le prendre à revers fut le souci constant de l'Empereur. L'idée d'une alliance avec Ta-yué, pays puissant, et d'utiliser le pays d'Ou-souen comme charnière d'attaque étant conçus, il ne restait qu'à les réaliser par l'enquête du fameux émissaire. La recherche des chevaux rapides des pays de l'Ouest, connus en Chine sous le nom de « Chevaux célestes », fournit aussi un

(1) Sous Kien-long, on vit le cas de la Princesse dite « parfumée » envoyée à la Cour par la maison princière de Yarkand.

(2) V. Pelliot, *La Haute Asie*, p. 7.

motif valable, mais ce ne fut certes pas le motif principal qui incita les aventuriers à un mouvement colonial de grande envergure, comme le firent les épices pour Colomb et les colonisateurs européens modernes.

Dans l'ensemble, les Han ne poursuivaient aucun but lucratif dans leur conquête des pays de l'Ouest. Les émissaires qui suivaient les armées à l'ouest étaient des gens pauvres et parfois de petits commerçants. Aucune exploitation organisée par l'Etat n'était prévue.

Pan Tchao, le Grand Conquérant, dit à propos des conquêtes qu'il allait mener : « l'Empire Céleste ne sera point appauvri par les frais militaires, les pays (de l'Ouest) suffisent pour la nourriture des troupes ». Il ne pensa pas à envahir les pays pour s'enrichir, ni pour les enrichir. Le défrichement des pays conquis fut en effet entrepris pour des raisons purement militaires et à titre tout à fait provisoire.

Pan Koo (mort en 92), l'illustre frère du Conquérant, dit dans son rapport au souverain à l'endroit des Contrées de l'Ouest : « Nous n'avons aucun avantage à les posséder et n'éprouverions aucune perte à les perdre. C'est de notre magnanimité qu'ils ont à profiter, alors que nous ne pouvons rien tirer d'eux ». Ne voit-on pas là une ressemblance frappante avec la fameuse épithète de Voltaire qui, dénigrant le plus beau fleuron des colonies françaises, l'appelait « quelques arpents de neige du Canada » ? Ne voit-on pas par là une expression pleine de mépris et opposée à tout principe de colonisation moderne ?

Peut-être nous objectera-t-on, avant que nous ne donnions des détails sur l'œuvre déjà réalisée par les Chinois, qu'il n'y a pas eu œuvre coloniale de la part des Chinois, et que le Turkestan ne serait qu'une annexe des provinces de la Chine proprement dite. L'expansion chinoise, pourrait-on dire, n'est donc qu'une *poussée de*

proche en proche, en l'absence d'une barrière naturelle telle que la mer qui aurait séparé la colonie de la métropole. A cette objection nous pouvons aisément répondre que malgré la distance relativement faible du Turkestan à la Chine, des obstacles quasi-insurmontables, tant géographiques que climatiques (tels que désert, routes impraticables, vent du désert) qui rendent le transport de troupes extrêmement ardu, sont autant de facteurs qui font que la colonisation chinoise n'a rien à envier à celles qui ont été menées à bien par les puissances maritimes occidentales. La diversité ethnique et linguistique des nations qui habitaient le Turkestan était encore un problème qu'avait à affronter l'ancien Empire chinois avec bien des obstacles. Une œuvre entreprise dans ces conditions mérite donc qu'on l'étudie avec soin.

L'œuvre coloniale la plus proche de celle réalisée par la Chine est celle de la Russie, qui a étendu sa puissance à travers les vastes plaines de la Sibérie et les steppes de l'Asie centrale. Mais leur poussée vers l'est qui s'est accentuée depuis Pierre le Grand, ne s'est réalisée que selon un plan mûrement réfléchi, alors que l'œuvre coloniale de la Chine a été une œuvre entreprise sans arrière-pensée.

Si la Chine n'a pu assimiler les masses indigènes du Turkestan au cours de longs siècles, son génie colonisateur ne doit pourtant pas être mis en cause. Ce qui a fait défaut à la colonisation chinoise c'est la *faculté d'assimiler*, due probablement au mépris des étrangers, quelle qu'en soit la nature (1), et non le manque d'une mission civilisatrice. La Chine millénaire, comme on pourrait le constater, a su assimiler bien des nations conquérantes englouties dans son sein, mais en dehors

(1) V. Escarra, *La Chine, passé et présent*, p. 189.

de chez elle, elle n'a su qu'*imposer*, mais non *assimiler*. Les grandeurs coloniales de l'Empire Céleste, comme partout ailleurs, marchent de pair avec sa politique extérieure. Chaque fois que la puissance de la Chine atteint son apogée, elle n'a jamais manqué de reconquérir les pays colonisés perdus pendant les dynasties troubles. N'est-ce pas là la meilleure des preuves, et le postulat de notre étude, que le Turkestan chinois n'a jamais formé partie intégrante de la Chine, et qu'il est un exemple émouvant de la colonisation chinoise dans toute la force du mot ?

Le statut juridique du Turkestan chinois.

A proprement parler, une colonie est une personne morale de droit interne et non de droit public international (1). Cependant le statut juridique du Sinkiang est bien plus complexe. Il relève de deux aspects juxtaposés qui lui donnent un statut juridique colonial tout spécial qu'il nous faut examiner : son statut juridique en droit international et son statut juridique en droit interne.

1. Le statut juridique du Turkestan chinois en droit international :

Nous reprendrons ici la théorie de l'investiture internationale de M. le Professeur Scelle (2), théorie d'après laquelle le gouvernement colonisateur reçoit son investiture et sa reconnaissance par d'autres personnes de droit international public. Une colonie n'a donc de statut juridique colonial que par la situation juridique qui

(1) Cf. Rolland et Lampué, *Précis de Législation coloniale*, p. 49.

(2) V. Scelle, *Précis de droit des gens*, première partie, p. 149.

s'est créée du fait des rapports entre la métropole et d'autres personnes juridiques.

Cette investiture, qui donne à un pays le caractère de colonie, a-t-elle été donnée au Turkestan chinois ? C'est là un problème de fait auquel il n'est possible de répondre qu'en étudiant les relations diplomatiques entre le Turkestan chinois et les autres pays.

Vers la fin du dix-septième siècle, l'Asie centrale était peuplée de tribus plus ou moins nomades. Avec les conquêtes mandchoues, la puissance chinoise s'étendit petit à petit vers le Pamir. La question des frontières ne se posait pas et les rapports internationaux, au sens étroit, n'existaient pas encore. Cependant, à mesure que les visées de l'Empire Russe sur le Turkestan (1) se précisaient, il apparut nécessaire de définir les limites exactes de celui-ci sous la domination chinoise.

La frontière entre l'Asie centrale russe et le Turkestan chinois, très changeante à l'époque, était marquée par des postes d'observation, ou *kalouen*, installés par la gendarmerie chinoise. L'unique but de ces postes était de surveiller les peuples nomades afin que ceux-ci ne traversent pas la frontière. Ces postes étaient de deux sortes : les *kalouens permanents*, situés dans les agglomérations même, et les *kalouens provisoires* qui changeaient souvent d'emplacement selon les saisons de pacage.

Cette délimitation peu précise entre les deux pays fut la source de bien des différends, et un certain nombre de traités, tels que le Traité de Tabargatai de 1664, le Traité de Kiachta de 1727, le Traité de Kuldja de 1851, le Traité de Pékin de 1860 furent signés à cet égard. En 1881, le Traité de St-Petersbourg fut signé, en vertu duquel la région d'Ili était restituée à la Chine ; de même

(1) V. Baumont, *Essor industriel et Impérialisme colonial*, p. 109,

intervinrent les Traités de Kachgar de 1882 et celui de Tabargatai en 1893.

La frontière avec l'Empire britannique présentait pourtant une plus grande netteté, grâce aux Monts Karakaroum reconnus par les deux Etats comme frontière naturelle. Le territoire de Ladak, sur la frontière du Thibet, qui donna lieu à des litiges, fut cédé par la Chine en 1891 à l'Angleterre qui tenta au dix-neuvième siècle de mettre la main sur les petits Etats de l'Asie centrale afin de déjouer les visées impérialistes russes. Un accord intervint finalement entre la Russie et l'Angleterre en 1908, au sujet de la frontière des Etats de l'Asie centrale, par lequel se délimitait aussi une partie de la frontière du Turkestan chinois.

Les traités précités, dûment signés entre la Chine et les puissances voisines et n'ayant rien de semblables avec les délimitations de *zone d'hinterland*, où il n'y a pas occupation effective de la part du pays colonisateur, montrent nettement que des personnes de droit international public ont tout au moins reconnu la souveraineté de la Chine sur le Turkestan chinois. Il est donc établi que le Turkestan est bien territoire chinois.

Quant à la reconnaissance de son statut colonial, il faut examiner les modalités de certaines conventions internationales conclues entre le Sinkiang et les Etats voisins, par lesquelles ceux-ci l'ont revêtu d'un caractère colonial.

Au lendemain de la restitution par la Russie de l'Ili à la Chine, en 1881, par exemple, des accords avaient été signés entre la Chine et la Russie au sujet de l'option de nationalité de la population du territoire réintégré à la Chine. La Chine était représentée par deux agents diplomatiques nommés par ordre impérial et munis de pouvoirs très étendus. Ceux-ci ne devaient rendre compte du déroulement des négociations qu'aux Agents

impériaux à Ili, alors que le Gouverneur général du Sinkiang, résidant alors à Hami, n'avait qu'une voix consultative. On constate donc que le droit de négocier des traités était, comme pour la plupart des colonies, enlevés aux autorités locales du Sinkiang. La Russie, de son côté, envisagea les choses d'une façon encore plus nette. Au lieu d'envoyer un diplomate de carrière, elle n'était représentée que par un consul qui agissait non au nom de la métropole, mais bien en celui du gouvernement du Turkestan russe.

Depuis lors, les chefs militaires du Sinkiang ont négocié de nombreux traités avec la Russie. C'est ainsi qu'à l'époque de Kien-long, le Commandant de la Place d'Ili, en raison de la situation de son poste, s'octroya le pouvoir, plus ou moins reconnu par Pékin, de négocier librement des traités internationaux. Les Russes profitèrent de cet état de choses et entretinrent à plusieurs reprises des relations diplomatiques avec d'autres chefs militaires, tels que le *Tou Tong* ou Général de brigade, le *Tsan Tchan Ta Tchen* ou Agent impérial, souvent en désaccord avec le Gouverneur général à Ouroumtchi. Le Marquis Tso Tsong-tang, alors vice-roi de la province du Kansou, adressa une requête à l'Empereur (Requête du 17 septembre 1876) afin de mettre fin à cet état de choses. Il y a là, après décentralisation, une tentative de centralisation de pouvoirs, mais celle-ci resta sans grand succès, tant les administrateurs coloniaux étaient avides de pouvoirs.

Sous la République, cette situation s'aggrave. Le traité secret, signé en 1931, entre la Russie et le Gouverneur King Chu-jen à l'insu du gouvernement de Nankin eut de profondes répercussions dans la métropole, et valut presque à son négociateur la cour martiale. Ainsi, sur le plan international, on constate qu'en fait sinon en droit, le Turkestan est plus ou moins détaché de la mère-pa-

trie. Une personne de droit international est donc sur la voie de se former.

2. *Le statut juridique du Turkestan en droit interne :*

Du point de vue de droit interne, le statut juridique du Turkestan est encore moins net que du point de vue international. Les changements de statut juridique que le Turkestan a subis au cours des deux derniers siècles en tant que personne de droit interne ont été si confus qu'une analyse historique paraît nécessaire.

Au lendemain de la conquête mandchoue, le Turkestan, en vertu du principe *pacta sunt servanda* qui s'est traduit par la soumission des diverses tribus indigènes à l'Empereur de Chine, devint *une personne de droit administratif chinois*. Depuis lors il était doté d'une administration chinoise et jouissait d'une subvention annuelle de la métropole. Il relevait, nominalement du moins, du *Li fan Yuan* ou le Ministère des Etats Vassaux, ensuite du Tsong-li Yamen (1) et finalement du Ministère des Affaires étrangères (2), un Ministère des Colonies n'ayant jamais existé en Chine. Les fonctionnaires étaient alors régis par un code spécial (v. Chapitre sur les fonctionnaires). Quant aux lignes directrices de la politique coloniale chinoise, elles étaient dirigées par décrets impériaux. Ce caractère étatique de la colonisation chinoise démontre que le Sinkiang était bien une colonie d'assujettissement de la Chine.

En 1882, on assiste à un changement complet dans le statut juridique du Turkestan. Désormais, celui-ci, en recevant le statut de province métropolitaine, n'est plus considéré comme un pays sous la suzeraineté chinoise. Au point de vue de droit interne, le Sinkiang est en

(1) Créé en 1861.

(2) Créé en 1901.

effet considéré comme faisant partie intégrante de la République chinoise par *tous les actes constitutionnels*. La Constitution du 11 mars 1912 stipulait que le Turkestan avait droit d'être représenté par deux députés au *Tchong Yi Yuan* ou l'Assemblée nationale, qui se composait de 596 membres.

La Constitution provisoire de 1934 stipule également que le Turkestan chinois fait partie intégrante de la République (article 4). L'art. 5 de la même Constitution stipule que toutes les nations sont égales au sein de la République.

Le statut de l'indigène (1), de par ces mêmes actes, en principe, est identique à celui du citoyen de la métropole. Il jouit, en principe de plus de privilèges qu'un citoyen d'une colonie française d'assimilation telle que l'Algérie, où l'unité et l'intégralité de la citoyenneté française ne sont pas en vigueur. Le Turkestan, de par ces actes, cesse donc d'être une colonie de la Chine.

Mais, en fait, surtout au point de vue politique, le Sinkiang, rattaché à la Chine par un lien constitutionnel, ne jouit même pas du statut d'un Etat du Commonwealth britannique (2), lié à l'Empire par la Couronne. En dépit de son administration éminemment chinoise, le Sinkiang n'est plus à la charge de la métropole. Le droit de lever des recrues, qui touche à celui de déclarer la guerre, et le pouvoir de négocier des traités par une situation de fait sont uniquement tombés entre les mains des gouverneurs de la Province. L'indigène, qui jouit d'un statut juridique égal à celui de ses concitoyens chinois, n'est pourtant pas en fait accueilli à la métropole comme un Chinois, malgré « la politique de domi-

(1) Pour le statut de l'indigène, voir la revue chinoise *Fa lu ping louen*, n° des 14 déc. 1930, 21 janv. et 22 fév. 1931.

(2) V. Hodson, *The British Empire*, Oxford, 1939.

nions » suivie par le gouvernement actuel. Ainsi, on n'a jamais vu l'indigène du Turkestan fonctionnaire en Chine même.

L'envoi par la Chine au Turkestan en 1932 d'un Ministre des Affaires Etrangères (1) pour enquêter sur la rebellion ne nous laisse plus l'illusion que cette province forme toujours partie intégrante de la Chine.

On peut donc conclure que le statut juridique du Sinkiang est la confusion même. En droit international, celui-ci est considéré comme une personne de droit administratif chinois sur le point de se détacher de la métropole. En droit interne, le statut du Sinkiang, défini par des actes constitutionnels, ne fait que démentir sa situation réelle. Ceci provient du fait qu'il est dans la sphère d'influence économique des puissances voisines, alors que la Chine n'est considérée que comme une puissance qui fournit au Turkestan ses cadres de fonctionnaires coloniaux.

Il reste encore à la Chine la tâche ardue de regagner le Sinkiang par d'autres moyens que des conquêtes militaires et de lui donner un statut juridique qui convienne à ses caractéristiques toutes spéciales.

*
**

Les questions posées dans l'introduction ayant été résolues par l'affirmative, le statut juridique du Turkestan défini, il ne nous reste plus qu'à examiner les principaux aspects de la colonisation du Turkestan au cours

(1) Celui-ci assista à la cérémonie de prestation de serment des Gouverneurs militaire et civil de la Province, le 7 septembre, à Oroumitchi, alors qu'en réalité tous deux avaient déjà pris possession de leur poste le 14 avril. Doit-on voir dans cette mesure une investiture du statut colonial au Sinkiang *par la métropole elle-même* ?

des chapitres suivants, consacrés à son régime administratif, à sa structure économique, à sa mise en valeur et finalement aux problèmes soulevés par le contact des races différentes habitant le Turkestan.

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME ADMINISTRATIF

Nous nous proposons d'étudier le régime administratif du Turkestan chinois en deux parties : 1) L'évolution de l'organisation administrative, ou une étude, dans l'ordre chronologique, du changement de processus de la colonisation chinoise au cours des grandes dynasties, et 2) L'aménagement de l'administration du Turkestan chinois, étude des organes essentiels par lesquels le Turkestan est administré.

SECTION I.

L'ÉVOLUTION DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

1. *Sous les Han (202 av. J.-C. — 220 ap. J.-C.).*

La première esquisse d'une organisation administrative n'apparut qu'après la victoire remportée par le Général Li Kouang-li sur le Ta-Ouan (141 av. J.-C.). Celle-ci eut pour suite l'annexion à l'Empire de la région de Kan-Tchéou et de Léang-tchou et l'installation de la Commanderie de Tchiu-tchouen, dont le gouverneur résidait dans la localité qui est aujourd'hui Sou-tchou. Ultérieurement l'on transporta des colons dans ces territoires nouvellement conquis aux environs desquels on

fonda de nouvelles commanderies : celles de Ou-oué, de Tchang-yi, et de Touen-houang, pays limitrophes du Turkestan chinois.

Après la seconde expédition contre les Ta-ouan en 102-101 av. J.-C., les relations entre la Chine et les Contrées de l'Ouest se multiplièrent. Pour couvrir les régions situées au delà de l'aile gauche de la Grande Muraille qui se termine à la lisière du Turkestan, « on éleva de place en place, depuis Touen-houang jusqu'au marais salé du Lop Nor des postes militaires » (1).

A mesure que la domination militaire chinoise s'établissait, des mesures nettement d'ordre politique furent prises. Ainsi en 77 av. J.-C. le général chinois Fou Tchaitse tua le roi de Leu-lan et y fit installer le royaume de Chan-chan avec à sa tête un prince indigène de son choix. Grâce à ce coup d'Etat, les Chinois se trouvèrent maîtres du Secteur sud des Monts Célestes.

La soumission d'un prince Hiong-nou livrait en 60 av. J.-C. le Secteur nord aux Chinois, ce qui permit à la Chine de s'installer au lieudit Ou-oué le Protectorat pour les Contrées de l'Ouest.

Ce Protectorat, ou *Tou hou fou*, par lequel on pose la première pierre de l'Empire chinois, réalisait un système de surveillance très relâché imposé par la Chine aux pays tributaires, qui servaient désormais d'Etats tampons pour endiguer le flot montant de l'influence des Hsiong-nou, lesquels constituaient un danger sans cesse croissant pour la Chine. Le rôle du Gouverneur se bornait à veiller à l'exécution des directives données aux pays soumis par les Han, et à contrôler les divers chefs des colonies militaires chinoises créées pour le ravitaillement des troupes et émissaires chinois. Le Gouverneur était assisté d'un secrétaire général, d'un

(1) V. *Histoire des Pays de l'Ouest*, dans le *Tsien Han Chou*.

chef d'Etat-major, des généraux placés à la tête des troupes stationnées dans les Pays de l'Ouest et des « chefs de groupes de mille hommes ». Un gouverneur *ad interim* ou *tchang-che* le remplaçait lorsque la Chine jugeait un gouverneur superflu.

Quant à l'administration civile, elle commença de cette façon : l'Empereur Wou-ti, ayant soumis les Ousouen, convoqua leur roi de se rendre en Chine. Celui-ci refusa. Comme mesure de représailles, l'Empereur créa vers 104 av. J.-C. les sous-préfectures de Tchang-yi et de Tchiu-tchuen aux endroits qui portent encore ces noms. Il créa ensuite Ou-ouei et Touen-houang, quatre villes à la lisière du Sinkiang qu'on nomma « les quatre sous-préfectures à l'ouest du fleuve ». Ces villes n'étant pas peuplées, il ordonna une émigration des populations chinoises pour les habiter. Ces premières villes créées de toutes pièces nous paraissent être une œuvre d'ordre civil. « Dans les sous-préfectures de la frontière, dit pour tant la *Tsien Han Chou*, on avait établi des *tou-ouei*, des *sse-ma*, des *tse-che* ; aucun de ces officiers ne s'occupait de la population civile ». L'administration civile était donc entre les mains des militaires.

On constate qu'un système de protectorat fut pratiqué par les Han dans les pays plus ou moins indépendants. Mais comment s'expliquer que la Chine ait pu maintenir son hégémonie dans ces pays où elle exerçait une surveillance très relâchée sous forme de protectorat ? Les petits Etats en effet, avaient intérêt à maintenir le régime chinois, qui était bien plus humain, et plus doux que celui imposé par les Hiong-nou. Ajoutons qu'une forte rivalité existait entre ces peuplades, dont certaines se servaient du prestige des Han pour appuyer leurs revendications auprès d'autres petits Etats. Solliciter les Han n'entraînait guère de conséquences, peu soucieux qu'étaient ceux-ci dans leur superbe de réclamer des

compensations, tandis qu'il n'en allait pas de même des Hsiong-nou.

2. *Sous les Tang* (620-907).

Pendant de long siècles de silence et de troubles intérieurs, l'activité coloniale de la Chine fut très réduite dans les Contrées de l'Ouest, en dépit des mentions faites de temps à autre dans les annales sur les tributs envoyés à la Chine par les pays soumis depuis les Han. Ce n'est que sous les Tang que l'essor colonial de l'Empire chinois prit un développement vertigineux. La conquête de l'Asie centrale permit aux armées chinoises de traverser même les Pamirs (1).

Le Protectorat établi sous les Han, et tombé en décadence au cours des siècles de troubles, fut repris, en 639, après la défaite du pays de Kao-tchang (aujourd'hui Tourfan) par le général Heu Tchun-tchi. Appelé tantôt *Ta tou hou fou*, « le Grand Protectorat », tantôt *Chang tou hou fou* ou « le Protectorat Supérieur », cet organe avait à sa tête un Gouverneur, dont l'attribution était de « pacifier les diverses tribus barbares, d'arrêter les incursions des bandits étrangers et de surveiller les agissements des filous ». Celui-ci était assisté de deux à quatre gouverneurs adjoints, un commissaire permanent, un maréchal de la Cour, un secrétaire et des fonctionnaires qui se chargeaient respectivement des affaires civiles et indigènes, de la justice, et des conseillers militaires.

L'Empereur fit installer aussi dans les pays de Sou-lc, Yu-tien, Soué-yé et Kiu-tse de nombreux détachements de soldats qu'on appelle désormais les « Quatre Garnisons ». Le siège de chaque garnison était situé dans la

(1) V. Escarra, *La Chine, passé et présent*, p. 42.

capitale du pays auquel on attachait une importance militaire. Le chef de garnison, appelé le *Tou-tou* ou le gouverneur local, était presque toujours un prince indigène nommé par les autorités du Protectorat, à l'exception de Kao-tchang, dont le chef était un Chinois.

Le caractère mixte du régime administratif était un fait saillant sous les Tang. Wou Kong, le célèbre pèlerin chinois, de retour des Indes en 645 écrit qu'il avait même remarqué un Gouverneur adjoint chinois attaché à un Gouverneur indigène. Cette subordination trompeuse de la puissance militaire chinoise ne peut que démontrer la vraie puissance des Tang. En adoptant une politique de collaboration militaire avec les pays soumis, les Tang purent maintenir leur empire avec aisance. Ils surent même utiliser les forces indigènes en les envoyant à la métropole, alors que les troupes impériales se lançaient dans des conquêtes lointaines.

Il y a, en effet, des indices suffisants qui démontrent que parmi les troupes qui contribuèrent à la reprise de la Capitale aux rebelles en 756, figuraient des contingents de soldats des Protectorats de Ansi (Kuchâ) et de Peiting (près de Guchen), de Fergana, et même des troupes arabes.

Pour ce qui est du régime administratif, les Tang dépassèrent de loin les Han. Les pays soumis étaient classés en trois catégories que nous allons examiner l'une après l'autre.

1. Les *Tchuin-hsien* ou sous-préfectures à l'administration chinoise. A mesure que le commerce entre la Chine et les Pays de l'Ouest se développait, l'émigration chinoise dans ces pays exotiques s'accroissait. Le système pratiqué par les Han, d'émigration sous le contrôle militaire disparut. Des villes purement chinoises, avant-postes de la culture chinoise, commencèrent à se fonder. Des sous-préfets ou *tse-che* de ces villes soumis aux

décrets de la métropole et dont le titre n'était pas héréditaire, étaient nommés par la Chine. Ils avaient à rendre compte du recensement des populations et des recettes de la taxation au Ministère des Finances, ou le *Hou-pou*. Un document très intéressant, découvert par un explorateur japonais, nous montre que le régime de ces villes à administration chinoise était identique à celui pratiqué dans la métropole.

2. Les *Ki Mi Fou* ou les agglomérations indigènes. L'organisation de ces groupements à l'administration indigène était tout autre que celle pratiquée dans les villes à administration chinoise. Les tse-che ou sous-préfets étaient nommés par la Chine à titre héréditaire. Surveillés militairement, ils jouissaient néanmoins d'une autonomie complète quant à la gestion de leur pays dont ils n'avaient pas à rendre compte à la Chine.

3. Pays de gouvernement indirect. La troisième catégorie de pays sous le contrôle des Tang était des pays dont le statut se rapproche aux pays sous mandat de nos jours. Vers 620, lorsque la Chine eut conquis le pays des Neuf Familles, elle délégua les prérogatives de gouvernement à un chef au nom de Li Sse-mo et lui donna titre de Kohan ou Khan. Plus tard, lorsqu'elle estima que le maintien des Quatre Garnisons était trop onéreux, elle confia les mêmes pouvoirs à Achena et à Houselo « tous deux de souche noble et issus des rois du désert » (1). Ceux-ci étaient chargés de gérer ces pays pour le compte de la Chine, « de châtier les barbares lorsqu'ils se révoltaient et de les gouverner lorsqu'ils se soumettaient ». Des rapports étaient exigés de ces Etats mandataires par la Chine qui gouvernait ainsi indirectement.

(1) V. Requête de Ti Jen-chié pour le maintien de garnisons dans les quatre villes du So-le.

Ce système, plus souple et plus sage, permit aux Tang de maintenir leur empire avec plus de facilité, moins de charges et de « ne plus tomber dans les ornières des chars précédents », comme l'exprima Hsie Jen-tchié à l'égard de ses devanciers les Han, qu'il estima « négliger la tâche de maintenir l'ordre dans la métropole et d'y faire régner la paix, pour la simple recherche de la gloire de l'épée ».

La crainte qu'éprouvaient les Han pour les Hiong-nou, était maintenant remplacée par la peur inspirée aux Tang par les Pays de l'Ouest, qui grâce à la tutelle de la Chine, ont pu se développer et devenir pour ainsi dire plus « adultes ».

En leur laissant une autonomie relative par une politique d'association entre pays colonisateurs et pays colonisés, les Tang ne firent que conserver l'énergie de la nation dans la métropole tout en laissant aux Contrées de l'Ouest le soin de s'administrer. Ainsi ont-ils pu entrer dans une phase nouvelle de la colonisation.

3. *Sous les Tsing (1644-1911).*

Le régime administratif du Turkestan Chinois se divise en deux périodes : 1763-1882, période où la politique d'*assujettissement* fut pratiquée, et 1882-1911, période où une politique d'*assimilation* fut rigoureusement suivie.

1763-1882 :

Le Sinkiang étant entièrement soumis en 1759, un gouvernement à la tête duquel se trouvait le Commandant de la Place de l'Ili fut créé en octobre 1763. C'était un système de gouvernement militaire hautement hiérarchisé qui se chargeait en même temps de l'administration civile. De cette forme de gouvernement colonial

l'on a pu dire « qu'elle employait un grand nombre de fonctionnaires chargés des affaires militaires et un nombre infime de fonctionnaires chargés des affaires civiles ». Le Commandant de la Place d'Ili ou Gouverneur général était nommé par décret impérial et jouissait de pouvoirs très étendus. Il lui fallait en effet, « surveiller les Secteurs nord et sud (des Monts Célestes), contrôler des tribus barbares, se charger des affaires militaires, défricher les terres et s'occuper des affaires attenantes. Le Secrétariat, la Gendarmerie, les Bureaux de Ravitaillement et des Bestiaux ainsi que tous les fonctionnaires militaires et civils relèvent de lui ».

Le Gouverneur qui dépendait du Ministère des Etats Vassaux ou du Ministère des Affaires étrangères avait sous ses ordres une bureaucratie complexe que voici :

A) Un ou deux commandants-adjoints (connus également sous le nom d'Agents Impériaux) dont la tâche consistait à seconder le Commandant dans les affaires militaires et civiles.

B) Cinq chefs de divisions ou généraux, dont les attributions étaient exactement semblables à celles des Commandants-adjoints.

C) Le Secrétariat était composé de deux sous-bureaux et d'un chef assisté d'un adjoint. Son rôle était d'expédier les affaires courantes et de s'occuper de la correspondance avec les Ministères de la Guerre et des Finances.

En outre, un certain nombre d'organes, tels que le Bureau des Pétitions, le Bureau des Sanctions et Mérites, le Bureau du Ravitaillement, le Bureau des Bestiaux, la Gendarmerie, le Bureau de Justice, des inspecteurs de Kalouen ou postes d'observation étaient placés sous le contrôle direct du Gouverneur.

En ce qui concerne l'organisation administrative (à part la circonscription administrative d'Ouroumtchi qui

connut le système chinois d'administration), elle était confiée aux agents indigènes eux-mêmes. Cette administration était assurée par deux systèmes : celui des begs et celui des dzassaks, qui fournissaient les cadres d'un personnel indigène subalterne.

1) Le système des begs.

Le mot *beg* connu au Sinkiang n'est qu'une autre forme du mot *bey* qui, prononcé parfois *beg*, est le titre qu'on donne aux hauts fonctionnaires civils et militaires des pays de l'Islam. Au Turkestan néanmoins, le mot *beg* n'est entendu que dans le sens de *fonctionnaire civil subalterne* ou de *chef local*, le sens moderne du mot n'ayant été mis à l'ordre du jour qu'après la soumission des Khoja par l'Empereur Kien-long. Ce titre, propre aux Musulmans, chinois ou indigènes, était un titre non héréditaire et quasi-nobiliaire. Ainsi, lorsqu'un beg se trouve relevé de son poste, il maintient parfois par la tradition du pays son titre dans la vie privée. Le système des begs fut un organisme bien déterminé, montrant la capacité d'administration des populations musulmanes. Nous donnons ci-après une liste des fonctions des divers begs de la région de la Kachgarie selon le *Houei-kiang-toung-tchi* (livre VIII).

1. Akim *beg* ; chef local ou premier dignitaire indigène.

2. Iskhan *beg* ; adjoint du chef.

3. Shang *beg* ; percepteur en chef,

4. Katsanatch' *beg* ; autre percepteur en chef.

5. Katsze *beg* ; juge.

6. Mirabou *beg* ; intendant de l'agriculture.

Ils relevaient tous des Agents impériaux des grands centres et étaient soumis aux *Règlements de Nomination et de Permutation des begs* fixé par le Conseil Impérial

en 1764. Des rapports sur leur conduite étaient exigés par le Ministère des Etats Vassaux.

2) Le système des dzassaks.

Les dzassaks ou *ouang* (en chinois : princes) étaient des titres héréditaires de cinquième ordre à la Cour de Pékin. Appelés aussi en mongol *pei-tse* et *pei-le*, ils jouissaient, à l'époque de l'Empereur Kien-long, d'une liberté absolue dans l'administration de leurs sujets. Ils relevaient comme les begs des généraux chinois en garnison ou des Agents Impériaux, mais étaient exemptés d'impôts et de corvée.

1882-1911 :

Ce fut une réforme de grande envergure dans l'administration du Sinkiang, lorsqu'en 1882 la Chine décida, sur la proposition du général Tso Tsong-tang, d'ériger le territoire reconquis en province. Cette mesure revêtait d'une importance à la fois nationale et internationale. Nationale, parce qu'en mettant le pays sur le même pied qu'une province métropolitaine, on pouvait introduire un système administratif identique à celui de la métropole, et cela entraînerait par la force des choses une économie dans le budget de la province nouvellement créée. Internationale, parce qu'en érigeant le pays en province métropolitaine, la Chine pouvait désormais s'assurer la mainmise sur le pays, convoité par les puissances voisines, la Russie et l'Angleterre.

Cette mise au *régime civil* du pays qui nécessita une politique intensive d'assimilation, eut pour conséquence un important changement dans les cadres administratifs.

Le pouvoir du Commandant de la Place d'Ili institué depuis 1763 était sensiblement diminué par la nomination d'un *Gouverneur-Pacificateur de la Province du Sinkiang* ou le *Sinkiang Hsuin fou*. Celui-ci, chef su-

prême de la province, tenait désormais le rôle important de Gouverneur militaire de la province, d'administrateur civil des districts d'Oroumtchi (où se trouvait le siège du gouvernement) d'Aksou et de Kachgar. Le restant de la province était laissé au Commandant de la Place d'Ili qui se voyait relégué au rôle secondaire de gouverneur du district d'Ili et d'agent diplomatique entre la Chine et la Russie.

Chose curieuse, dans la hiérarchie chinoise, le Gouverneur-Pacificateur était considéré comme *fonctionnaire civil*, muni en même temps de pouvoirs militaires, alors que le Commandant de la Place d'Ili ne remplissait que le rôle d'un fonctionnaire militaire investi de pouvoirs civils. En réalité le poste nouvellement créé de Gouverneur-Pacificateur était cumulé par le vice-roi de la province du Kansou. Nous pouvons dire sans nous égarer plus loin dans la hiérarchie chinoise, que c'était le Gouverneur-Pacificateur à Oroumtchi qui était l'administrateur suprême du Turkestan.

De ces mesures de décentralisation simultanées réalisées dans un rouage des plus compliqué, il résulta une superposition des pouvoirs très étendus qui nuisit beaucoup à la bonne marche de la province. Certains ont pu voir dans la création d'un Gouvernement général à Oroumtchi et le maintien simultané du Commandant de la Place d'Ili, une mesure de prudence prise par la métropole afin de maintenir en équilibre la puissance de grands chefs militaires éloignés de la métropole et disposant d'effectifs militaires importants.

Quant à l'administration purement chinoise, on avait réintroduit le système des *taos et hsiens*, qui correspondent en gros aux départements et sous-préfectures français (1). Le *hsien* était au Turkestan comme en

(1) V. Escarra, *La Chine, passé et présent*, page 169.

Chine proprement dite, l'unité de base de la vie civile. Les chefs de *hsien*, connu au monde français comme « sous-préfets » jouaient un rôle des plus importants. C'est par eux que tous les domaines de la vie administrative, tels que les finances, la justice, la police, la vie morale, étaient réglementés.

Au-dessous des hsiens, il y avait le *tchu* et le *hsiang-yo*, unité de gouvernement qui était souvent présidée par un indigène, parfois par le beg. Celui-ci était un agent nommé par le Gouvernement et avait sous lui, surtout à la campagne, des chefs de Cent Familles (*Yu-tse basse en turki*) et des chefs de Dix Familles (*Ouen basse en turki*).

4. *Sous la République* (depuis 1912).

Par la Convention d'Armistice signée entre les Révolutionnaires et les autorités mandchoues en juin 1912, le général Yang Tseng-sing fut reconnu, avec l'approbation du Président de la République chinoise, comme premier gouverneur du Turkestan chinois sous l'ère nouvelle. Muni de pouvoirs très étendus, il tint les destinées de la province pendant dix-sept ans, jusqu'à son assassinat en 1928. Son lieutenant le général King Chu-jen, alors chef du Bureau des Affaires civiles du Sinkiang le remplaça depuis lors et garda les mêmes prérogatives : il gouverna jusqu'en 1933, pendant une période extrêmement confuse, tarée par une grande révolte musulmane. Le coup d'Etat d'Ouromtchi du 14 avril 1933 permit aux insurgents d'évincer ce dernier. Un nouveau gouvernement provincial fut aussitôt constitué et un gouverneur militaire, le Général Cheng Che-tsai et un gouverneur civil, M. Liou Ouen-long furent élus par une assemblée formée de partisans hostiles au gouverneur évincé.

On peut donc constater que les derniers gouverneurs du Turkestan se sont emparés par la force et sans l'assentiment préalable de la métropole, de la direction de la province. Néanmoins ceux-ci ont été tous reconnus par la métropole dont la puissance militaire n'avait plus d'action au Turkestan. Il en résulte que ces gouverneurs, tels les barons féodaux, se sont efforcés pour rompre les liens fragiles qui unissaient la province à la métropole, afin de pouvoir gouverner à leur gré.

Cette situation de fait très confuse, qui donne des droits régaliens aux dirigeants du Sinkiang, fait de ceux-ci des entités très puissantes, et entraîne une décentralisation anormale qui rend l'étude du régime administratif malaisée.

L'organisation administrative proprement dite du Sinkiang n'a pas subi de modifications notables depuis la République. Les anciens *taos*, divisions administratives au-dessus des *hsiens* (sous-préfectures) furent remplacés par des *districts administratifs*, à la tête desquels se trouvaient des *chefs d'administration*. De nos jours, cette dernière sorte de division disparaît. Les hsiens relèvent désormais directement de la *Province*, et non du *tao* comme auparavant.

SECTION II.

L'AMÉNAGEMENT DE L'ADMINISTRATION DU TURKESTAN

1. — *Le gouvernement local.*

L'idée d'un gouvernement local au Turkestan n'est pas innovation venant de l'Occident. Les Tang avaient voulu que les indigènes gardassent une certaine autonomie dans l'administration de leur pays, en dépit de la présence des armées chinoises. En effet, une auto-

nomie octroyée par avance par le conquérant vaut mieux qu'une autonomie arrachée des mains de celui-ci. Les Mandchous, en ce sens, avaient suivi les traces de leurs prédécesseurs chinois. Le maintien du système des begs montre qu'ils consentirent à accorder aux anciens habitants du pays un *modus vivendi* qui permettait la bonne marche de la vie administrative. Mais cette liberté ne fut pas accordée sans arrière-pensée. Tout d'abord, le maintien d'anciens fonctionnaires en leur donnant le titre de *beg* épargnait au pays colonisateur la charge de créer des cadres coloniaux spéciaux. En outre, les dominants savaient bien que les quelques ilots autonomes disséminés ne constituaient pas un danger imminent pour le maintien de leur domination sur le pays.

L'érection en province du Turkestan vit une métamorphose administrative : les begs furent remplacés par des *Hsiang-pao* ou gouvernants chinois (1). On a pu attribuer ce changement régressif dans le sens de l'autonomie à l'émigration chinoise dans la province ; mais en réalité ce ne fut qu'un pas vers l'assimilation ou la manifestation de l'impérium des conquérants.

Mais cette manifestation fut de courte durée. Vers la fin de la dynastie mandchoue la Chine s'essouffla dans sa lutte contre les puissances occidentales, qui lui avaient infligé de lourdes pertes sur les champs de bataille. Ces épreuves, néanmoins, ont pu contribuer à l'introduction dans ce vieil empire d'une idée plus moderne de gouvernement, le parlementarisme. C'est à cette époque qu'une tentative de vrai gouvernement local, dans le sens européen du terme, fut faite.

Motivé par l'ordonnance impériale du 13 septembre

(1) Dans beaucoup de cas, les anciens begs maintenaient leur poste en prenant le titre de *hsiang-pao*, avec le consentement, bien entendu, de leur supérieur hiérarchique.

1907, le Conseil Provincial ou *tse-yi-tchui* fut créé le 5 mai 1908 et inauguré le 1^{er} septembre de la même année. Il se composait d'un président, de trois chefs de section (1) « choisis parmi les fonctionnaires et les bourgeois », de 27 membres, recrutés par le soin des trois chefs de section, et était défini comme « l'organe pour recueillir l'opinion publique ». Mais on voit qu'il ne représentait pas par la façon dont on choisissait les membres, nullement la voix du peuple. Les prérogatives du Conseil ainsi définies étaient de :

1. Rechercher par la *construction*, le moyen d'améliorer le sort de la province.

2. Préparer le budget provincial.

3. Améliorer le rendement de l'impôt foncier.

4. Rechercher les procédés fiscaux propres à permettre l'amélioration des conditions générales de la province.

5. L'organe étant consultatif et nullement exécutif, toute décision devait être remise aux chefs des trois sections qui la transmettaient ensuite au Gouverneur chargé de prendre la décision finale.

A côté des trois sections il existait, au sein du Conseil, le *Bureau mandchou*, sorte de tribunal d'arbitrage ou de conciliation pour régler les différends entre la population mandchoue et le reste des populations. En cas de contestation, le Président du Conseil, saisi par le Bureau, devait informer les trois sections du Conseil et le Maire de Kutcheng, où la population mandchoue était la plus dense, pour se consulter avec les membres mandchous du Conseil. Le manque d'un bureau musulman pour régler les différends entre Musulmans et Chinois-Mand-

(1) Section des affaires indigènes,
 — — scolaires,
 — — judiciaires.

chous s'explique du fait que les Musulmans étant en majorité et disposant de leur propre appareil judiciaire, on n'avait pas cru nécessaire de créer un organe spécial à leur intention. Les Chinois qui formaient la majorité des cadres administratifs, n'avaient pas besoin eux non plus, d'organes spéciaux pour régler leurs différends.

Cette tentative de gouvernement local, dont le terrain n'était nullement préparé, n'était que l'écho de l'évolution politique en Chine où l'on vit un mouvement vers une réorganisation constitutionnelle et la naissance d'un Parlement à l'européenne.

Les Conseils provinciaux en Chine, sur lesquels était calqué le Conseil provincial du Sinkiang, n'étaient en effet que des organes créés de toute pièce pour l'élection des députés du *Tse-tcheng Yuan* ou la Chambre basse, en vue de faire contrepoids aux sénateurs ou *tching-chuen-yi-yuen*, nommés par l'Empereur.

Comme le suffrage universel était un vain mot, on décida, à titre d'essai, de recruter la moitié des députés parmi les membres des Conseils Provinciaux de toute la Chine.

Les membres des Conseils Provinciaux étant choisis par le peuple, on pouvait donc dire que la moitié des députés était élue au second degré. Le nombre des députés pour le Sinkiang était fixé à deux.

Cet essai de gouvernement local sous forme de Conseil provincial fut malheureusement un échec total, tellement la difficulté de choisir les membres de celui-ci parmi la population indigène était grande. On y avait suppléé par la création de l'Institut de Gouvernement local (1908) où des cours pour la vulgarisation de l'idée du gouvernement local furent institués (1).

(1) Il n'y eut que 37 élèves pendant le premier semestre, et 38 pendant le second.

On verra plus loin les conséquences de cet état de choses dans les mouvements autonomistes musulmans, en dépit de la volonté du gouvernement chinois d'accorder au Sinkiang un gouvernement meilleur. C'est qu'en effet la Chine n'avait pas su appliquer au moment propice les réformes nécessaires aux administrés : elle accordait volontiers ce qu'on ne lui réclamait pas et refusait souvent obstinément ce qu'on lui réclamait avec instance. Elle ignorait qu'en insufflant des sentiments d'autonomie au pays soumis, un pays colonisateur ne devrait jamais lui refuser l'autonomie et que, par contre, il ne faut pas hâter la naissance d'idées trop avancées dans le pays colonisé lorsque, selon la comparaison judicieuse de Turgot, le fruit n'est pas mûr pour être détaché de l'arbre.

2. — *Les fonctionnaires.*

Au premier coup d'œil le problème des fonctionnaires ne semble pas se poser pour le Turkestan, gouverné par un pays dont la bureaucratie est vieille de cinquante siècles. Le *Rituel des Tcheou*, qui définit si minutieusement le statut et les fonctions des agents publics a pu enrichir la Chine d'un système bureaucratique extrêmement développé. La création du Li-pou (Ministère des fonctionnaires) sous les Mandchous et celle du Tchuanchu-pou (Ministère de la Hiérarchie) montrent bien que le problème des fonctionnaires est celui qui préoccupe le plus les Célestes.

Cependant la complexité du problème des fonctionnaires coloniaux, fonctionnaires d'un ordre tout spécial, ne semble pas avoir attiré l'attention de l'administration métropolitaine chinoise.

Pour dégager un principe du système des fonctionnaires au Turkestan, nous n'aurons qu'à nous occuper

du procédé employé par l'administration chinoise dans l'envoi des agents métropolitains détachés au Sinkiang, les agents des cadres coloniaux généraux, ou administrateurs coloniaux de carrière étant inconnus en Chine jusqu'ici.

Quant aux agents des cadres locaux, ils étaient connus sous le système des *begs* et des *dzassacks*. Ceux-ci qui relevaient des Agents Impériaux chinois et des généraux en garnison remplissaient un rôle peu important dans l'administration du pays, quoiqu'en apparence ils fussent censés *administrer* les populations sous leur contrôle. Leur choix était en général abandonné au hasard, étant donné le manque d'un personnel chinois rompu aux affaires musulmanes. Disons mieux que les premiers *begs* ou *dzassacks* qui se soumirent furent aussitôt nommés préposés de l'administration chinoise.

Mais peu à peu le besoin d'un personnel plus complet se fit sentir. Au lieu d'avoir recours à la métropole pour des fonctionnaires coloniaux de carrière, les autorités du Sinkiang firent appel aux cadres administratifs de la province voisine, le Kansou. Les administrateurs ainsi détachés étaient en général des fonctionnaires méritants, tels que les *tchang-tching* et les *pi-tié-che*, greffiers ou lettrés. Ceux-ci étaient en principe envoyés au Sinkiang pour une durée de trois ans, après quoi ils étaient susceptibles d'être rappelés dans la métropole pour d'autres fonctions. Mais en pratique, ils gardaient leur poste. Ceci s'explique du fait qu'une fois détachés du service métropolitain, ils relevaient en principe et en pratique du gouvernement du Sinkiang. Quant aux modalités de permutation et de traitement, c'était le Miao-Tchiang-li (code des Etats vassaux) qui avait force juridique. Un « Comité en faveur des fonctionnaires frontaliers » distribuait des bourses à ceux-ci tous les trois ou quatre ans.

Les postes du Gouverneur et des hauts fonctionnaires étaient détenus par les chefs militaires.

Venus avec la conquête, ils étaient toujours nommés par décrets impériaux, et relevaient, pour la forme du moins, du Ministère des Fonctionnaires de Pékin. En réalité leur traitement, payé en nature, était réglé par la Province elle-même.

Il existait une autre catégorie de hauts fonctionnaires qui, disgraciés dans la métropole, étaient envoyés au Sinkiang, considéré en quelque sorte comme une colonie de transportation. Désireux de racheter leurs fautes passées, ils se révélaient souvent méritants. Les travaux d'irrigation du duc de Lin (1785-1850), par exemple, sont légendaires au Turkestan.

Mais le gros des fonctionnaires était recruté soit sur la proposition de ministres influents, soit sur la recommandation des agents du Turkestan même.

Un népotisme sans cesse croissant était ainsi pratiqué au Turkestan. Ceci a non seulement entravé la bonne marche de l'administration coloniale, mais a compromis même le régime chinois dans le Turkestan.

Une autre partie des fonctionnaires surtout les agents subalternes était « envoyée » par des *hang* ou compagnies privées des provinces septentrionales. Les postes étaient souvent vendus à des prix abordables, car trop éloignés de la métropole, ils étaient aussi peu rémunérateurs. Le salaire des agents était basé sur celui des agents du service métropolitain. Mais comme le coût de la vie au Turkestan était plus élevé que dans la métropole, le recrutement des fonctionnaires était un problème très malaisé à résoudre. Livrés à leurs propres moyens, dépourvus de garantie et de voie de recours, les fonctionnaires n'avaient qu'une ressource, la prévarication.

Depuis la République, les autorités du Sinkiang n'ont

pas pris de mesures pour améliorer la situation des fonctionnaires.

Ainsi un sous-préfet ne touche que 400 à 600 taels par mois, un directeur de bureau, 120 taels, un préposé de sous-préfecture, 10 à 14 taels par mois. Le *molla* ou interprète qui touche la somme dérisoire de 0,9 à 2 taels par mois se livre corps et âme à la prévarication. Le manque de connaissance des langues indigènes est en effet la plus grande lacune chez le fonctionnaire chinois qui ne peut administrer que par le truchement de ces interprètes indigènes, lesquels sont bien souvent des gens sans scrupules.

L'on peut donc conclure que le manque d'agents de cadres purement coloniaux est le plus grand obstacle à l'amélioration du régime administratif qui laisse tant à désirer. Pour combler cette lacune, de très grands efforts devraient être exigés des jeunesses chinoise et musulmane. Si l'on ne peut créer une grande école comme l'Ecole française d'Outre-mer, il serait du moins souhaitable d'adopter le système anglais ou hollandais : rattacher des sections coloniales aux facultés chinoises, afin de recruter des bonnes volontés, prêtes à servir dans des pays lointains.

3. — *La Police.*

La Sûreté Générale est une institution connue en Chine depuis la plus haute antiquité. Un système de police et de recensement très perfectionné existait déjà sous la dynastie des Tchéou (1050-250 av. J.-C.). Cette institution que nous allons maintenant examiner, a apporté, à l'encontre de bien des institutions chinoises, des résultats heureux au Turkestan.

L'organisation policière du Sinkiang peut être divisée

en trois catégories : 1) la Police mercenaire ; 2) la Police militaire et 3) la Police modernisée.

1) La Police mercenaire. — A la suite de la conquête mandchoue, la sûreté générale du Turkestan chinois fut placée entre les mains des begs ou chefs indigènes qui recrutaient des quasi-mercenaires pour patrouiller les villes et villages. Ce système, calqué sur le système chinois de *pao-tchia*, était connu sous le nom de *Hsiang pao* (en chinois *gardiens de paix ruraux*).

Il consistait en une simple surveillance des villes et villages, en rien comparable à une force organisée de police moderne. Comme les émigrants chinois devenaient de plus en plus nombreux à la fin du dix-neuvième siècle, l'organisation policière subit de nombreux changements, notamment en ce qui concernait les effectifs et la répartition des zones de surveillance. Ainsi en 1903 la Police procéda à un recensement de toute la province et numérotait les maisons des grandes agglomérations où une surveillance plus étroite fut exercée. A Ouroumtchi, la ville fut divisée en huit zones et au petit matin les patrouilleurs fermaient les sept portes de la ville et exerçaient un contrôle rigoureux de celle-ci. En 1904 le gouvernement y fit installer 72 guérites dont chacune d'elles abritait quatre policiers. En 1909 l'effectif de la force policière de la Province était de 2.560 hommes, dont 504 pour la ville d'Ouroumtchi.

2) La Police militaire. — Composée d'« Etendards verts » ou soldats chinois qui relevaient des autorités centrales, on peut la comparer à la police d'Etat française. Elle fut introduite et superposa à la police indigène d'Ouroumtchi qu'on estima insuffisante pour la protection des émigrants chinois. Cette force policière s'incorpora petit à petit à la police locale à la suite des changements de gouvernement militaire et perdit pour ainsi dire sa fonction de police militaire.

3) La police modernisée. En juillet 1910 une bande de garnements incendia tout un quartier commerçant de la ville d'Ouroumtchi en plein jour, sans rencontrer de résistance de la part des gardiens de paix. Un mois seulement après ce scandale sans pareil, on vit à Ouroumtchi des factionnaires stationnés de jour et de nuit à des points importants de la ville. Cette force policière, complètement modernisée, se chargeait aussi des travaux publics tels que l'installation de poubelles, l'entretien des voies publiques et la pose des réverbères ainsi que le numérotage des maisons dans les grandes agglomérations. En procédant à un nettoyage des populations flottantes, elle exerçait aussi un contrôle rigoureux sur les mœurs de la population. On rédigea aussi en 1910 des règlements de police qui se composaient de 45 articles. Des écoles policières furent fondées par lesquelles le recrutement des sergents de ville fut désormais assuré.

Sous la dynastie mandchoue la sûreté générale du Sinkiang relevait du Ministère de la Guerre à Pékin qui formait souvent des forces policières par des garnisons stationnées au Sinkiang. Depuis la réforme de 1910, elles se détachaient petit à petit des autorités centrales, jusqu'en 1912, où le même ministère leur refusa les subventions, prétextant que désormais la police relevait du Ministère des Affaires Intérieures, appelé alors le Ministère des Affaires Civiles.

En réalité la police du Sinkiang dépendait des autorités locales qui, dès 1912, augmenta de 1 % la taxe sur le bétail pour maintenir les forces policières de la province. En 1912 une somme de 120.000 taels provenant des recettes de cette taxe leur fut affectée.

De nos jours la Sûreté Générale du Sinkiang n'a cessé de s'améliorer, notamment sous le gouvernement du Général Yang Tseng-sing qui y fit régner la paix pendant dix-sept ans. Doté d'un système policier efficace

et moderne, ce pays jouit d'une tranquillité dont les étrangers qui y voyagent font des éloges (1).

4. — *La Justice.*

L'organisation judiciaire du Turkestan est caractérisée par l'existence de trois ordres de tribunaux, les tribunaux de justice chinoise, les tribunaux de justice indigène et les tribunaux mixtes que nous examinerons successivement.

La justice chinoise :

Au lendemain de la conquête mandchoue, le ressort de la justice chinoise administrant une justice purement chinoise était très limité. A part le district d'Ouroumtchi, rattaché à la province de Kansou, qui connaissait le système de justice chinoise, les peuplades mongoles, telles que les Kassaaks et les Bourouths étaient sous la juridiction de leurs propres chefs, le domaine des turcomanes étant entièrement abandonné à leurs begs. Dans la région d'Ili, où il y avait de fortes concentrations de troupes mandchoues, on avait créé en 1766, un poste de haut fonctionnaire judiciaire qu'on dénommait le *li-sse-toung-tche* superposé par celui de *fou-ming-toung-tche* en 1871. Assisté de quatre inspecteurs, celui-ci avait mission de régler les différends entre les membres des troupes mandchoues et aussi de connaître des affaires civiles et criminelles entre les troupes et la population civile.

A partir de 1882, une réforme judiciaire fut introduite au Sinkiang ainsi qu'à la métropole. Un Tribunal de Simple Police, un Tribunal de Première Instance, ainsi

(1) V. Skrine, *Chinese Central Asia*, Londres, 1924, p. 60.

qu'une Cour d'Appel sous le contrôle d'un Haut Commissaire de Justice furent créés à Ouroumtchi. Une école de droit fournissait les cadres du personnel judiciaire ; des prisons furent fondées. Le système judiciaire moderne, basé sur le droit romain, avec juges et procureurs eut pour résultat de destituer du pouvoir judiciaire les sous-préfets locaux souvent incompétents. Ce nouveau système n'eut pas le succès qu'il avait connu en Chine, les habitants indigènes étant réfractaires à la procédure trop compliquée et trop coûteuse. Le dernier gouvernement mandchou décida alors de reprendre l'ancien système en restituant le pouvoir judiciaire aux sous-préfets.

En 1912 le système moderne pratiqué auparavant, mais atténué par l'exemption des frais de procédure et d'amende, fut réintroduit. Une Commission préparatoire judiciaire fut instituée pour agencer le service judiciaire de la province, et pour encourager les populations à ester en justice. Mais on dut reprendre l'ancien système de la magistrature judiciaire, devant la pénurie des cadres fournis par les services judiciaires chinois et des écoles locales.

En 1925, des assesseurs furent envoyés dans les villages, mais mal accueillis par les populations musulmanes, ils furent aussitôt rappelés. En 1929, on supprima la Commission préparatoire judiciaire en la remplaçant par une Cour d'appel, un organe d'apparat ne connaissant que des affaires criminelles en deuxième instance en plus de la tâche de préparer le budget judiciaire. Les affaires de quelque importance étaient jugées sommairement par le Bureau du Gouverneur Général qui statuait en premier aussi bien qu'en dernier ressort.

Comme avant, la justice chinoise ne rencontra pas de succès au Sinkiang pour des raisons multiples. En ce qui concerne la forme, la procédure était trop compliquée et trop coûteuse. Les plaideurs reculaient sou-

vent devant la complexité des nouvelles lois. L'exemption des frais de procédure et de l'amende n'avait pas amélioré les choses, tellement les fonctionnaires étaient corrompus. La Cour d'Appel, sise à Ouroumtchi, était trop éloignée des divers centres, surtout de la Kachgarie d'où les requérants devaient mettre plus de quinze jours pour se présenter à la Cour. Il en résultait qu'elle renvoyait souvent les affaires aux juges de première instance qui statuaient en deuxième instance. En ce qui concerne le fond, les lois chinoises modernes étaient bien trop compliquées pour les indigènes. L'application dans le Secteur sud de la procédure musulmane, c'est-à-dire de prêter le serment devant le Coran, donnait lieu à des abus souvent lamentables. Les juges appliquaient la même règle aux deux parties en litige sans tenir compte de la religion de chacune d'elles. En correctionnelle, les juges en première instance n'avaient pas de pouvoirs assez étendus pour faire respecter les décisions. En civil, les juges remplissaient souvent le piètre rôle de médiateurs, ou tout au plus celui de référés.

La justice indigène (1) :

En un mot, toute l'organisation de la justice indigène repose sur le système coranique qui s'affaiblit à mesure que la justice chinoise s'arroge le pouvoir judiciaire des Musulmans. Malgré l'introduction de la justice chinoise peu après la suppression des *begs*, un certain vestige judiciaire reste encore entre les mains des naturels : le *cadi*. Celui-ci, qui remplissait autrefois des fonctions très étendues, surtout en matière religieuse, ne juge plus qu'au civil, alors que c'est son confrère chinois qui connaît des différends criminels. Ce système tombé en

(1) V. *Annuaire du Monde Musulman*, Paris, année 1923.

désuétude est de moins en moins en usage au Turkestan ces dernières années.

Les Tribunaux Mixtes :

En matière de justice pour les ressortissants étrangers, il existait deux systèmes différents :

1) Pour les sujets britanniques et les Russes slaves, les affaires les concernant étaient connues par leur Consul respectif avec le concours des magistrats chinois locaux. En ce qui concerne la Russie, l'art. 3 du traité de St-Pétersbourg de 1881 stipulait que les deux parties devaient régler leurs différends par consultation mutuelle.

2) Pour les sujets russes des pays d'Asie centrale il existait le système de *Sse-ya-dze* (1). Pendant l'occupation de l'Ili, par la Russie, de nombreuses affaires judiciaires restèrent pendantes entre les deux pays. En 1883, au lendemain de la restitution de l'Ili, l'Agent Impérial Si louen eut l'heureuse initiative de fonder un nouveau système de tribunaux mixtes qui fut agréé par le Gouverneur du Turkestan russe. Les deux puissances, connaissant les griefs de leurs sujets respectifs, devraient constituer des dossiers et se faire part du contenu de ceux-ci l'une à l'autre. Les deux parties pouvaient alors choisir un lieu sur la frontière pour en juger. Le droit applicable était les règles coutumières musulmanes. La pénalité consistait en général en nature, surtout en bétail. Le système connut un succès inouï, et fut étendu aux affaires entre les sujets russes d'Asie centrale d'un côté et les officiers et les soldats sino-mandchous de l'autre. Ce succès était dû à la communauté de la loi appliquée entre peuplades souvent de même race et de

(1) *Sse-ya-dze* veut dire en mandchou : « expédier les affaires pendantes ».

même religion, mais de nationalités différentes. Les délinquants Bourouths et Kassaaks, sujets chinois ainsi que leurs frères de nationalité russe ne pouvaient plus traverser la frontière et entrer dans le camp de leurs coreligionnaires souvent de la même famille afin d'y tourner la loi du *locus delecti*. La simplicité de la procédure était la raison du succès du nouveau système. Des dizaines de milliers de litiges furent réglés de cette façon sommaire, si bien qu'il était même appliqué sur la demande des peuplades différentes en deçà de la frontière chinoise.

On constate donc que le service judiciaire du Turkestan quoiqu'ayant subi de nombreuses réformes, est loin d'être parfait. En soumettant la province au régime civil, les autorités chinoises introduisirent à tour de bras le système de justice chinois et surtout la conception moderne de la séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs à des peuples différents de mœurs et de religion. Néanmoins elles ne se sont pas rendu compte de la complexité du problème judiciaire du Turkestan où les populations, extrêmement disparates, connaissaient des règles coutumières très diverses. Ces tentatives de la part des Chinois étaient donc, par la force des choses, vouées à l'échec.

De nos jours, la justice au Sinkiang laisse encore beaucoup à désirer. Des réformes semblables à celles faites en Chine qui, ayant subi une influence européenne beaucoup plus forte, est en voie de modernisation, ne sont certes pas à envisager.

La séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs qui n'a même pas été réalisée dans beaucoup de pays colonisés par des peuples colonisateurs avancés ne devrait être pratiquée qu'à mesure que les justiciables du Sinkiang auront atteint un niveau de connaissance juridique minimum, et lorsque les cadres de

fonctionnaires judiciaires chinois et indigènes, tenant compte des traditions indigènes, seront prêts à fonctionner.

Mais avant de résoudre les problèmes épineux l'on devrait tout d'abord prendre des mesures liminaires pour la création d'organes semblables à la Commission Permanente de Discipline de la Magistrature coloniale, instituée par le décret-loi du 22 août 1928 pour les colonies françaises (1). Ceux-ci surveilleront de très près la conduite des magistrats judiciaires du Sinkiang dont la prévarication est proverbiale, tout en les entourant de garanties et d'inamovibilité.

5. — *L'Instruction publique.*

Les rapports intellectuels entre la Chine et les « pays barbares » avaient été négligés. Les Célestes se considéraient bien supérieures à tous ceux qui n'étaient pas de l'Empire du Milieu. Les Barbares, pensaient-ils, étaient d'un niveau intellectuel si inférieur qu'il était inutile de les initier à la civilisation chinoise. L'on a pu constater cependant quelques efforts de la part de ceux-ci pour pénétrer l'esprit de la culture de la Chine. C'est ainsi que sous les Han postérieurs, les Hiong-nou envoyèrent leurs princes faire des études en Chine. De même, sous les Tang, les fils des chefs de Kao-tchang, aujourd'hui Tourfan, séjournèrent en Chine. Mais rien ne prouve que ces princes, venus comme otages politiques, s'y soient rendus avec l'unique préoccupation d'y faire des études. Au pays de Kao-tchang, où la maison régnante avait un penchant pour la culture chinoise, se trouvaient des « palais d'études » où des classiques chinois étaient mis à la disposition du public.

(1) V. Rolland et Lampué, *Précis de Législation coloniale*, p. 363.

Après l'essor de la dynastie des Tang, d'autres peuples tels que les Arabes et les Thibétains s'implantèrent en Asie Centrale (1). La culture chinoise subit alors un certain recul. Mais avec les Mandchous l'influence civilisatrice de la Chine eut un nouvel essor dans le Turkestan chinois. Vers 1770 des écoles chinoises furent, pour la première fois dans l'histoire chinoise, fondées *extra muros* : à Ouroumtchi, à Tchi-tchang, à Sué-lai, à Ki-tai et à Tcheng-si par exemple. Dans cette dernière ville, les sympathies pour la Chine étaient tellement fortes que, lors de l'insurrection de 1865, elle constitua un véritable îlot de résistance contre le flot des envahisseurs musulmans.

Après la reconquête par le général Tso Tsong-tang, de nombreuses écoles gratuites, pour lesquelles le gouvernement dépensait de fortes sommes, furent créées jusque dans les villes musulmanes du Secteur sud. L'on installa alors à Ouroumtchi l'Imprimerie de la Province de Sinkiang, grâce à laquelle de nombreux classiques chinois étaient imprimés et distribués gratuitement à la population. Les matières enseignées dans les écoles (classiques fondamentaux chinois) étaient peu accessibles aux enfants. De plus, les professeurs, choisis au hasard parmi les lettrés de l'armée d'occupation, connaissaient mal la pédagogie et ne surent pas se concilier les enfants confiés à leurs soins. Une leçon non sue, un devoir non fait, entraînaient souvent châtiments corporels ou consignes. La conséquence de cet état de choses fut que les écoles furent peu fréquentées et que les congénères regardèrent les parents qui envoyaient leurs enfants aux écoles chinoises comme hétérodoxes. Bien des familles riches, pour faire plaisir aux autorités chinoises, allèrent même jusqu'à louer les services d'enfants pauvres

(1) V. Pelliot, *La Haute Asie*, p. 14.

pour remplacer leurs enfants sur les bancs de l'école chinoise. Les résultats de cette tentative d'assimilation de la population musulmane fut la formation d'une classe de *molla* ou interprètes dont la plupart ne trouvaient à travailler que comme domestiques chez les mandarins d'Ouroumtchi.

Vingt ans de futilités essais pour gagner la jeunesse musulmane au confucianisme ayant rencontré un échec total, les autorités chinoises apprirent la dure leçon que la contrainte ne vaut rien, même pour des populations qu'elles considéraient comme très arriérées. Les dirigeants firent alors volte-face dans leur politique d'assimilation en trouvant une formule qu'ils appelèrent : *yi tchan tchiao tchan* ou « instruire les Musulmans par les Musulmans eux-mêmes », ce qui équivalait à une politique d'abandon culturel. On commença à donner aux élèves sortis des écoles chinoises des titres académiques et des uniformes et on les installa dans leurs propres villages comme professeurs ou fonctionnaires subalternes. Les matières à enseigner par ces sinophiles néophytes n'étant pas délimitées, on ne fut pas étonné outre mesure de les voir enseigner le turki même aux enfants. Donner des postes alléchants créés à leur intention ne fut qu'un pis-aller pour les gagner à la cause de la Chine. Peu après, en 1909, au moment où la Chine s'octroyait une Constitution nouvelle, des inspecteurs d'Académie furent envoyés dans toutes les régions du Sinkiang pour enquêter sur l'instruction publique du pays. Ceux-ci, ne sachant pas la langue autochtone, ne purent que rapporter des renseignements très fragmentaires, inutiles à l'ensemble du problème. Pour se consoler, l'on fonda des écoles normales et des écoles professionnelles où des métiers manuels furent enseignés. Celles-ci, de même que les écoles gratuites, ne connurent pas de meilleurs résultats. En 1910, à la veille de

la Révolution chinoise, des efforts tout aussi considérables, mais avec des méthodes modernes, furent faits. On fit distribuer aux enfants, à leur grande joie, des cartons carrés à images vivantes pour leur apprendre des mots chinois faciles. Des écoles primaires à la moderne furent bientôt ouvertes où l'on apprenait à ces enfants en bas âge le *minimum* de mots nécessaires, au moyen de « manuels nationaux obligatoires » rédigés pour eux.

Signalons entre autres, la création d'une Ecole Sino-russe, d'une Ecole de Droit, d'une Ecole de Police et d'une Ecole Militaire, qui furent tour à tour fondées pour l'enseignement supérieur des jeunes gens possédant déjà une connaissance appréciable du chinois.

Un revirement dans la politique de l'instruction se fit jour lorsque le général Yang Tseng-sing arracha des mains des Mandchous le pouvoir du Sinkiang, en faisant cause commune avec les Révolutionnaires. Il adopta pendant son long règne (1911-1928) une politique d'étouffement intellectuel envers toutes les races de la province, y compris les Chinois. Les *makets* ou écoles musulmanes privées où l'on enseignait l'arabe, le turki et le persan furent fermées sans condition. La presse musulmane fut entièrement interdite. Quant à la presse chinoise, on ne publiait que le *Journal des Monts Célestes* qui donnait des nouvelles vieilles de six mois ; les journaux de la métropole étaient tous mis à l'index. L'importation des livres étrangers, même le Coran (imprimé aux Indes) était considérée comme de la contrebande. Les Ouigurs ou Musulmans, dans l'impossibilité de s'instruire, se voyaient obligés d'emprunter des livres à des cercles d'études étrangers. Certains d'entre eux envoyaient même leurs fils faire des études en Turquie, à l'instigation des partisans Jeunes Turcs. Le pourcentage d'écoliers ne monta guère à plus de 3 %, et de 1 % pour les lycéens, sur la population totale de la pro-

vince. Tel fut le résultat d'une politique néfaste et bornée.

Avec l'avènement du Gouvernement Nationaliste de Nankin des efforts sans précédents ont été faits pour l'avancement de la culture chinoise au Turkestan. On voyait ainsi à la veille du conflit sino-japonais, de nombreux jeunes gens ouïgurs ou turkis, munis de diplômes des diverses écoles de chez eux, coudoyer leurs camarades chinois qui les accueillaient avec joie. Ils étaient disséminés dans les grandes écoles et les universités, notamment à Nankin ; la plupart d'entre eux, étant boursiers, séjournaient dans la métropole aux frais du Ministère chinois de l'Instruction Publique.

Ainsi l'Instruction publique du Sinkiang avait subi tous les calvaires imaginables. Des tentatives très sérieuses avaient certainement été faites. Mais sans une méthode scientifique, sans une politique de sagesse et de modération, l'Instruction publique n'aurait peut-être jamais pu obtenir le résultat qu'on peut déjà constater au Turkestan chinois.

CHAPITRE II

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DU TURKESTAN CHINOIS

La structure économique du Turkestan chinois, problème extrêmement complexe, sera traitée dans quatre sections : 1) le Budget ; 2) le Régime monétaire ; 3) l'Impôt et 4) le Commerce, qui sera à son tour étudié en trois sous-sections, le commerce avec la métropole, le commerce avec la Russie et le commerce avec l'Angleterre.

SECTION I.

LE BUDGET.

Le Sinkiang n'a jamais apporté d'aide financière à la métropole. Au contraire, elle a toujours été pour celle-ci une charge. Ceci reste vrai depuis la plus haute antiquité jusqu'à la fin de la dynastie mandchoue, époque à laquelle le Sinkiang fut séparé de la Chine proprement dite. L'on pensait que c'est à la métropole qu'incombait la tâche de subvenir aux besoins de la colonie. C'est ainsi que les empereurs des dynasties célestes sont appelés dans les archives « les parents du Nouveau Domaine ». Ainsi pour les Célestes, il importait peu que le

pays annexé ne fournît pas de ressources financières à la métropole, pourvu qu'il ne leur coûtât pas trop cher. Pan Koo, au sujet des Contrées de l'Ouest avait dit en ce sens : « Nous n'avons aucun avantage à les posséder et n'éprouverions aucune perte à les perdre. C'est de notre magnanimité qu'ils ont à profiter, alors que nous ne pouvons rien tirer d'eux ».

Des subventions avaient été allouées par la Chine aux pays sous sa domination au cours des siècles. Mais ceci était fait d'une façon très irrégulière : le soin de mettre en valeur le pays occupé était laissé aux militaires. Cette idée a beaucoup influencé la gestion des pays placés sous sa domination.

Le budget du Sinkiang, au sens exact du mot, existe depuis 1760. Il a été institué par le général Ming Chui, alors gouverneur de la Place de l'Ili et qui fixa à 3.000.000 de taels par an, la subvention par la métropole, somme très considérable pour l'époque (1). Ce budget fut arbitrairement fixé pour couvrir les frais des armées d'occupation et au besoin, une partie infime des frais des services publics de la mise en valeur du pays. Car en principe le traitement des fonctionnaires métropolitains et indigènes était laissé à la charge de la province qui les payait en nature. Ce budget fut alimenté jusqu'en 1911 par des subventions ou *chié-chiang* mises à la charge de la métropole et réparties entre les différentes provinces chinoises proportionnellement à l'importance de leurs revenus.

Ce système, qui consiste à faire peser sur la métropole une fraction des charges financières coloniales, peut être rapproché du système institué par les ordonnances sous

(1) De 1760 à 1863, les dépenses totales avaient été de 315.000.000 de taels, ce qui montre que le chiffre n'avait pas sensiblement changé au cours d'un siècle.

la Restauration de 1825 et de 1827 (1). Le système du Sinkiang a donc consisté essentiellement à laisser à la région un budget autonome doté d'une part des ressources provenant des impôts locaux perçus dans le Sinkiang et d'autre part des subventions métropolitaines. Le montant de la subvention métropolitaine était versé en numéraire tandis que les recettes provinciales étaient perçues en nature, d'où la difficulté de comparer le montant de la subvention à celui de la recette provinciale. Celle-ci, qui n'atteignait pas des chiffres très élevés, ne couvrait pas, même avec la subvention, les dépenses de la province. Les frais militaires extraordinaires, tels que ceux de la reconquête étaient en grande partie couverts par d'autres moyens que les subsides inter-provinciaux. Ainsi le budget de guerre s'éleva à des chiffres astronomiques pour l'époque (2). Pour la couverture de ce passif énorme, à part les 3.000.000 de taels de subvention inter-provinciale, on eut recours à 2.000.000 de taels sur la recette douanière maritime et pour le reste à des emprunts locaux et étrangers.

Cette subvention à la charge des différentes provinces était confiée au Ministère des Finances qui la versait au fisc de la province limitrophe du Kansou dont dépendait financièrement le Sinkiang. Cette subvention avait en principe été promptement remise aux autorités du Sinkiang, malgré le retard dont se plaignaient les gouverneurs du Sinkiang. Ce n'est que vers la fin du dix-neuvième siècle, lorsque la Chine se trouvait économiquement aux abois, que la subvention n'arriva plus qu'irrégulièrement ou partiellement au Sinkiang. L'année 1900 vit la Chine écrasée par les puissances européennes qui lui imposèrent de fortes indemnités. Le

(1) V. Rolland et Lampué, *Précis de Législation coloniale*, p. 425.

(2) Les dépenses de la campagne du Turkestan se chiffèrent du premier janvier 1875 au 31 décembre 1877 à 26.452.630 de taels.

Sinkiang, qui n'y était pour rien, eut à payer, comme toutes les autres provinces de la Chine, sa quote-part de cette indemnité de 400.000 taels par an. Ainsi pour la première fois de son histoire, le Sinkiang dut aider financièrement la métropole, qui, jusque là avait toujours subvenu à ses besoins. Mais cet état de choses ne dura pas longtemps. Le Sinkiang ayant été séparé de la métropole en 1911 ne reçut plus de subvention et, comme de raison, ne paya plus sa quote-part à la mère-patrie.

A partir de 1911, on assiste à un effort de réorganisation financière qui se traduit par l'envoi dans les différentes régions d'inspecteurs financiers chargés entre autres de trouver le moyen par lequel les impôts et les taxes pourraient être effectivement perçus. En 1911 avait été instituée une répartition des impôts en deux groupes : *les impôts nationaux et les impôts locaux*. Cette distinction de deux catégories d'impôts correspondait à une affectation déterminée des recettes. Une partie des recettes provenant des impôts locaux était attribuée aux autorités locales.

En dépit de tous ces efforts de réorganisation budgétaire, la charge des dépenses militaires était telle que le déficit croissait sans cesse. A certains moments, le montant des dépenses budgétaires dépassa plusieurs fois celui des recettes totales. Ainsi en 1932 la recette provenant des impôts nationaux s'éleva à 4.217.065 dollars et la recette provenant des impôts locaux s'éleva à 3.263.059 dollars. Les recettes totales atteignirent donc 7.480.124 dollars. En face de ce chiffre nous trouvons des dépenses se montant à 52.374.646 dollars, le déficit était donc plusieurs fois supérieur aux recettes.

Quelles sont donc les dépenses qui chargent ainsi le budget ? Elles se répartissent en deux groupes qui illustrent en même temps une nouvelle application du

principe de l'affectation des recettes, principe en contradiction avec les règles de l'établissement des budgets des pays européens.

Les dépenses imputées sur les impôts nationaux se montaient, en 1932 toujours, à 39.744.493 dollars pour les affaires militaires, à 989.496 dollars pour l'organisation politique et à 749.557 dollars pour les dépenses du trésor provincial. Les dépenses imputées sur les impôts locaux s'élevaient à 3.027.622 dollars pour l'organisation provinciale, à 2.857.077 dollars pour les travaux publics, à 713.049 dollars pour les affaires du Kuomintang et des œuvres sociales, à 188.057 dollars pour l'Instruction publique, à 1.165.901 dollars pour les dépenses du trésor provincial, à 693.964 dollars pour les frais du gouvernement local, et à 553.430 dollars pour la Sûreté Générale.

Depuis lors il n'y eut aucun changement dans les principes budgétaires ; les dépenses militaires ne cessaient d'augmenter à un rythme accéléré. Ainsi en 1934, ces dépenses se montèrent à 150 millions de dollars. Cette situation eut pour conséquence de maintenir un lourd déficit budgétaire, qui s'est traduit en 1935 par les chiffres suivants : les dépenses s'élevaient à 300 millions de taels et les recettes à 130 millions seulement.

Quelle conclusion tirer des observations précédentes ? Tout d'abord, nous constatons un effort en vue de réorganiser le système budgétaire et d'aboutir à un contrôle des recettes. D'autre part, nous voyons que si les principes d'unité et d'annualité budgétaires étaient respectés, le principe de la non-affectation des recettes se trouve violé au moment même où un effort de réorganisation budgétaire se dessine. Ceci apparaît dans les imputations des dépenses sur les deux catégories d'impôts que nous avons signalées.

Enfin la constatation la plus importante qui se dé-

gage est que le Sinkiang, livré à ses seules ressources, alors que pèsent sur lui des dépenses militaires considérables, ne peut parvenir en dépit de toutes les tentatives, à équilibrer son budget. L'existence d'un déficit constant est toujours important car il provoque des phénomènes d'inflation monétaire qui, à leur tour, ont des conséquences graves que nous examinerons dans la section sur le problème monétaire.

SECTION II.

L'IMPÔT.

Sous les Han postérieurs, des taxes au trentième de la production ont déjà été perçues. Sous les Tang le système de taxation se développa. Ainsi d'après le *Manuel des Revenus* dans le *Livre des Tang*, « à partir de l'ère de Kai-yuen (711), les frontières de l'Empire s'étendent vers l'ouest, aux confins des pays de Kao-tchang, Kouei-tse, Yien-tchi, Siao-pouli (aujourd'hui Gilgit) et au nord jusqu'à l'ancien pays de Souei-yien-to, se trouvaient plusieurs dizaines de circonscriptions administratives où les garnisons chinoises étaient très nombreuses. La dîme de récolte et l'impôt foncier ne suffisaient pas aux besoins des armées, l'on eut donc recours au système de préemption ». Par préemption, on entendait le droit de priorité appartenant à l'administration d'acheter des grains à un prix fixé par elle et de les vendre à un prix supérieur par la suite.

A l'arrivée des Tsing, le Turkestan était dépourvu d'un système organisé d'impôts, l'ancien système étant tombé en désuétude. C'est ainsi que les tribus des Kas-saaks, qui pratiquaient le troc dans leur commerce avec les étrangers et entre elles-mêmes, ne connaissaient

qu'une simple taxe de 1 % perçue par le Prince sur le chiffre d'affaires des commerçants. Les Hao-han, autre peuplade nomade très pauvre, tiraient toutes les ressources servant à la gestion de leur pays des taxes perçues sur les marchandises étrangères.

Le Code des Revenus ou *fou you tchuan chou* rédigé en 1657 préconisait déjà le *po-tchen* ou la taxation minimum. Pour le défrichement des terrains incultes, le principe directeur était de ne percevoir des impôts que trois ou cinq années après l'allocation des terrains par l'Etat aux cultivateurs indigents.

Lorsque les Mandchous arrivèrent dans le Sinkiang, leur premier soin fut de réorganiser le système de perception déjà en usage. Le premier pas dans cette voie fut fait en 1756 par l'Empereur Kien-long qui fit rentrer les Tourfan dans leur pays, leur alloua des terrains sur lesquels une légère taxe était perçue en leur fournissant semences et outils. Après quatre ans de pratique, ce système reçut le nom de *Ming fou* ou « contribution civile » (1).

L'assiette de l'impôt avait été fixée sur la dîme de récolte, parce qu'en général la solde des fonctionnaires civils et militaires se payait en grains, qui constituaient la plus grande richesse du pays.

La dîme de récolte se présentait sous deux formes : en nature et en espèces. Dans le Secteur nord où le ravitaillement des troupes était difficile, les autorités exigeaient le paiement en nature, sauf dans le cas où la ferme du contribuable se trouvait à 200 *li* (2) d'un centre de perception. Dans le Secteur sud où les récol-

(1) « On lit, dit Biot dans les *Colonies militaires*, p. 94, dans le Kiven XV du code des Tsing, que le règlement du taux de la redevance pour toutes les cultures militaires est attribué à l'une des quatorze divisions du Ministère du Revenu. »

(2) Le *li* vaut 576 mètres.

tes étaient bonnes, les autorités acceptaient un mode de paiement mitigé. Ainsi dans les régions pauvres du Secteur, l'on pouvait payer, sur autorisation, de 33 à 50 % de la totalité de la dîme en espèces.

Il n'y avait pas de péréquation de l'impôt, qui variait selon les plantations, qu'on divisait à l'époque de Kien-long en six catégories. Ces plantations, dont nous allons parler, se trouvaient le plus souvent dans le Secteur nord où il y avait d'immenses terrains en friche.

1) Plantations de soldats chinois. A chaque soldat avait été alloué, avec semences et instruments aratoires, un lot de terrain de 20 mou (1). La dîme annuelle était fixée de 12 à 18 piculs (2) de grains pour chaque plantation.

2) Plantations de condamnés. A chaque condamné avait été alloué un terrain de 12 mou ; cependant il ne recevait que la moitié des allocations en semences et en instruments aratoires. La dîme annuelle était de 6 piculs.

3) Plantations de civils mandchous. Ils recevaient chacun un lot de 34 mou, mais en général exemptés d'impôt, ils jouissaient de l'usufruit du terrain de père en fils.

4) Plantations musulmanes. Le système était complètement différent de celui des autres plantations.

Par suite des traditions, des mœurs, et de l'évolution historique, les terrains détenus par les Musulmans avaient un régime beaucoup moins net que celui des autres plantations. Les terrains leur étaient concédés, ou bien leur appartenaient en propre, ou même leur étaient alloués à titre de tenanciers. L'on prenait le chef de famille comme unité taxable, sans tenir compte de

(1) Le *mou* vaut 6,144 ares.

(2) Le *picul* vaut 59,6 kilogrammes.

la superficie de terre détenue par lui, ni de l'importance de la famille. Bien des abus ont été constatés dans ce système : c'est ainsi qu'un Musulman riche pouvait être propriétaire de plusieurs terrains et n'être taxé qu'une seule fois en tant que chef de famille.

5) Plantations des émigrés chinois. Ceux-ci ne recevaient ni semences, ni outils. Chaque famille obtenait une allocation de terrain de 30 mou. Il y avait un impôt foncier de 0,05 taels par mou payable en nature.

6) Plantations des Etendards mandchous (les huit Etendards de la région de l'Ili, tels que les Mandchous, Mongols, Tchahar, Eleuthes). Ce système inauguré en 1803 leur donnait aussi l'usufruit dont ils jouissaient de père en fils.

Outre la dîme des récoltes dont le produit ne suffisait pas à couvrir les dépenses budgétaires, il existait déjà en 1763 un système fiscal plus ou moins complexe qui comprenait notamment l'impôt sur la propriété bâtie, droit d'enregistrement, taxe sur la mutation immobilière, impôt sur le bétail, impôt sur la production du charbon et l'impôt sur le bois. En même temps fut institué un impôt général frappant les produits de large consommation. Ces recettes ne suffisant pas encore, on avait finalement introduit les systèmes du Likin et du Hang-teu, dont nous parlerons plus loin, afin d'équilibrer le budget.

En dehors de ces impôts généraux il existait des impôts spéciaux appliqués dans la région de Kachgar et d'Outch-Tourfan, qui frappaient les commerçants étrangers et indigènes. Des taxes allant de 3,3 % à 10 % furent perçues sur les marchandises importées et exportées. On se trouve ici en présence d'un système douanier embryonnaire frappant les marchandises tant à l'exportation qu'à l'importation.

Au cours du dix-neuvième siècle, d'autres impôts avaient été créés pour élargir la fiscalité. Mais la principale réforme qui révolutionna le système de la dîme de récolte n'avait été réalisée qu'en 1887. Désormais cet impôt ne varierait plus selon la nationalité ou la catégorie dans laquelle se plaçaient les redevables, mais selon la qualité de la terre, à savoir .07 piculs de taxe en grains pour les terrains de première catégorie, .04 pour ceux de la deuxième catégorie, et .03 piculs pour ceux de la dernière catégorie, laquelle comprenait en général un terrain marécageux où poussaient des roseaux. Cette mesure très efficace, frappa durement les plantations musulmanes, dont on ne taxait que le chef de famille, souvent détenteur de terrains immenses. Dans certains cas l'on avait même constaté la pratique de l'absentéisme chez les gros propriétaires et celle de fausses déclarations par lesquelles plusieurs propriétaires se faisaient couvrir sous le nom d'un seul propriétaire puissant, dans le but d'éviter l'impôt. L'application de cette réforme avait été rendue possible par l'institution d'un système cadastral. En effet les chiffres ou cadastres nous apprennent que le revenu total de la dîme de récolte s'élevait à 276.051 piculs de grains sur une superficie totale de 11.480.194 mou de terrains cultivés.

Mais cette réforme n'apporta pas le résultat qu'on avait souhaité. L'assolement des terres pratiqué dans beaucoup de régions rend tout système d'impôt, si parfait soit-il, extrêmement difficile à appliquer.

En 1902 la dîme de récolte subit une augmentation destinée à couvrir une partie de la charge imposée à la Chine par l'indemnité des Boxers. Cette augmentation fut fixée à 0,15 tael pour chaque picul de grains perçu. Outre l'importance de l'augmentation des recettes il importe de souligner que le supplément d'impôt devait

désormais être payé en argent, alors que la presque totalité de l'impôt tel qu'il existait était payée en nature : seule une faible fraction était payée en argent.

Avec la République n'apparut tout d'abord aucun changement profond dans le système fiscal. Cependant, dès 1911 les modalités de la dîme de récolte furent modifiées à deux points de vue importants. D'autre part, grâce à l'unification du système des poids et mesures, les abus qui étaient antérieurement commis du fait de la diversité des instruments de mesure se trouvèrent supprimés. Ce fut un progrès important dans la voie de la justice fiscale. En outre, en ce qui concerne le paiement de l'impôt, le contribuable fut désormais autorisé pour la fraction dont il doit se libérer en espèces, à payer non seulement en sapèques, mais aussi en monnaie fiduciaire, celle-ci étant désormais entrée dans la circulation courante. Pour ce qui est de la manière dont l'impôt avait été établi, l'intervention d'un agent du fisc dans l'estimation des valeurs récoltées, entraîna en quelque sorte un changement dans l'assiette de l'impôt.

La grande réforme fiscale eut lieu en 1915, date à laquelle les impôts furent divisés en deux catégories : impôts nationaux et impôts locaux. Cette distinction entre impôts locaux et nationaux correspondait à une différence d'affectation. Parmi les impôts nationaux de 1930 se trouvaient l'impôt sur le sel qui avait fourni 356.290 dollars, les recettes de douanes 1.438.750 dollars, l'impôt général sur les marchandises 853.680 dollars, les droits de timbre et de quittance 45.793, l'impôt sur le vin et le tabac 16.408 dollars. Parmi les impôts locaux nous trouvons la dîme de récolte se montant à 1.434.380 dollars, les droits d'enregistrement et de mutation à 169.055 dollars, l'impôt sur le bétail à 647.553 dollars, l'impôt sur l'élevage à 149.009 dollars, l'impôt sur le fourrage à 170.016 dollars, l'impôt sur les instruments

de poids et mesures à 135.433 dollars et les impôts divers à 151.073 dollars.

Si nous examinons l'évolution du produit de l'impôt depuis 1913, nous trouvons les chiffres suivants : en 1913 les recettes se chiffraient à 1.505.000, en 1914 à 3.370.000 dollars, en 1927 à 4.745.800 dollars, et en 1931 à 5.548.442 dollars.

Ces chiffres font ressortir une augmentation régulière du produit de l'impôt. Cette augmentation semble avoir de multiples causes. Elle tient tout d'abord aux modifications dans la modalité de l'impôt et ensuite à un contrôle plus rigoureux. Mais ces causes ne suffisent certes pas à expliquer la croissance régulière du produit de l'impôt. Cet accroissement est dû sans doute au développement de l'activité économique, mais il s'explique surtout par la hausse constante des prix qui est elle-même la conséquence de l'inflation.

Le système fiscal du Sinkiang est très large, mais il se caractérise par la prédominance des impôts indirects et par le fait que même les impôts directs comme la dîme de récolte sont perçus non sur la base de la récolte effective, mais sur une base forfaitaire. Ce trait tient sans doute au faible développement du pays et à une technique fiscale insuffisante. Un autre trait du système des impôts est la prédominance des impôts frappant l'agriculture et non l'industrie. Ce dernier fait qui devrait influencer favorablement le développement industriel tient sans doute à la prédominance de l'agriculture dans l'économie du pays.

Nous pensons en dernier lieu que les recettes de l'agriculture comme nous l'avons déjà vu, ne suffisent nullement à équilibrer le budget de la province, qui demande dans un avenir proche une exploitation plus intensive des ressources autres que l'agriculture.

Quant au régime de taxation sur la circulation des

marchandises produites dans la Province elle-même, c'était le système du *hang-teu* qui prévalait dans le Sinkiang. Le *hang-teu* était une organisation de commerçants considérés comme honnêtes, chargés par les autorités de taxer les marchandises indigènes pour le compte du fisc provincial. Détenteurs d'une licence appelée le *ya-té*, ces marchands jouissaient du droit d'expertiser les marchandises diverses, surtout celles de l'artisanat indigène et de leur imposer un prix de vente et une taxation. Ils exerçaient une influence néfaste sur le commerce du pays qui était sous leur contrôle arbitraire. Des règlements pour supprimer ces abus et pratiques furent adoptés en octobre 1921.

Pour ce qui est du régime douanier frappant les marchandises venant de la métropole, la Chine, au lieu de pratiquer un système d'*exclusivisme* identique au Pacte colonial, avait adopté une politique de laisser-faire contraire à l'esprit de colonisation moderne. D'une part, elle avait accordé par des traités de commerce la franchise douanière aux puissances limitrophes ; d'autre part, elle s'était séparée du pays colonisé par une barrière douanière quasi infranchissable.

Ce système douanier qui ne favorisait aucunement la liberté du trafic des marchandises dans la Chine et dans les pays qu'elle exploitait, était connu sous le nom de *Likin*. Institué en 1853, dans le but de subvenir aux frais militaires du pays, alors engagé dans une lutte contre les rebelles Tai-ping, il fut étendu, vers 1861, à tout le pays, y compris le Turkestan. Il consistait à créer des postes de perception, sorte d'octroi provincial et national, dans les grands centres et ports fluviaux, sur les routes, partout où les marchandises étaient susceptibles de passer. Le tarif et le nombre de postes de perception dans chaque province variaient selon le bon plaisir du Gouverneur. En général, le trafiquant payait

au poste de départ 3 % sur la valeur de sa marchandise et 2 % à chaque poste d'inspection que sa marchandise traversait. La taxe ainsi perçue dans une province ne dépassait guère 10 % ; mais lorsqu'il s'agissait de passer d'une province à l'autre, les sommes perçues de cette façon pouvaient augmenter considérablement.

Cette taxation qui fournissait au fisc provincial du Sinkiang une somme assez importante (1) avait pourtant donné lieu à de multiples abus. Le système de Likin fut remplacé par un autre appelé la « taxation sur les marchandises chinoises » qui tomba dans les mêmes erreurs que le système précédent. Ainsi outre les postes principaux de Hami et de Koutchen qui percevaient la taxe sur les marchandises venant tant de la Chine par la passe de Kia-kou que de la Mongolie extérieure, et où l'on percevait une taxe de 3 %, de nombreux petits postes furent créés pour accueillir les marchandises métropolitaines. Ce nouveau système prit fin en 1883. En 1902, on reprit l'ancien système du Likin afin d'obtenir la somme annuelle de 400.000 taelles imposée à la province pour amortir l'indemnité des Boxers. Ainsi la marchandise chinoise avait à payer 4 ou 5 fois la taxe imposée avant d'arriver à destination.

Le système du Likin fut finalement aboli, en 1930, dans toute la Chine.

SECTION III.

LE RÉGIME MONÉTAIRE.

Lorsque les Mandchous arrivèrent dans le Turkestan, ils trouvèrent une monnaie primitive, espèce de sapèque en cuivre, dont l'unité de base était le *pou-eu*. Le *ten-ga*

(1) En 1878, la recette du Likin s'éleva à 180.000 taelles au Turkestan.

valait 50 pou-eu. Au lieu d'introduire des pièces métropolitaines, les Mandchous instituèrent, dès leur arrivée, en 1760, à Yarkand, une Monnaie où 100.000 ten-ga furent aussitôt frappés. Cette nouvelle monnaie fut rattachée au tael, c'est-à-dire, le tael valait un ten-ga ou 50 pou-eu. Le cours légal de cette monnaie qui remplaça la monnaie primitive était fixé, selon les circonstances, par l'Agent Impérial ou les Commandants de la Place d'Ili. Sa valeur baissa de 50 à 100 unités au tael en 1761 et de 160 en 1787, à 220 au tael en 1801. Des pièces d'argent furent aussitôt introduites par la suite, afin de stabiliser cette monnaie.

Les premiers billets apparurent peu après 1882. Cette circulation fiduciaire ne changea en rien le régime monétaire de la province, basé sur des pièces métalliques. Ce régime n'a donc pas subi beaucoup de changement sous la dynastie des Tsing.

Depuis la Révolution, néanmoins, le budget du Turkestan a cessé de bénéficier des subsides qui lui étaient versés par la Chine. En d'autres termes, le Sinkiang s'est trouvé abandonné à ses seules ressources financières. Comme on pouvait s'y attendre, une telle situation devait conduire à l'inflation, avec toutes ses conséquences. Le processus de l'inflation s'est encore trouvé accéléré du fait des dépenses de guerre, qui, en ajoutant aux dépenses ordinaires, ont fait peser sur les finances du Sinkiang une charge supplémentaire. Ces faits demandent à être examinés de plus près.

Au moment de la Révolution, en 1911, le budget s'équilibrait, en moyenne, aux environs de 1.116.000 taels ; mais la disparition des subsides de la métropole et les frais de guerre obligèrent les révolutionnaires à emprunter à la Russie 550.000 taels, somme remboursée ultérieurement par le fisc. Cette ressource, par son caractère exceptionnel, ne pouvait être renouvelée et le

déficit budgétaire se maintenant, le Gouverneur du Sinkiang décida de recourir à l'émission de billets. A cette époque circulaient déjà à Kachgar des billets émis par l'ancien Gouverneur et échangeables contre des pièces métalliques. La circulation de ces billets se montait, au moment où le nouveau Gouverneur dut recourir à l'inflation, à 26.700 taels. L'émission des nouveaux billets prit très rapidement, en raison des circonstances, un caractère inflationniste. De 1911 à 1913 leur émission se monta à 6.230.000 taels. Cette somme servit entièrement à couvrir le déficit des différents budgets, qui se montait, pour toute cette période, à plus de sept millions de taels. Les nouveaux billets, ainsi émis, le furent sans aucune garantie métallique.

La conséquence de cette situation fut que les anciens billets qui prirent rapidement le nom de « billets de Kachgar » furent préférés aux nouveaux billets, surtout par les commerçants. On savait, en effet, que la quantité des billets de Kachgar était limitée, puisqu'il n'en était plus émis, alors qu'on savait, au contraire, que l'émission des nouveaux billets était sans cesse renouvelée. Ainsi, il y avait, parallèlement, deux circulations monétaires, deux monnaies, l'ancienne, et la nouvelle. Cette dernière seule était acceptée par les commerçants étrangers ; dans la région de Kachgar, les anciens billets étaient seuls, pratiquement, à avoir cours.

La dépréciation relative des nouveaux billets se traduisit, d'une part, par le phénomène bien connu du *dédoublement des prix* (les prix en billets de Kachgar étant les moins élevés) ; d'autre part, par une *perte au change*. En 1912, il fallait 400 taels de nouveaux billets pour acheter 100 taels d'argent et il fallait 300 taels de nouveaux billets pour acheter 100 dollars de la métropole. Au contraire, les anciens billets étaient cotés aux cours suivants : 105 à 106 taels d'anciens billets valaient

100 taels d'argent, 80 taels d'anciens billets valaient 100 dollars chinois. En d'autres termes, les billets de Kachgar étaient légèrement dépréciés par rapport au métal, mais ils étaient, par contre, « appréciés » par rapport aux dollars de la métropole, ce qui indique une dépréciation du dollar de la métropole par rapport au tael.

Un autre phénomène très caractéristique apparut alors : la monnaie métallique thésaurisée par les particuliers disparut de la circulation, seuls les nouveaux billets restèrent en circulation. Nous avons ici une nouvelle vérification de la loi de Gresham : la mauvaise monnaie chasse la bonne.

Le Gouverneur ne pouvait évidemment pas reconnaître lui-même que la monnaie émise par lui était la moins bonne. Ainsi, lors de la taxation des prix, aucune différence n'était-elle faite entre les billets de Kachgar et les nouveaux billets. Mais cette identité de valeur attribuée aux deux monnaies resta purement théorique ; en fait, nous l'avons vu un peu plus haut, on constata le phénomène du dédoublement des prix et le phénomène de hausse du coût de la vie. Aussi le Gouverneur fut-il finalement obligé de se rendre à l'évidence et d'ordonner que 2 taels nouveaux fussent acceptés pour un tael ancien, ce qui consacrait une dépréciation de 50 % de la nouvelle monnaie par rapport à l'ancienne.

A partir de 1914, on constate une certaine amélioration de la situation monétaire. Le Gouverneur annonça que l'émission des nouveaux billets serait suspendue, qu'une partie de ces billets serait retirée de la circulation et détruite et que les déficits budgétaires, s'il y en avait, seraient comblés par d'autres moyens. En même temps fut constitué un « Bureau provisoire pour la Solution des Questions financières ». Il en résulte qu'en 1915, la valeur des nouveaux billets avait considérablement augmenté.

En 1916 et, plus encore, en 1917, au moment de la Révolution russe, les marchandises russes ne parvinrent plus dans la Kachgarie, la production russe étant alors inexistante ; au contraire, les exportations chinoises vers la Russie croissèrent dans des proportions considérables. Ce fut l'âge d'or des nouveaux billets, qui atteignirent alors leur plus haute valeur.

Fin 1917, la situation monétaire se renversa à nouveau. De nombreux Russes blancs furent refoulés vers le Sinkiang. Il apparaissait nécessaire d'accroître les effectifs militaires de la province, les dépenses budgétaires augmentant en conséquence. De 1917 à 1921 le déficit budgétaire total avait été de 1.800.000 taels ; de 1921 à 1926 ce déficit avait été de 2.055.000 taels. L'inflation reprit alors dans d'énormes proportions et, en 1926, la circulation atteignit un niveau record (1).

En 1926, le Gouverneur fit venir des imprimeurs de Pékin, afin d'émettre des billets destinés à remplacer ceux alors en circulation et par trop usés et salis. Une première émission de 5 millions de taels eut alors lieu. En même temps, le Gouverneur décida de profiter du meilleur cours des billets de Kachgar pour en imprimer de nouveaux. Cette émission de faux billets de Kachgar eut pour conséquence d'en amener la dépréciation, mais une dépréciation relativement faible, car les nouveaux billets de Kachgar avaient pu conserver la confiance de la population.

En résumé, on s'aperçoit que, depuis 1918, le Sinkiang est entré dans une nouvelle phase d'inflation et de désordre monétaire. Ce phénomène est dû à une situation économique et militaire extrêmement malaisée qui a, évidemment, nui au développement même du

(1) De 1911 à 1926 le déficit budgétaire total était de 49.613.000 taels ; avec les dettes antérieures à la Révolution le déficit était de 60.000.000 de dollars chinois.

Sinkiang. Aussi comprend-on les énormes efforts déployés par le nouveau Gouverneur pour améliorer la situation financière, en réorganisant le système fiscal et en augmentant les impôts. Ces efforts ne sont pas restés vains, en ce sens que les recettes budgétaires ont augmenté ; mais ils n'ont pas été suffisants, et ils ne pouvaient l'être en raison des faibles ressources de la région, ressources qui ne permettent pas de faire face à des dépenses sans cesse croissantes. La principale conséquence de ce phénomène est une dépréciation de la monnaie intérieure et l'utilisation, dans un certain nombre de cas, de monnaie étrangère et, notamment, du rouble.

SECTION IV.

LE COMMERCE DU TURKESTAN CHINOIS

1. — *Le Commerce avec la Métropole.*

a) *Historique.*

Depuis les Han, les contrées de l'Ouest avaient fait du commerce avec la métropole. L'histoire du pays de Ta-ouen, que l'on trouve dans *Les Mémoires de Sze Ma-Tchien*, rapporte que l'Empereur Wou-Ti aimait particulièrement les chevaux de ce pays et qu'il y envoyait quelques centaines d'émissaires tous les ans pour se procurer ces précieuses bêtes. Ceux-ci, très souvent, emportaient de la soie ou des outils de fer de la Chine pour faire les échanges. A leur retour, ils rapportaient des marchandises telles que des pierres précieuses, des plantes médicinales et des épices.

Sous les Tang, le commerce de ces contrées avec la Chine prit des proportions considérables. D'une part, les marchands étrangers, dont beaucoup venaient de l'Ouest,

eurent en Chine des quartiers spéciaux et y jouirent de droits étendus pour faire leur commerce (1). D'autre part, commerçants, moines et pèlerins chinois, dans leurs voyages à travers les contrées de l'Ouest, introduisirent dans celles-ci nombre d'articles chinois très estimés.

Mais le vrai commerce ne commença réellement qu'avec la dynastie mandchoue des Tsing, sous laquelle il prit un caractère plus organisé. Après la Conquête, tout le trafic commercial de la Chine vers le Turkestan et inversement tomba entre les mains des Chinois. Les caravanes, par exemple, n'appartinrent qu'à des compagnies chinoises, qui exerçaient une sorte de monopole. Des compagnies privées, en quelque sorte encouragées par le Gouvernement, se fondèrent, notamment dans la Chine du Nord.

L'effort de la Chine pour développer le commerce avec le Turkestan chinois avait pourtant rencontré de nombreux écueils. Les marchandises chinoises, à la différence des marchandises russes, ne jouissaient pas de la franchise douanière et devaient, en plus, acquitter le droit du Likin. Ces circonstances réduisaient de façon très sensible le volume des importations chinoises au Turkestan. Il en résulte qu'une certaine quantité de marchandises chinoises entraient au Turkestan, au moyen du système de *Pao-Yun*, par lequel les commerçants chinois faisaient convoier les marchandises qu'ils désiraient introduire au Turkestan par des trafiquants Russes, pour des sommes légèrement inférieures au Likin. Cela leur permettait de tourner aisément la loi.

Pour remédier à cet état de choses, le Gouvernement du Sinkiang installa, vers 1907, un Bureau de Commerce à Ouroumchi où des primes de soutien s'élevant à 1.000.000 de taels, étaient allouées aux commerçants. Le

(1) V. Escarra, *La Chine et le Droit international*, p. 40.

résultat de ces mesures tardives fut pratiquement nul, étant donnée la grande activité déployée par le commerce russe.

Pendant les quatre années qui suivirent la fin de la guerre mondiale, une nouvelle politique fut adoptée par le Gouvernement chinois ; celui-ci s'efforça, par une série de mesures, d'étouffer le commerce russe au Turkestan et même de l'évincer. A partir de 1924, et pendant quelques années, il y réussit grâce aux troubles intérieurs en Russie. Le commerce chinois au Sinkiang connut donc quelques années de prospérité mais, peu après, les Russes, au cours de la période révolutionnaire, regagnèrent petit à petit le terrain perdu.

De 1927 à 1928, les exportations de la Chine vers le Turkestan atteignirent le chiffre de 1.900.000 roubles, alors que les importations provenant du Sinkiang étaient de 730.000 roubles. Ces chiffres, fournis par le Consulat britannique de Kachgar, révèlent une situation assez brillante pour le commerce chinois ; cependant, entre 1930 et 1932, les choses se modifièrent, et le relèvement russe se manifesta par une recrudescence du commerce de ce pays au Turkestan. Cela est attesté par les chiffres nouveaux fournis par la compagnie chinoise d'autocars entre le Sinkiang et le Suyuan ; ces chiffres prouvent combien le trafic commercial chinois a diminué. En 1930, les importations du Turkestan en Chine atteignirent la valeur de 5.479.100 dollars alors que la Chine n'exporta que pour 1.746.562 dollars de marchandises vers le Turkestan.

Cette tendance n'a fait que s'accroître ces dernières années. Cependant deux phénomènes curieux tendent à prolonger l'agonie du commerce chinois au Sinkiang. Les marchandises chinoises ont en effet un prix de revient assez bas, ce qui leur permet, après avoir effectué un voyage long et coûteux, d'être vendues au Turkestan

à des prix abordables aux indigènes. Par suite de l'inflation, les autorités locales ont saigné à blanc le Turkestan de toutes ses ressources en argent liquide ; la province se trouve inondée de papier-monnaie émis par les hauts dirigeants. Ceux-ci, ayant toute leur fortune en papier-monnaie, qui n'a cours qu'au Turkestan, ont intérêt à les convertir en devises étrangères. Pour ce faire, ils se servent des commerçants chinois chez qui ils placent volontiers leur papier-monnaie, et exportent ainsi leurs capitaux sous forme de marchandises. Pour permettre à ces opérations de s'effectuer, ces hauts fonctionnaires ont tout fait pour maintenir à un taux très faible la taxation sur la marchandise chinoise.

b) *Causes de l'échec du commerce chinois :*

L'on peut trouver bien des causes à l'échec du commerce chinois au Turkestan. Au lendemain de la conquête du Turkestan, les premiers commerçants chinois qui pénétrèrent au Turkestan vivaient de leurs affaires avec le personnel chinois de l'administration et des armées. Lorsque les subventions provinciales en faveur du Turkestan furent retirées, le pouvoir d'achat de ces fonctionnaires se trouva de ce chef sensiblement diminué. Un grand nombre de ces commerçants durent donc rebrousser chemin, abandonnant ainsi leur clientèle déjà acquise.

La cause la plus profonde de cet échec a été l'organisation défectueuse du commerce chinois. Les compagnies chinoises qui faisaient du commerce avec le Sinkiang, au cours des années qui suivirent la conquête, étaient aux mains de cliques provinciales, ou *pang*, divisées en petites associations ou *lien*. Chaque *lien* était dirigé par une direction appelée le *tong*. Il existait très peu de liens entre ces compagnies qui menaient souvent entre elles une lutte sournoise. Le Gouvernement chinois,

à part quelques appels isolés aux commerçants, de former des trusts pour le développement du commerce au Sinkiang, n'avait pour ainsi dire rien fait pour faciliter le développement des compagnies déjà existantes et pour en former de plus puissantes. Ces commerçants, animés d'un esprit de lucre immédiat, ne pensaient qu'à de petits profits réalisables à un très bref délai et à rentrer ensuite dans leur pays natal.

Le petit commerce, limité à des trocs de produits locaux dans les localités voisines, restait uniquement entre les mains des commerçants autochtones, ce qui enlevait aux commerçants chinois la possibilité de subsister dans le pays. Peu encouragés par l'Etat, gênés par les barrières douanières et la difficulté des communications, on comprend que les commerçants chinois n'aient pas voulu, à la différence des fonctionnaires et des cultivateurs chinois, rester au Sinkiang et développer le commerce au profit de la mère-patrie.

La concurrence des produits anglais et russes, qui arrivaient plus rapidement à destination, grâce aux moyens de communication plus directs, avait beaucoup entravé les importations venant de la métropole. En outre, la construction en 1930 du chemin de fer Turksib marque bien l'intention du Gouvernement russe de drainer tout le commerce de la province, qu'il considère déjà comme sa colonie d'exploitation.

2. — *Le Commerce avec la Russie.*

Le commerce entre la Russie et le Turkestan a longtemps été pratiqué plus ou moins clandestinement par les marchands russes. Ce n'est qu'avec le Traité de Kuldja du 25 juillet 1851, que la Chine, jusque-là méfiante et repliée sur elle-même, entra officiellement en rapports économiques avec sa puissante voisine. L'article 6 de ce

traité établissait la franchise douanière entre les deux pays. Sous l'apparence de la réciprocité, cette clause ne faisait qu'avantager la Russie, exportatrice de produits manufacturés. Le Sinkiang, au contraire, était surtout un pays importateur. Le commerce russe était donc nettement favorisé. Les articles 8 à 12 du même traité, accordèrent en outre aux Russes de nombreux avantages, tels que la protection obligatoire des sujets russes au Turkestan par les autorités chinoises, la liberté de fixer le prix de leurs marchandises et l'interdiction de faire du commerce à crédit, alors que ces mêmes articles étaient muets sur les avantages dont devraient jouir les commerçants chinois en Russie.

Après la prise de Pékin par les armées anglaises et françaises, la Russie s'assura de nouveaux avantages au Sinkiang. Ayant servi de médiatrice, elle obtint par le Traité de Pékin (1861), des faveurs substantielles. Une des clauses principales concernait l'établissement de consulats à Ili, à Tabargatai et à Kachgar. Cette mesure fournit à la Russie la possibilité de pénétrer jusque dans le Secteur sud du Sinkiang et de jouir de la juridiction consulaire. Pour la première fois dans son histoire, le Turkestan vit ainsi l'introduction de consulats étrangers sur son territoire.

Lorsque le Traité de St-Petersbourg de 1881 libéra la région d'Ili de l'occupation russe, le Gouvernement russe ne manqua pas d'arracher de nouvelles concessions à la Chine. Outre le consulat d'Ouroumchi, les Russes s'assuraient désormais le droit d'établir de nouveaux consulats dans toute la partie orientale, jusqu'ici peu soumise à l'emprise du commerce russe. De nombreux avantages furent accordés aux Russes, notamment l'exemption d'impôt des sujets russes, des tarifs douaniers préférentiels permettant aux marchandises russes de pénétrer jusqu'en Chine proprement dite par le Turkestan.

Un autre résultat tangible de ces traités fut l'afflux considérable de sujets russes au Turkestan. Il se produisit alors un mouvement de population que le Gouvernement russe ne cherchait aucunement, d'ailleurs, à entraver. En 1908, il y avait, sur une population de 2.000.000 d'habitants, plus d'une dizaine de milliers de sujets russes. Ce chiffre est réellement considérable. La Russie semblait d'ailleurs vouloir effectuer une poussée vers le Turkestan : la prime de 16 roubles accordée alors par le Gouvernement de ce pays, pour la marchandise de chaque charge de cheval importée au Turkestan, le prouve suffisamment. Par suite de toutes ces circonstances favorables, les Russes virent leur influence croître de jour en jour. Ils fondèrent entre autres des agences d'achat, qui imposaient un prix d'achat aux commerçants de la Province. Ceux-ci, bien qu'obligés d'acheter les seuls produits manufacturés que les Russes voulaient bien leur fournir, acceptaient cependant d'assez bonne grâce le rouble comme moyen de paiement. Des établissements de crédit, des bureaux de change, des banques s'installèrent à Kachgar, à Tabargatai et à Ili, et se mirent à émettre des roubles-papier, qui peu à peu prenaient le pas sur le papier-monnaie déprécié de la Province.

Il en résulta que les commerçants du Turkestan préférèrent faire du commerce avec les Russes, et recherchèrent les roubles, monnaie bien plus stable que celle de la Province. Les importations russes au Turkestan, en 1916, s'élevèrent au chiffre très considérable de 3.581.438 taels. De leur côté la valeur des exportations du Turkestan vers la Russie fut de l'ordre de 2.881.066 taels (1).

(1) En 1923-24, les importations russes au Turkestan furent d'une valeur de 15.698.000 roubles tandis que le Turkestan exporta dans ces mêmes années des marchandises d'une valeur de 3.015.000 roubles vers la Russie.

L'article 2 du Traité de St-Pétersbourg laissait entendre que lorsque le commerce russe de la Province serait assez florissant, les deux parties contractantes pourraient se consulter en vue d'apporter des modifications aux dispositions prises en 1881. Le Gouvernement chinois, dans les premières années du vingtième siècle, pensa que le moment était venu de procéder à quelques aménagements. Le commerce russe au Turkestan était en effet assez prospère pour permettre l'établissement d'un régime un peu moins désavantageux pour la Chine. Ces tentatives furent absolument vaines et les Russes firent la sourde oreille à toutes les démarches de cet ordre. Allant même plus loin, ils exigèrent de la Chine de nouvelles concessions ; c'est ainsi que partout où ils le jugèrent nécessaire, les Russes purent établir des consulats et les sujets russes furent autorisés à acheter partout où bon leur semblait, des terrains et à y bâtir des immeubles. Ces conditions nouvelles, jointes à celles déjà étudiées, mirent la totalité du commerce d'importation et d'exportation du Turkestan chinois entre les mains des russes. Cependant avec la Grande Guerre et ses conséquences, la situation en Russie subit un brusque changement.

L'arrivée des Soviets au pouvoir entraîna l'abolition des traités antérieurement conclus entre la Chine et l'ancienne Russie. Le principal souci du nouveau gouvernement au pouvoir était de ménager ses voisins. Aussi la franchise douanière entre le Turkestan et la Russie fut-elle supprimée.

Théoriquement, la Chine avait reconquis ses droits perdus par le Traité de St-Pétersbourg. Pourtant, après une accalmie, les Russes agirent de manière à revenir sur leurs concessions récentes. En 1922, les autorités locales du Turkestan se virent saisies d'une demande d'établissement d'un consulat général à Ouroumtchi et

de consulats dans diverses autres contrées. L'intention nette des Russes était une fois de plus d'étendre leur commerce jusque dans les parties les plus reculées du territoire. Ces concessions, que la Chine accorda, ont eu des conséquences désastreuses. Les raisons en sont très simples. Le commerce russe était désormais étatisé et, par conséquent, prenait un caractère très organisé. Un tarif protecteur contre l'importation en Russie de marchandises du Turkestan était imposé, mais la réciprocité n'était pas vraie. En outre, un certain nombre de dispositions relatives aux dépôts des marchandises chinoises et aux taxes supplémentaires, faisaient que les marchandises chinoises ne pouvaient occuper une place intéressante sur le marché russe.

Les liens commerciaux entre les deux pays sont si étroits que lorsqu'en 1929 les relations diplomatiques entre la Chine et la Russie furent rompues, les consuls russes restèrent néanmoins à leur poste au Turkestan et les affaires continuèrent à se traiter. La construction du chemin de fer Turksib, en 1930, n'a fait que renforcer ces liens, au détriment du commerce entre la Chine et le Sinkiang.

3. — *Le Commerce du Turkestan avec l'Angleterre.*

L'Angleterre a toujours tenté de jouer un rôle commercial important au Turkestan chinois. Cependant, sa position géographique nettement défavorable, l'a empêchée d'acquérir une place aussi avantageuse que celle de la Russie dans le commerce extérieur de la Province. En effet, la seule route importante est celle qui relie Yarkand dans le Turkestan, aux Indes, après avoir traversé les monts Karakorum, Leh dans le Ladak, l'Himalaya, pour aboutir au Cachemire. L'itinéraire très accidenté, et l'obstacle formé par cinq passes recouvertes

de neige et souvent situées à une altitude de plus de 5.000 mètres, rendent les rapports commerciaux extrêmement difficiles.

La politique commerciale de la Grande-Bretagne au Turkestan fut de réclamer toujours des avantages identiques à ceux accordés aux Russes. C'est ainsi que les commerçants britanniques ne paient pas d'impôts et jouissent en outre de la franchise douanière et de la juridiction consulaire. En 1905, l'Angleterre établit une agence de tourisme à Kachgar pour les voyageurs britanniques au Turkestan ; elle la transforma par la suite en un consulat (1908). Une trentaine de soldats, sans que cela ait été stipulé dans aucun traité, sont chargés de veiller à la sécurité du consulat et des sujets britanniques.

Ce consulat, depuis lors, a fait de nombreux efforts en vue d'accroître la puissance commerciale britannique dans le Turkestan. Le phénomène le plus caractéristique a été l'établissement des « comptoirs », par lesquels les commerçants britanniques, de connivence avec leur consulat, s'enrichissaient par des prêts à des taux usuraires et par la vente à crédit aux indigènes. Par de tels procédés, vite imités par le concurrent russe, bien des familles du pays ont été ruinées.

Le Gouvernement provincial n'accepta pas passivement cet état de choses. En 1908, des règlements furent promulgués, destinés à supprimer ces prêts à taux usuraires. Tout prêt et toute vente à crédit devaient désormais être contrôlés par des syndics britanniques et chinois habilités à en fixer le montant et le taux. On devait également faire entrer en ligne de compte la solvabilité de l'emprunteur et celle de l'acheteur. Ces mesures rigoureuses limitèrent assez rapidement le commerce anglais. Néanmoins, les Anglais maintiennent toujours, à la différence des Russes, la juridiction consulaire au

Turkestan, juridiction établie en vertu des traités signés avec la Chine elle-même, à laquelle ils ne semblent pas vouloir renoncer.

Le commerce anglais, bien moins important que celui des Russes, atteint un chiffre assez médiocre. Le chiffre fourni par le Consul britannique de Kachgar en 1926 est de 3.362.105 roubles pour l'exportation des marchandises vers les Indes et l'Afghanistan, et de 1.717.348 roubles pour l'importation de marchandises britanniques vers le Turkestan.

Les exportations du Turkestan vers les Indes consistent en cuivre, soie, tapisseries, jade, etc., alors que le Sinkiang importe essentiellement des cotonnades, des soieries manufacturées et des pierres précieuses, produits dont le peu de poids leur permet de passer plus facilement les cols situés à de grandes hauteurs.

En 1922 des règlements provisoires de commerce ont été signés entre l'Afghanistan d'un côté et le Turkestan chinois de l'autre.

CHAPITRE III

LA MISE EN VALEUR DU TURKESTAN

En étudiant la mise en valeur du Turkestan ou ce qui a déjà été réalisé par l'action colonisatrice de la Chine dans ce pays, nous nous voyons obligé d'insister sur le système de défrichement employé par la Chine depuis la plus haute antiquité. Nous passerons ensuite à l'irrigation, l'exploitation minière, élevage et d'autres exploitations. Celles-ci, moins développées et plus récentes, demanderont un coup d'œil plus rapide.

SECTION I.

LE SYSTÈME DU DÉFRICHEMENT.

Le système de défrichement ou le *touen-tien* est sans doute la clé de voûte de tout le système de la colonisation chinoise. Littéralement, le mot *touen* veut dire « emmagasiner », *tien* « les champs ». Mais le terme, tel qu'il est conçu dans les textes chinois, désigne plutôt l'emmagasinage des grains que le défrichement de terres incultes.

Les origines du terme sont très vagues. « Dans la région de Louen-tai et de Kiu-li (au sud-ouest de Karachar) dit le *Tsien Han Chou*, il y avait plusieurs centaines de colons militaires ; on établit là un Commis-

saire Impérial des Ambassadeurs pour diriger (ces gens) et protéger (leur culture) afin de subvenir aux besoins des ambassadeurs envoyés dans les pays étrangers » (1). On voit par là que le système du touen-tien n'était, au début, qu'une mesure provisoire pour ravitailler les agents diplomatiques de l'Empire. Plus tard, ce même système, développé et organisé, servit au ravitaillement des troupes impériales et fut adopté en Chine même. L'Empereur Tchao-ti, envoya en 67 av. J.-C. à Kiu-li des détachements de condamnés pour aider les colons militaires qui s'y trouvaient déjà. Peu après, en 61 av. J.-C., le Général Tchao Tchong-kuo, chargé d'une expédition contre les Kiangs, fit à l'Empereur un rapport, qui fut adopté, lui demandant l'envoi de 10.000 hommes pour la fondation de nouvelles colonies militaires. « Cette mesure, dit-il, économisera les frais d'entretien des troupes, et évitera de dégarnir l'Empire par des expéditions successives, épuisantes pour les hommes de troupes ». Ainsi les colonies militaires prenaient peu à peu allure de milices à l'abri d'une paix plus ou moins longue.

Les travaux de Stein (2) nous montrent, à l'aide d'un ordre impérial trouvé à Touen-houang, la méthode employée pour établir les colonies de défrichement. On préleva sur les commanderies de Tchiu-tchuen et de Touen-houang des détachements de troupes qui y étaient cantonnés pour fonder ces colonies militaires. Le Gouverneur militaire qui participait lui-même aux travaux montra une perspicacité étonnante dans l'examen de la configuration des lieux, tant au point de vue stratégique qu'au point de vue agricole. La tâche principale de ces colons militaires était la culture vivrière, celle du riz, du blé et du millet. En outre, ils s'adonnaient à la fabri-

(1) Passage du *Tsien Han Chou*, cité par Chavannes dans *Les Documents chinois découverts par Aurel Stein*, Oxford, 1913.

(2) Stein, *ibid.*

cation des briques pour les ouvrages de défense des postes qu'ils occupaient et au service des courriers.

Les Tang suivirent d'assez près le système agricole des Han, mais instituèrent en outre le système des *Ying-tien* (1) ou colonies agricoles civiles. Ce système consistait à exploiter les terres concédées par l'Etat avec des avances de logements et de bestiaux. Les cultivateurs étaient exemptés d'impôts et dirigés dans leurs travaux par un chef de culture.

Lorsque les Mandchous étendirent leur pouvoir militaire sur le Turkestan chinois, leur premier soin fut de continuer le programme de défrichement entrepris par les grandes dynasties chinoises. Une politique très humaine, contraire à la politique de refoulement (2) était pratiquée par les Empereurs mandchous envers les indigènes, auxquels la liberté de culture était accordée.

Quant au régime des terres, question primordiale qui oriente tout le programme de la mise en valeur d'un pays colonisateur, il a été réglé au Turkestan plutôt par une situation de fait que par des textes existants. Les Mandchous appliquaient en principe le régime des terres tel qu'il existait en Chine au moment de la conquête du Turkestan. Mais dans son application ils étaient plutôt inspirés par les traditions indigènes et par leur politique de défrichement que par le régime en vigueur à la métropole.

Après la conquête, les terrains cultivés, dont les propriétaires s'étaient enfuis, n'étaient pas considérés comme des terrains abandonnés. Au contraire, les autorités avaient tout fait pour faire rapatrier les propriétaires évincés. Quant aux terres incultes et vacantes, elles

(1) *Ying-tien* veut dire : « champ de clôture ».

(2) Cf. *Essay on Plantations* de Lord Bacon, qui pense qu'il ne faut coloniser que sur un sol vierge afin d'éviter la tâche d'exterminer les indigènes qui s'y trouvent.

étaient considérées comme des *res nullius* et entraient dans le domaine de l'Etat. Celui-ci, en allouant des terres incultes aux civils et aux militaires faisaient des concessions domaniales presque toujours à titre gratuit. Ainsi, après la soumission des Dzoungars en 1756, on fit renvoyer à leurs fermes de nombreuses tribus, dispersées bien avant la conquête, notamment les Tourfan. Ce n'est qu'après 1882 que la tendance de concession à titre onéreux commença à se développer.

Pour encourager la culture, les autorités du pays firent des efforts surhumains dont nous avons parlé dans le chapitre sur l'impôt. On délimita les terrains incultes en petits lots que l'on concéda aux diverses catégories de populations militaires et civiles auxquelles on donnait des semences et des instruments aratoires. On classa les plantations en six catégories : les plantations de militaires chinois, les plantations de condamnés, les plantations mandchoues, les plantations musulmanes, les plantations d'immigrants chinois et les plantations d'« Etendards » mandchous.

Depuis son érection en province en 1882, le Turkestan chinois connut une exploitation sans précédent dans son histoire. D'après le cadastre de 1888, plus de 11.480.194 *mou* de terrains étaient cultivés contre 287.100 *mou* cultivés en 1776. Le Général Tso Tsong-tang, qui se faisait appeler « le fermier de Hsiang-Shang » fut l'instigateur de cette mise en valeur intensive. Les légionnaires qui le suivirent dans ses conquêtes lointaines avaient été presque tous choisis, à dessein d'ailleurs, parmi les fermiers du Hounan, sa province natale (1).

Avant la campagne du Turkestan, chaque soldat était déjà un virtuose des sciences agricoles. Dans les régions

(1) V. Gidéon Chen, *Tso Tsong-t'ang : The Farmer of Hsiang-Shang*, dans le *Yenching Journal of Social Studies*, Peiping, janv. 1934.

où ses armées étaient passées, on trouve, aujourd'hui encore, des terrains minutieusement labourés, des routes bordées de saules qu'on appelle les « saules du Marquis Tso ». Un système d'irrigation et d'exploitation minière plus avancé que celui pratiqué à l'époque de Kien-long était adopté. Pour le développement de la sériciculture, il fit venir de nombreux experts de la Chine et organisa des bureaux pour la vulgarisation de la culture des vers à soie.

Pour revenir à l'organisation du système de défrichement, des efforts très louables étaient faits dans chaque agglomération agricole, où les fermiers étaient dirigés par un chef de culture élu par eux-mêmes. Celui-ci recevait une solde de deux boisseaux de blé et de deux taels par an de la part de chaque fermier. Il s'occupait de l'ouverture et de la fermeture des écluses et connaissait également tous les différends qui pouvaient s'élever entre les fermiers. Chez les fermiers turki c'était le muézin de la mosquée qui s'acquittait de la même tâche. C'est lui, qui, au petit jour, montait au haut d'une colline pour appeler les fermiers à leur prière et ensuite à leur travail.

En un mot, l'aide matérielle fut le souci constant des dirigeants. Semences, instruments aratoires, et bêtes de somme ne firent jamais défaut aux civils et aux militaires qui voulaient se faire allouer une ferme. Ainsi, depuis l'érection du Sinkiang en province, en 1882, jusqu'en 1912, plus de 20.000 charrues d'un modèle bien supérieur aux charrues indigènes furent distribuées aux prix de revient.

Sous la République, les divers gouverneurs du Turkestan n'ont pas ralenti la tâche de défrichement de la province. Mais au lieu d'obtenir les terrains incultes par des concessions gratuites, les fermiers ne peuvent avoir de fermes qu'à titre onéreux, ce qui n'est pas encourageant

pour les éléments indigents. Depuis 1917 le Gouverneur Yang Tseng-sing ordonna aux autorités locales d'allouer au moins soixante fermes par an dans leur circonscription administrative, faute de quoi elles se verront renvoyées. Ces efforts malheureusement n'ont pas donné de résultats appréciables par faute de la situation politique très confuse. Le système d'irrigation construit depuis 1882 est aujourd'hui dans un état déplorable et ne contribue guère au développement de la culture de la province.

SECTION II.

L'IRRIGATION.

Deux fleuves seulement arrosent le Turkestan : l'Ili dans le nord et le Tarim dans le sud. Cette province, très sablonneuse, doit, pour produire, être irriguée très soigneusement. Sous les Han un système assez perfectionné avait déjà été introduit, mais ce n'est qu'avec le général Tso Tsong-Tang que des travaux d'importance furent menés à bien. D'une part le lit des rivières et des fleuves fut creusé, d'autre part l'eau provenant de la fonte des neiges fut captée et amenée dans les endroits à défricher. Dans les régions non atteintes par des cours d'eau, un certain nombre de puits artésiens furent creusés et réunis par des rigoles. Ils étaient de deux sortes : les uns creusés par les soins du gouvernement grâce à la main-d'œuvre fournie par les soldats et des ouvriers salariés, les autres creusés sur des initiatives privées. Naturellement tout ce travail fut très difficile, car la nature friable du terrain rendait souvent la construction dangereuse sinon impossible. Nombre de digues, de même que nombre d'écluses, se rompirent, sous la pression de l'eau. Certaines rigoles

avaient, dans la région de Sa-tchu, une longueur de 260 li.

En 1914, une commission hydraulique fut formée pour améliorer le système d'irrigation de la Province, mesure qui permit la mise en valeur de vastes terrains.

En résumé, sans l'irrigation, l'on n'aurait pu réaliser une politique de défrichement, clef de voûte de tout le système chinois d'exploitation coloniale.

SECTION III.

L'EXPLOITATION MINIÈRE AU TURKESTAN.

Les ressources minières du Turkestan, bien que nombreuses, ne sont pour ainsi dire pas exploitées. Des tentatives d'extraction de charbon furent faites sous les Mandchous, mais leurs résultats furent médiocres, les exploitations étant faites selon une technique très primitive et défectueuse. Les gisements se trouvent dans des endroits assez peu accessibles et situés à une grande distance des grandes agglomérations. La difficulté de recruter des mineurs, la demande médiocre tant sur le marché intérieur du Turkestan, que sur celui de la Chine proprement dite, et les difficultés de transport interdisaient en effet à la métropole de faire appel à ces ressources mal exploitées par la province. Quelques gouverneurs ambitieux, néanmoins, se sont efforcés à développer ces industries minières, mais le gouvernement n'a guère donné d'appui efficace à ces tentatives. Examinons maintenant les principales ressources minières du pays.

1) Le jade est le minerai le plus connu au Turkestan. Les tributs reçus par la Cour de Chine furent presque toujours constitués par des objets de jade, très estimés des Célestes. Cet usage remonte aux Hans ; notons un

fait symptomatique : la passe par laquelle on pénètre dans le Sinkiang s'appelle Yu-men-kuan ou Porte de Jade. Ce précieux minéral, comme l'or, se trouve dans les fleuves et dans les montagnes. De nos jours encore, le sceau du gouvernement chinois est fait de jade provenant de Khotan, la région la plus riche en jade.

2) Le fer se trouvait en très petite quantité au Turkestan, aussi fut-il vite épuisé après la conquête. La politique de défrichement exigeait, en effet, un grand nombre d'outils agricoles en fer. En 1773, le général Chou-te envoya à l'Empereur une requête demandant le permis d'extraction de fer, minéral indispensable à la vie agricole du pays. La requête fut agréée par l'Empereur et, depuis lors, les gisements en fer furent exploités à Soko, situé au sud du fleuve d'Ili, et à Aksou. Cependant, les mesures prises ne furent pas de grande portée, car le nombre de soldats envoyés à Aksou dans le but de fournir de la main-d'œuvre fut seulement d'une vingtaine, tandis qu'une trentaine de familles musulmanes furent déplacées dans le but de mettre en train le gisement de Sokol. A Aksou même, une première mine fut délaissée parce qu'elle était trop éloignée du lieu d'habitation des soldats, qui devaient en même temps cultiver la terre. Un gisement plus proche fut choisi et mis en exploitation. Peu après, des gisements nouveaux et plus importants furent découverts à Fou-yuan (au nord-est d'Ouroumtchi), où plusieurs milliers d'ouvriers furent employés. Lors de la Rébellion musulmane, les mineurs se trouvèrent dispersés et tout travail cessa. En 1919, l'on tenta de reprendre l'exploitation, sous la direction d'un ingénieur russe. Mais les résultats furent nuls, car la mauvaise qualité de la brique réfractaire employée dans la construction des hauts fourneaux les fit éclater.

3) On trouve des nappes de pétrole assez considérables

dans la région de Ou-sou. Une trentaine de puits, dont la moitié environ est en exploitation, ont été établis vers la fin de la dynastie mandchoue. Le pétrole obtenu n'est d'ailleurs pas de très bonne qualité et d'après la « China Economic Bulletin » la production de 1930 était seulement de 50.000 *king* (1), quantité pratiquement insignifiante. A l'est et au sud d'Ouroumtchi se trouvent d'autres poches, mais le manque de personnel compétent et d'ouvriers spécialisés fait que toutes les tentatives d'exploitation ont échoué.

4) Le cuivre est assez abondant au Turkestan, car il y a des mines à Pai-tcheng, à Koutchou, à Aksoû et à Kachgar. Celles-ci ont été exploitées après la venue des premiers Mandchous, surtout pour la frappe de la monnaie intérieure du Turkestan. Le manque de charbon de bois nécessaire à la fonte du minerai, a beaucoup entravé l'exploitation et explique la quasi-indifférence du gouvernement provincial, bien que certains gisements soient d'une teneur élevée.

5) A Tabagartai, Yu-tien, Yien-tchi et Tourfan on trouve des gisements d'or très riches. Les fleuves de la région du Mont Altaï (qui signifie en turki : Mont d'or) charrient des paillettes du métal précieux. En 1915, 70.000 *liang* (2) furent prospectés dans cette région et l'on a estimé que les réserves totales d'or pur atteignent le chiffre de plus de 30.000.000 de liang. En février 1931 une dizaine de milliers de Cosaques vinrent s'installer dans les régions aurifères afin d'y exploiter les gisements. Peut-être verra-t-on bientôt dans cette province, dont les richesses viennent à peine de se révéler, un nouveau *Gold Rush* analogue à ceux d'Australie et du Klondyke.

Dans l'ensemble, le rendement anormalement bas de

(1) Le *king* ou livre chinoise vaut 596 grammes.

(2) Le *liang* ou once chinoise vaut 37,3 grammes.

l'exploitation minière est dû dans une très grande mesure à une organisation particulièrement défectueuse. Les dirigeants locaux se sont préoccupés de donner des directives, mais celles-ci pèchent par le manque de précision et de netteté dans les idées.

Citons, par exemple, le cas de l'exploitation aurifère de Yu-tien qui a changé six fois de plan de travail en une quarantaine d'années. Peu après l'érection du Sinkiang en Province l'on créa un Bureau pour l'Exploitation aurifère (*King-ko-tchui*) qui avait le monopole de l'extraction de l'or. Peu à peu des concessions furent faites aux compagnies privées, sous condition que le produit de l'extraction serait livré au gouvernement provincial qui leur rachetait le minerai à un prix fixé par lui. Cette méthode occasionna bien des abus, car les concessionnaires ne pouvaient être contrôlés de façon efficace. Par la suite, une sorte de consortium, composé des représentants des entreprises privées mentionnées ci-dessus et du Bureau de l'Exploitation aurifère fut institué. Les résultats furent assez satisfaisants. Le Général Yang en qui prit le pouvoir en 1912 revint à l'ancienne méthode de faire des concessions aux compagnies privées, méthodes qui lui paraissait moins onéreuse. En 1925, il supprima même la taxation pour encourager l'exploitant.

L'on promulgua aussi des règlements en faveur des ouvriers et afin de supprimer les abus. On commença à construire des usines, mais elles ne purent être achevées, par suite de la Rébellion de 1930.

En plus des richesses minières dont nous venons de parler avec quelques détails, il est utile de signaler la présence d'argent, de zinc, de sel ; mais ces ressources sont assez peu exploitées.

SECTION IV.

L'ÉLEVAGE.

Dans les plaines du Mont Altaï et les steppes situées au nord-ouest de la Province, il y a des possibilités d'élevage intensif. Les moutons et les chevaux provenant de cette partie de la Province ont été de tout temps connus. Les populations sont presque toutes nomades et vivent de l'élevage. Cette richesse très considérable n'est pas restée inexploitée et les Chinois n'ont pas manqué d'en tirer les plus grandes ressources possibles. Vers 1761 Kien-Long fit établir des fermes spécialisées dans l'élevage des chevaux, des chameaux et des moutons, où des soldats en garnison dans les montagnes étaient employés. Les premières fermes s'établirent à Ili, à Tabargataï, à Barkol et à Ouroumtchi. En 1853 l'on estimait déjà à plus de 36.000 le nombre de chevaux appartenant à ces établissements. Un grand nombre de chevaux était exporté vers la Chine, pour monter les armées chinoises.

Lors de la Rébellion de 1865, la totalité de ces réserves fut détruite ; on cite souvent le cas des habitants des environs de Barkol, qui pour apaiser leur faim, consommèrent plus de 14.000 chevaux. De nos jours pourtant l'élevage a repris son importance première et l'on peut estimer qu'il y a au moins 60.000 chameaux, 2.000.000 de chevaux, 1.000.000 de bœufs et plus de 20.000.000 de moutons au Turkestan. Les produits fournis par ces animaux tels que les laines, les peaux, la graisse, etc., constituent la majeure partie des exportations du pays vers la Russie. Il est à remarquer que dans ce domaine la Province n'a pas atteint son développement maximum. Les réserves pourraient être bien plus considérables, n'était le manque d'initiative privée, qui

ne permet pas d'obtenir de meilleurs résultats. Les disputes entre nomades au sujet des lieux de pacage ne sont pas étrangères non plus à cet état de choses. Une mesure prise récemment par le Gouvernement en faveur des Turkis, a permis à ceux-ci de s'installer dans les lieux d'élevage du nord. Cependant il y a une crise du logement d'hiver, ce qui mécontente les Turkis. De leur côté les populations du nord se voient plus ou moins ouvertement évincées et n'acceptent pas la chose de gaité de cœur.

SECTION V.

AUTRES EXPLOITATIONS.

Le tissage est actuellement une des grandes industries de la Province. La première filature et la première tannerie ont été installées en 1929, aux environs d'Ouroumtchi. Il y a également une tannerie à Ili. Des usines auxiliaires pour la fabrication du papier, du savon, et des tapis ont également été créées, mais la production et la qualité ne sont ni très intenses ni très bonnes, si bien que la Province dépend pratiquement encore de la Russie, dont les produits sont très accessibles. Notons de plus les louables efforts de la part des autorités pour organiser les P.T.T. (1), des lignes de transport, des centrales électriques et des postes de radio.

Il est toutefois nécessaire, avant de terminer ce chapitre, d'indiquer qu'il faut améliorer très sérieusement l'équipement industriel pour exploiter convenablement les immenses ressources du pays jusqu'ici peu exploitées, afin d'atteindre un rendement normal.

(1) Le service des P.T.T. entre Pékin et Yarkand, qui couvre une distance de 7.079 kilomètres, est la plus longue ligne postale du monde.

CHAPITRE IV

LE CONTACT DES RACES AU TURKESTAN CHINOIS

SECTION I.

APERÇU DES RACES HABITANT LE SINKIANG.

De par sa situation géographique, le Turkestan chinois peut être appelé à juste titre le carrefour des nations. Depuis la plus haute antiquité les voyageurs de tous les pays ont noté la diversité des races qui habitaient l'Asie centrale. En 330-326 avant l'ère chrétienne les légions d'Alexandre le Grand, en traversant l'Oxus ou l'Amou-darya pour descendre dans l'Inde, avaient touché les confins du Pamir (1). On prétend qu'elles avaient laissé derrière elles une colonie de soldats dont sont issus les Tounganes (2) ou Musulmans chinois qui habitent le Kansou et le Sinkiang. L'inauguration de la Route de la Soie par le Général Tchang-tchien et l'extension de l'Empire romain, les voyages des pèlerins et bouddhistes chinois et plus tard, ceux de Marco Polo, avaient contribué au métissage des nations différentes. Bordé à l'est par le grand désert de Gobi, à l'ouest par

(1) Pelliot, *Explorations et voyages dans la Haute Asie*, Paris, 1931.

(2) Tounganes, dérivé des mots turcs et persans signifie : « laissé derrière soi ».

les Pamirs, au nord par l'Altaï et au sud par les Kouen-louen, le Turkestan chinois forme un *melting-pot* naturel pour les races occidentales et orientales toujours aux prises les unes avec les autres.

Ethnologiquement, les populations au nord des Monts Célestes sont plus variées que celles du secteur Sud, essentiellement musulmanes.

Dans le Secteur nord il y a : 1) *Les Chinois*, fonctionnaires et descendants de colons militaires installés dans des régions fertiles lors des grandes conquêtes mandchoues. 2) *Les Tounnganes*, ou sinico-mahométans. Parlant la langue chinoise, ils sont pourtant tout à fait différents des Chinois. La plupart d'entre eux furent transplantés de la province limitrophe du Kansou au Sinkiang par l'Empereur Kien-long. 3) *Les Mongols*. Au cours des siècles le Turkestan a toujours été le lieu de rencontre de différentes dynasties mongoles. Aussi l'empreinte mongole y est-elle très forte. Ceux qui habitent le Turkestan sont connus sous le nom de Dzoungars (1), originaires de la Dzoungarie, située entre les Monts Célestes et l'Altaï. Les Dzoungars sont séparés de leurs congénères de la Mongolie extérieure (dont ils sont ennemis) par une espèce de *no man's land* qui les maintient à une distance respectable. Les populations mongoles se divisent en trois groupes ou ligues. Les *unen susuktu*. D'origine « vieux Torgots » et se composant de dix étendards on les trouve depuis le versant sud de l'Altaï jusque dans la région de Tabargataï. Les *bato setkhiltu*. Répartis en trois étendards et issus de la division centrale des Hoshot, ils habitent le plateau de Yulduz au nord-ouest de Karachar, au cœur même des Monts Célestes. Les *ching setkhiltij*. Ils se composent de

(1) Dzoungar ou *jon gar* veut dire en mongol « l'aile gauche » ou la branche gauche des dynasties des Mongols Occidentaux.

deux étendards de Nouveaux Torgots, d'un étendard de Habchak ou Nouveaux Hochots et de sept étendards d'Oriangghai. Nuancés de sang turc, ils n'ont pas d'habitat fixe. A cela il faut ajouter les peuples nomades tels que les Kassaaks, les Kirghiz et les Tajiks qui émigrent souvent d'une région à l'autre autour de la frontière sino-russe. 5) *Les Mandchous*. Sédentaires, ils forment des groupes mieux organisés et se trouvent dans les grands centres administratifs, notamment dans les régions de l'Ili et de Chuguchak. Descendant des colons militaires venus à l'époque de Kien-long, ils sont aujourd'hui propriétaires de terrains. Les Solon et Sibodécendus des étendards des mêmes noms sont originaires de la Mandchourie du nord et du centre. Ils gardent encore leurs parlers et leurs coutumes. La classe des Mandarins à Ouroumtchi et Ili, par contre, s'est vite sinisée. Certains passent pour être Chinois.

Au sud des Monts Célestes, les populations sont beaucoup moins disparates. A part quelques agglomérations mongoles et des fonctionnaires et marchands chinois, presque tous les habitants sont musulmans. Ils parlent une langue turque très pure et ancienne. Mais ce ne sont nullement des Turcs purs. Classés par les anthropologistes comme du type *Homo alpinus*, ils ont le teint plus clair que les Mongols et les Chinois, des cheveux bruns qui tirent sur le roux et des yeux gris, voire bleus. Dans les annales chinoises, ils étaient souvent appelés *Turki* à cause de la langue qu'ils parlent. Ils sont aussi connus sous le nom de *Tchan-houei*, ou « musulmans porteurs de turbans » ou encore *Ouiguirs* nom qu'ils se sont donné eux-mêmes. Ce sont eux qui constituent la majorité, estimée de 70 à 80 %, de la population du Turkestan chinois. Les Ouiguirs, à la différence des peuples nomades du nord, ont toujours su, malgré les diverses conquêtes, garder leur race relativement pure, grâce aux conditions

atmosphériques de la région qu'ils habitent, laquelle, à cause de la pluviosité extrêmement rare, ne renferme pas de lieux de pacage pour les conquérants nomades passagers.

SECTION II.

LE MOUVEMENT DES POPULATIONS AU TURKESTAN CHINOIS.

Nous nous préoccupons de traiter deux facteurs qui ont fait de la population du Turkestan chinois ce qu'elle est actuellement : les mouvements des populations indigènes et l'immigration chinoise. Celle-ci ne fut en général pas activée par l'action du gouvernement ; d'autre part la politique de l'Empereur Kien-long fut de brasser les populations non chinoises du Turkestan afin de conserver son hégémonie sur le pays.

1. — *Immigration chinoise au Turkestan chinois.*

La conquête du Turkestan chinois sous les Mandchous ne voit aucune émigration appréciable ordonnée par le Gouvernement. A part les petits commerçants qui suivaient les armées et qui fournissaient aux soldats de menus objets, l'on peut dire qu'il n'y eut pas de mouvement considérable de population chinoise vers le Turkestan.

Ce n'est que vers 1887 que l'on constate un gros effort de la part du gouvernement chinois qui adopte alors des mesures tendant à provoquer une émigration chinoise vers le Turkestan. Une délibération ministérielle fixa de façon définitive que des condamnés seraient envoyés dans le Sinkiang. Dans les premières années des détachements de 1.500 hommes y furent con-

duits, et par la suite ce chiffre fut porté à 2.500. Bien que ces chiffres soient assez peu considérables, l'organisation instituée pour accueillir les nouveaux arrivants était très satisfaisante. Des lots de terrain de 60 mou étaient alloués aux groupes de deux condamnés ; à la tête de dix groupes se trouvait un sous-chef de plantation et de 50 groupes, un chef. Au-dessus de cinq chefs se trouvait un inspecteur général qui veillait au bon fonctionnement de l'exploitation. Pour les frais d'outillage, l'on avançait 6 taels, pour la construction de maisons capables d'abriter 2 individus, 8 taels. De plus, l'on donnait deux bœufs d'une valeur de 24 taels environ, une pension alimentaire mensuelle de 1,8 tael et une ration mensuelle de 90 livres chinoises de pâtes alimentaires. Les chefs jouissaient d'une allocation double de terrain et recevaient un salaire mensuel de 2 à 4 taels en plus des avantages accordés aux condamnés ordinaires. La moitié des sommes avancées était remboursable après la première récolte et à la deuxième toutes les dettes devaient être éteintes. Dans le cas d'années de disettes et de récoltes insuffisantes, les dettes étaient reportées à l'année suivante. Trois ans après le remboursement de l'argent prêté, ces colons étaient invités à payer la moitié des impôts fonciers, normalement perçus sur les colons militaires et civils de la Province. La proportion des hommes mariés parmi ces condamnés devenus colons, était d'environ 10 à 20 %, c'est pourquoi, le général Lui Kingtang demanda, dans une requête, que les femmes des condamnés mariés fussent envoyées au Turkestan. L'Empereur accepta et accorda même la grâce des condamnés, faisant de ceux-ci des sujets libres de la Province du Sinkiang.

Ce système, très méritoire, entraîna des frais énormes pour le gouvernement chinois et ne donna pas les résultats escomptés. En effet, rien ne fut fait pour encou-

rager l'émigration privée et bientôt le système tomba en désuétude. Sous la République, les guerres civiles en Chine, les rébellions au Turkestan et la guerre sino-japonaise ont empêché et empêchent encore le gouvernement de projeter et d'organiser l'émigration.

Ainsi sur une population de 2.670.000 individus, le Turkestan chinois ne compte que 150 à 200.000 Chinois. Ce chiffre si peu élevé, nous incite à nous poser un certain nombre de questions sur l'attitude des Chinois envers la colonisation, surtout à l'époque moderne. Les Chinois ne s'expatrient pas volontiers et pour eux, c'est un sacrilège que d'être enterré à l'étranger. Ceux qui ont été appelés dans des pays lointains par les nécessités de la vie s'arrangent pour rentrer périodiquement dans leur village natal. C'est ainsi que les commerçants du Chan-si rentraient habituellement tous les trois ans, et les jeunes gens qui suivaient leur père au Sinkiang étaient obligés de rentrer vers dix-huit ans pour se marier.

Dans l'esprit des Chinois, le Sinkiang passait d'ailleurs pour un pays particulièrement désagréable à habiter. Certains annalistes chinois, de façon très symptomatique, mettent l'accent sur les déserts et sur les sables mouvants qui séparent la Chine des Contrées de l'Ouest. Ainsi, depuis une époque aussi reculée que celle des Han, l'on désigne certains monts du Turkestan chinois par des noms de maladie (Petits et grands Monts du Mal de Tête) suggérant ainsi les terribles dangers qui menacent le voyageur.

Jusqu'à ces derniers temps, les moyens de communication entre les deux pays ont été rudimentaires, les routes des caravanes sont peu accessibles et il est extrêmement coûteux de voyager dans cette région. Les quelques colons établis au Turkestan provenaient en général de la Chine septentrionale, excepté, bien en-

tendu, la suite du général Tso Tsong-tang dont le pays d'origine était le Hou-nan. Parmi les agriculteurs, les originaires de Tien-tsin étaient les meilleurs travailleurs, leur spécialité était le jardinage et la culture en serres. C'est ainsi que la ville d'Ouroumtchi est approvisionnée toute l'année en légumes verts. Le coton, culture tout à fait nouvelle pour la province, et le riz retiennent particulièrement l'attention des originaires du Hou-nan et du Hou-peï. Pourtant, les émigrés des provinces du Chan-si et du Shen-si louaient leurs terres à des indigènes Turkis et se livraient à la culture de l'opium.

Si l'on compare les Mandchous et les indigènes aux divers types de colons chinois, l'on doit rendre hommage aux qualités d'endurance, de travail et de labeur de ceux-ci. Peu lettrés, peu travailleurs, les Mandchous préféraient une vie misérable et précaire à une vie d'activité intense. La politique du gouvernement de Pékin fut cependant de les favoriser car ils avaient rendu des services en tant que soldats. Nombre de pensions leur étaient versées, d'où une situation très onéreuse pour le gouvernement.

La plupart des petits commerçants qui s'étaient exilés au Sinkiang, n'avaient pas l'intention de s'y fixer. Dès qu'ils avaient amassé une petite fortune, ils s'empresaient de rentrer chez eux. De son côté, le gouvernement n'était pas toujours disposé à verser des sommes pour l'établissement de colons dans le Sinkiang.

Ainsi échoua l'effort d'émigration chinoise au Turkestan sous les Mandchous. Le gouvernement, n'ayant pas de programme d'émigration fixe préféra utiliser son argent ailleurs qu'au Turkestan. Comme la colonisation est, à coup sûr, un fait capitaliste (1) il n'est donc pas

(1) V. en ce sens, Maunier, *Sociologie coloniale*, Paris, 1932, p. 27.

étonnant qu'un gouvernement qui lésine sur les frais dans son œuvre coloniale récolte plus tard des mé-comptes coloniaux en dépit de la bonne volonté de quelques dirigeants clairvoyants.

2. — *Les mouvements de populations indigènes.*

Par populations indigènes nous entendons toutes les populations habitant le Turkestan sauf les Chinois et les Mandchous, qui constituaient sous la dynastie des Mandchous, les classes dirigeantes. Ces populations indigènes souvent hétérogènes, furent l'objet de divers mouvements de populations très habilement ordonnés par l'Empereur Kien-long. De petites tribus en minorités qui avaient été chassées de leur foyer par d'autres peuplades avant la conquête y furent vite ramenées. Ainsi l'Empereur gagna de nombreux groupes ethniques, notamment parmi les Musulmans. Les Tourfans dont le chef régnant se vit conférer le rang de Prince par l'Empereur furent rapatriés en 1759. Avant la fin de la campagne contre les Dzungars, d'autres groupes importants de cultivateurs musulmans du Secteur sud furent eux aussi, renvoyés dans les régions fertiles du Secteur nord où ils trouvèrent de nouveaux foyers.

Pour les grands groupes ethniques l'Empereur usa tantôt de la magnanimité et tantôt du prestige pour les maintenir à la place qu'il leur désignait. En envoyant de la province limitrophe de Kansou au Turkestan de nombreux Tounganes dans la Dzungarie, il avait non seulement éliminé les facteurs musulmans inquiétants de la Chine, mais avait pu aussi les utiliser comme un isolant pour désintégrer les forces redoutables entre des groupements ethniques mongols eux-mêmes. Ainsi des transports de peuples entiers furent réalisés, grâce

à une exceptionnelle politique d'empire. Nous donnons un aperçu de la réintégration des Eleuthes, fait sans précédent dans l'histoire moderne et qui a été l'objet de nombreuses études de savants étrangers.

A la veille de la conquête du Turkestan, les Eleuthes, ou « Olöts », issus des Mongols occidentaux étaient aux prises avec leurs concitoyens les Khalkas de la Mongolie extérieure. Les Eleuthes eux-mêmes se divisèrent en deux branches, l'aile ouest (ou en Mongol Baragon Gar) et l'aile est (ou en Mongol Jon Gar). Celle-ci, devenue très puissante, chassa les Baragon Gar qui émigrèrent jusqu'en Astrakan, sur les rives de la Volga (1690). Lorsque les Jon gar pour étendre leur empire se risquèrent à descendre jusque dans les plaines de la Mongolie intérieure, ils se heurtèrent aux forces croissantes des Mandchous qui s'opposèrent à leur poussée et les battirent. Après cette victoire, l'Empereur Kien-Long rappela en 1771 les minorités Baragon Gar qui, opprimées et réfractaires à la conscription russe, répondirent avec entrain à l'appel de celui-ci et retraversèrent au prix de difficultés sans nombre les plaines et les steppes glacées de la Sibérie méridionale pour retrouver leurs foyers abandonnés jadis par leurs aïeux. La présence de ces populations nouvellement rétablies au Turkestan contre-balança efficacement l'influence mongole.

Signalons entre autres que de nos jours il y a de forts courants d'émigration parmi les populations turki qui, répondant à l'appel du gouvernement soviétique russe, travaillent en Asie centrale russe, surtout dans la culture du coton. Ces travailleurs se chiffrent au moins à 100.000.

SECTION III.

L'ANIMOSITÉ ENTRE MUSULMANS ET CHINOIS.

Depuis la conquête jusqu'à nos jours, l'on a constaté au Turkestan chinois un antagonisme violent entre populations musulmanes et chinoises, et cela malgré l'absence totale de prosélytisme religieux de la part des Chinois. Cette lutte ne semble nullement s'apaiser ; bien au contraire, le nombre des émeutes locales dues à l'incompréhension des fonctionnaires chinois, et au caractère insoumis des Musulmans, ne fait que croître de jour en jour.

Il faut rappeler, tout d'abord, qu'une des raisons majeures de la conquête du Turkestan chinois par les Mandchous, fut le danger pressant que l'influence croissante des populations musulmanes du Kansou faisait peser sur la Chine proprement dite d'alors. Aussi faut-il considérer les rébellions musulmanes au Sinkiang comme une sorte de chocs en retour des émeutes qui avaient eu lieu dans diverses régions de la Chine.

Des insurrections se produisirent vers 1818, 1826 et 1834. Cependant nous n'insisterons que sur celles de 1865 et de 1931, étant donné leur importance et leurs répercussions. La première commença en 1855 dans la province du Yunnan. Sept ans plus tard, ses conséquences se firent sentir dans le Kansou, puis finalement dans le Turkestan chinois. (En effet, la rébellion des Taï-pings, grave crise qui mit en danger la vie de la Chine, fut exploitée par les Musulmans).

En 1865, un aventurier, Yakub-beg, qui s'était distingué dans des guerres contre les russes en Asie centrale, s'empara de la Kachgarie, et usurpa le domaine des Khoja. Ceux-ci se prétendaient descendants du prophète

et régnaient sur cet Etat depuis le seizième siècle. Les Mahométans du Kansou et ceux du Secteur nord du Turkestan chinois, musulmans fanatiques, se soulevèrent afin de secourir leurs coreligionnaires du Secteur sud et de les libérer de l'usurpateur. Lorsque le danger Taï-pings fut passé, le Général Tso Tsong-tang mena en 1875 des armées considérables à la conquête du Turkestan chinois. Les villes fortes du Kachgar, Yenghi-hissar, Yarkand tombèrent l'une après l'autre et finalement le 3 janvier 1878, Khotan, le dernier point de résistance, céda. Le Turkestan chinois était tout entier soumis.

Au cours de cette campagne, Musulmans aussi bien que Chinois firent preuve d'une grande cruauté. Les Musulmans n'épargnèrent nullement les résidents et fonctionnaires chinois, tandis que les soldats chinois ne manquèrent pas d'exercer des représailles très sévères lorsque l'occasion s'en présenta. Un très grand nombre d'hommes furent passés par les armes et les massacres de populations civiles furent si terribles qu'ils aboutirent à une dépopulation considérable. Lorsque l'ordre fut rétabli, un certain nombre de fonctionnaires furent recrutés dans l'armée d'occupation. C'était des gens encore pleins de l'ardeur du combat et de haine envers la race qu'ils venaient de soumettre. Cela ne facilita pas les rapports entre Musulmans et non-musulmans. Plus tard, de l'intérieur de la Chine, vinrent des agents administratifs ; ils avaient acheté leur charge et ne possédaient aucune connaissance sérieuse de la langue du pays. Ils s'exilaient d'ailleurs dans l'unique but de s'enrichir et se livraient sans vergogne à la prévarication. Les différends qui s'élevaient entre Musulmans et Chinois étaient réglés par le truchement des Mollas ou « interprète » qui les réglaient au mieux de leurs propres intérêts.

Le Gouvernement, en adoptant une politique de xéné-

lasie, tenait d'ailleurs à séparer les Musulmans des Chinois, de peur que ceux-ci ne provoquent les Musulmans, considérés comme arriérés et ignorants.

Dans les villes où les Chinois vivaient en grand nombre telles que Kachgar et Yarkand, des villes chinoises avaient été créées qui s'opposaient aux villes musulmanes. Les fonctionnaires chinois restaient dans les villes chinoises, tandis que les begs musulmans restaient dans les leurs.

Un autre facteur prépondérant, qui ne favorisait nullement le contact entre les deux populations était l'absence, voulue par les dirigeants, de toute exogamie. Il était d'ailleurs interdit aux femmes musulmanes de mettre le pied dans la ville chinoise. Cette mesure flattait particulièrement les Musulmans pour lesquels le mariage entre mahométans et hétérodoxes était absolument pros crit. Dans la vie économique, les prêts, les baux et les embauches de main-d'œuvre étaient considérablement entravés par une administration pointilleuse et tracassière.

Sous la République, la tension entre les deux races ne s'est pas relâchée. En effet, l'armée provinciale très mal organisée n'a rien fait pour ménager les Musulmans, que les magistrats prévaricateurs et avides n'ont cessé de spolier.

Le gouverneur King Chou-jen qui gouverna de 1928 à 1933 avait fondé une sorte de compagnie de commerce provinciale, qui jouait le rôle d'un véritable monopole établi sur la province. Des peaux de mouton d'une valeur de 2 ou 3 dollars sur le marché international étaient achetées au dixième de leur prix réel ou expropriées si le producteur ne voulait pas les vendre de gré à gré. La maison princière de Hami, de croyance religieuse musulmane, fut saccagée par les suivants du gouverneur, et toutes les richesses confisquées. Vers 1930 Ne-

tse-eu, fils du prince précédent de Hami, monta sur le trône ; devant la résistance de ses administrés, il demanda l'aide du gouvernement provincial, et vit son territoire divisé en trois sous-préfectures : Hami, Y-ho, et Y-ou. Les autorités chinoises installées en 1930 eurent soin de taxer les Musulmans à partir de l'année 1929 alors que les Chinois étaient exemptés des impôts pendant deux ans. De plus le gouverneur fit installer des fermiers chinois sur les terrains de cultivateurs musulmans évincés par lui. Cet état de choses a donné lieu à des insurrections musulmanes encore plus violentes que celles de 1865.

Une rébellion particulièrement brutale éclata dans le Kansou en 1930 dont l'animateur, un jeune sino-mahométan de vingt-et-un ans s'appelait Ma Tchong-ying. Il voulait créer un Etat musulman autonome et son mouvement souleva un enthousiasme considérable parmi les musulmans du Turkestan. Cette rébellion fut marquée, le 12 avril 1931, par un coup d'Etat, résultat d'un complot tramé par des chinois et des musulmans qui voulaient libérer les populations musulmanes du joug de ce gouverneur et créer un régime équitable. Grâce aux soldats russes naturalisés qui se rangèrent aux côtés des révolutionnaires, ceux-ci pénétrèrent dans la résidence du gouvernement et le chassèrent. Le 14 avril le gouvernement provincial nouveau fut fondé sous la présidence du général Chen Che-tsai.

Le jour même de l'inauguration de ce gouvernement à tendances autonomistes, le jeune général Ma Tchoung-ying, promoteur de la révolte avec son jeune frère, firent leur deuxième entrée dans le Turkestan, et menacèrent Ouroumtchi. C'est alors que le gouvernement de Nankin se rendit compte de l'extrême gravité de la situation et décida d'envoyer au Turkestan le chef en second de l'Etat-major général de l'armée qui arriva à Ouroumtchi

le 10 juin par avion. Il se rendit auprès du nouveau gouverneur, contre lequel des complots se tramaient. Cependant il ne réussit pas dans sa mission et le 20 juin il était de retour à Nan-kin.

Le problème prenait une ampleur internationale et commençait à attirer l'attention des Etats voisins. Pour y remédier, le gouvernement alla jusqu'à envoyer au Turkestan comme conciliateur, le Ministre des Affaires étrangères, le docteur Lo Wen-kan.

Le 9 septembre le ministre eut un entretien avec le général rebelle Ma Tchong-ying qui ne lui fit aucune promesse de cesser ses actes d'hostilité. Déçu, le ministre regagna peu après la Chine.

A peu de temps de là les révoltes s'étendirent à Khotan où l'Emir de la ville prit lui aussi les armes et se mit à massacrer les Chinois dans la région. Certains furent même contraints à se convertir à la religion musulmane. Petit à petit la plus grande partie se trouva conquise et par suite de mouvements spontanés, un nouveau gouvernement, la République du Turkestan, fut inauguré. Il était constitué d'éléments presque uniquement turkis. Pourtant des désaccords s'élevèrent entre Musulmans de Kachgar et ceux de Khotan, et un nouveau mouvement se dessina dans cette dernière ville. Le 20 septembre 1932 le gouvernement chinois d'Ouroumtchi reprit les opérations contre le général musulman pour le contre-attaquer dans la région d'Ouroumtchi. Grâce à une vingtaine d'avions et à quelques dizaines de chars d'assaut, les forces du gouvernement réussirent à chasser de cette région Ma Tchong-ying, qui se replia au sud des Monts Célestes.

L'idée première de Ma fut de rallier les populations musulmanes des oasis du sud. Mais celles-ci bien que coreligionnaires avaient surtout des tendances turkis autonomistes. Ma réussit à écraser le gouvernement auto-

nome de Kachgar mais fut à son tour battu par les forces chinoises qui exploitèrent en temps propice la rivalité entre Musulmans turkis et Musulmans chinois.

SECTION IV.

LE MOUVEMENT AUTONOMISTE.

Le problème des mouvements autonomistes au Turkestan est en effet le problème le plus épineux que la Chine ait à résoudre. La diversité des races, à laquelle nous avons déjà fait allusion, ne permet pas de préciser l'origine des différents mouvements autonomistes. Il est bien difficile de caractériser ceux-ci étant donné la multiplicité des races et des tribus qui y ont pris part. Pourtant, la persistance de ces mouvements dont les Turki étaient les principaux instigateurs fait que le Turkestan peut être comparé à l'Irlande, qui, au cours des siècles et en particulier du dix-neuvième et du vingtième siècles a compliqué la vie de l'Angleterre. De même l'existence de la Chine fut rendue difficile par suite des différends problèmes posés par le Turkestan.

Les événements politiques du passé ont fourni aux indigènes de nombreuses occasions de se soulever. Mais les aspirations autonomistes à proprement parler ne sont pas traduites par ces rébellions mêmes, celles-ci n'étant dans la plupart des cas qu'une manifestation extérieure contre le régime imposé.

Voici les deux mouvements autonomistes les plus connus de notre époque :

1) Liberté restreinte accordée par les autorités provinciales.

Le 14 avril 1931, peu après le coup d'Etat d'Oroum-

tchi, un gouvernement local fut fondé sous la présidence du Général Cheng Che-tsai. L'idée directrice qui anima ce gouvernement était de séparer les pouvoirs civils et militaires en trois sections : section diplomatique, section financière et section de reconstruction.

A Ouroumtchi, toutes les nations étaient représentées ce jour là et un comité provisoire de gouvernement fut institué, composé comme suit : 27 Chinois, 2 Russes naturalisés, 5 Turkis, 2 Mongols, 4 Musulmans chinois, 2 Kassaaks et 2 Sibos, en tout 44 membres. Une constitution fut rédigée dont les articles étaient :

1) Toutes les nations jouissent d'une égalité absolue au point de vue politique, économique et éducatif.

2) Tous les fonctionnaires sont recrutés par voie de concours ou d'élection. Aucune distinction n'est faite entre les individus de races et de provinces différentes.

3) Le peuple possède la liberté de réunion, la liberté de la presse, la liberté de parole et la liberté d'association.

4) Toute politique illégalement pratiquée et tendant à asservir les citoyens sera abolie.

5) Les moyens de communication seront développés et les niveaux de vie des différentes nations, populations et races seront égalisés.

6) L'exploitation minière du Sinkiang sera développée afin de le rendre économiquement indépendant.

7) Une politique collectiviste aidera le paysan et l'économie rurale.

8) Le pouvoir diplomatique appartiendra au gouvernement central chinois.

9) L'instruction publique sera basée sur les principes du Kuomin tang.

10) Il y aura unité budgétaire entre le Sinkiang et la Chine.

Ce mouvement, œuvre de partisans chinois, n'était donc pas un mouvement autonomiste au sens propre du mot. Une fois bien établi, ce gouvernement nouvellement créé se substitue à l'ancien et devient l'autorité provinciale elle-même.

2) Séparation d'avec la métropole.

Dans la Kachgarie, vers 1931, un mouvement autonomiste très net se dessina alors que les armées de Ma Tchong-ying étaient aux prises, dans le Secteur nord de la province, avec les armées provinciales ; les Musulmans se livraient à des massacres de populations chinoises, et un certain fanatisme religieux se donnait pour tâche d'éliminer tous les éléments étrangers, afin de rendre une homogénéité à la population, dont 80 % environ étaient musulmans. Le ministre chinois Docteur Lo Wen-kan lors d'un bref séjour à Ouroumtchi en 1932, dut abandonner son projet de faire une tournée d'inspection dans la Kachgarie, foyer du nationalisme musulman au Sinkiang.

Le mouvement autonomiste se cristallisa lorsqu'en août 1933 le *Kouroultai* (congrès national) se réunit à Kachgar (1) : il en résulta la proclamation le 12 novembre 1933 de la « République du Turkestan Oriental ». Hodja Nyaz Hadji, ancien lieutenant du général Ma, fut élu président.

Ce gouvernement se distingue de celui créé naguère à Ouroumtchi en ce qu'il était formé d'éléments purement turki de la région de Kachgar, à tendance kémalistes et anti-bolcheviste. Ni Chinois ni Mahométan chinois ne figurait sur la liste du gouvernement. Ce gouvernement, dont les principes directeurs étaient inspirés du Coran (art. 1 de la Constitution Nationale) avait pour

(1) V. *Le Temps* du 19 janvier 1934,

tâche d'assurer le bonheur du pays et de la nation, en demandant au gouvernement de Nankin et à la S.D.N. un appui qui permettrait au peuple d'arriver à ses fins (art. 2).

Ainsi, le nouveau gouvernement s'assignait pour tâche de créer une nouvelle personne de droit international public. Tout en restant libre elle devrait jouir de la protection de Nankin et de Genève qui lui donneraient un statut juridique analogue à celui d'un Etat sous mandat (1).

Mais en réalité ce nouveau gouvernement était fortement soutenu par l'Angleterre, désireuse de tenir son empire à l'abri de la marée montante de l'influence russe en Asie centrale.

Par suite de désaccords entre les membres du gouvernement le mouvement s'effondra, et en février 1934 il fut finalement renversé par les troupes tounganes du Général Ma, que d'aucuns prétendent être à la solde de la Russie. Coreligionnaire des Tounganes, ce gouvernement éphémère n'avait pourtant pas voulu coopérer avec ceux-ci, car son but final était de créer un Etat autonome. Après la dissolution du Gouvernement, Hodja Nyaz Hadji se soumit au gouvernement provincial d'Ouroumtchi dans lequel il occupe un poste important.

Telle fut la fin de ce mouvement autonomiste qui aurait pu faire séparer complètement le Sinkiang d'avec la Chine. On peut attribuer sa non-viabilité à deux facteurs : le manque de puissance militaire du pays autonomiste qui le rendait incapable de secouer l'assujettissement du pays colonisateur, et le caractère hétérogène

(1) Ici pourtant c'est le pays autonomiste qui sollicite la protection d'un Etat mandataire, mettant inconsciemment la Chine sur le même plan que la S.D.N.

du pays colonisé qui rendait la tâche des autonomistes extrêmement ardue (1). A cela il faut peut-être ajouter le manque de clairvoyance des chefs autonomistes, qui, soit par leur cupidité, soit par leur égoïsme, ont contribué à l'échec d'un mouvement dont le but était légitime. On peut donc conclure que tout mouvement autonomiste de cette nature, quel que soit l'esprit qui l'anime, ne peut être considéré que comme un mouvement régional n'ayant pas de portée internationale.

(1) V. en ce sens, Rolland et Lampué, *Précis de Législation coloniale*, p. 39.

CONCLUSION

Après avoir fait l'historique des diverses phases de l'œuvre colonisatrice de la Chine dans le Turkestan chinois, nous nous proposons de terminer cette étude en nous posant une dernière question : quel est l'avenir de ce pays, qui, pendant plus de vingt siècles a subi des dominations étrangères, et surtout la domination chinoise ? Pour répondre à cette question, nous devons examiner successivement : sa situation internationale, sa situation intérieure et enfin, sa situation vis-à-vis de la métropole.

a) *La situation internationale.* — L'importance stratégique du Turkestan chinois fixe de plus en plus l'attention du monde entier. Trois puissances principalement ont tenté et tentent encore d'attirer le Turkestan dans leur orbite, en resserrant leur emprise sur ce pays. La Chine, bien qu'ayant adopté une politique plus libérale de nos jours, n'est pas disposée à abandonner les droits que des siècles semblent lui avoir consacrés. La Russie, de son côté, fait de son mieux pour placer l'Asie centrale sous son égide ; son but étant de mettre la main sur la totalité de cette province, qui touche à son immense territoire. Quant à l'Empire britannique, il ne serait pas, lui non plus, trop mécontent de voir son aire d'expansion s'agrandir aux dépens de la Chine.

Comme le Turkestan n'est rattaché à la Chine de nos jours que par des liens administratifs, l'on en vient à se

demander si une internationalisation de ce vaste pays, qui est en quelque sorte un condominium économique anglo-russe-chinois, ne serait pas préférable. Cette sorte de condominium à trois, de trois puissances à régimes et à civilisations foncièrement différents, pratiqué dans un pays où déjà la multiplicité et la disparate sont indélébiles, ne saurait contribuer au bien-être des autochtones et à la paix générale du pays. Car, plus éloigné que tout autre pays de la mer et du monde extérieur, le Sinkiang a en effet plus besoin d'un *défrichement intellectuel* que d'une mise en valeur des richesses purement d'ordre économique. Le chemin de fer Turksib et le poste émetteur du Consulat britannique à Kachgar (1) ne peuvent que démontrer le désir de la Russie et de l'Angleterre d'exploiter le Turkestan dans leur propre intérêt et en même temps souligner la tendance d'autres pays non limitrophes à jeter leur dévolu sur cet immense territoire (2) qu'ils considèrent comme terre sans maître. Aussi croyons-nous qu'une administration, même défectueuse, qui permettra aux indigènes d'avoir une autonomie prochaine, vaut encore mieux qu'une exploitation intensive mais intéressée au profit d'une puissance colonisatrice, qui de son côté, croirait avoir tout donné en ne donnant en fait qu'un régime administratif plus perfectionné (3).

b) *La situation intérieure.* — Elle est dominée par la question d'autonomie, préoccupation essentielle des populations turki. Cette attitude s'explique fort bien si l'on remarque que l'administration tout entière est aux

(1) V. *Le Temps* du 1^{er} nov. 1939.

(2) V. *Le Journal de Genève* du 25 août 1939.

(3) En ce sens, M. Dutreuil de Rheims a dit dans *L'Asie Centrale*, p. 144 : « Le caractère de la domination chinoise est d'ailleurs plus rassurant pour l'Europe que la perspective de voir tous les peuples de l'Asie Centrale — Turcs orientaux et Mongols — soumis à des maîtres moins pacifiques ».

maines des Chinois et le commerce aux mains des Russes, et que pour rendre le régime plus homogène les éléments turki ont eu recours à des mouvements autonomistes. L'on ne peut certes pas considérer comme satisfaisante la participation actuelle des turki aux affaires provinciales sous l'égide de l'administration chinoise à Ouroumtchi. Un régime constitué uniquement d'éléments turki ne saurait non plus résoudre tous les problèmes que représente le bariolage des nations. A notre sens, ce n'est que par la création d'un organisme du genre *Volkraad*, tel qu'il est pratiqué aux Indes néerlandaises, que les intérêts des diverses nations pourront être le mieux représentés.

Cependant, la question n'est pas aussi simple que nous venons de l'exposer. Un gouvernement du Turkestan, quel qu'en soit la composition, devrait se rendre compte de l'impuissance militaire du pays vis-à-vis de ses voisins puissants si le Turkestan se trouve un jour séparé de la Chine, et de son insuffisance économique qui ne lui permet pas de subvenir à ses propres besoins, et à plus forte raison, à faciliter son développement éventuel. Les éléments musulmans, turki et tounganes, n'ont donc pas intérêt à voir le Turkestan se détacher subitement de la Chine. Leur tâche primordiale sera de galvaniser leur propre force pour construire une nation unie et indépendante. C'est là un procédé long, mais qui permettra à coup sûr à la majorité des populations, de réaliser un jour son aspiration.

c) *La situation du Turkestan vis-à-vis de la métropole.*

— La dernière question, et la plus importante, qui se pose est de savoir si la Chine, détentrice des destinées du Turkestan, pourra, dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, s'acquitter d'une tâche qu'elle n'a pu accomplir au cours des siècles.

La Chine, qui est elle-même un pays agricole par ex-

cellence, n'a pas encore atteint un degré d'industrialisation suffisant qui lui permette d'entreprendre à elle seule l'exploitation du Turkestan. Le mauvais état des voies de communication qui la relie au Sinkiang et l'insuffisance économique de ce dernier pays ne permettront pas à celle-ci d'en faire une colonie de peuplement. De nouvelles tentatives d'émigrations d'envergure en vue d'obtenir une majorité ethnique chinoise dans le pays ne seraient peut-être pas impossibles ; mais les relations loin d'être amicales entre Musulmans et Chinois, ne faciliteront pas la tâche de la Chine si elle s'engage dans cette voie dangereuse.

Pour faciliter son action colonisatrice au Turkestan, nous nous demandons de nouveau : La Chine a-t-elle le moyen de le relier à elle par des lignes de chemin de fer ? Ce pays peu viable, sera-t-il ranimé lorsqu'on lui aura remis des artères sous forme de voies ferrées en lui transfusant du sang nouveau ? Ce sont là des questions très malaisées à répondre.

On sait que le projet de prolonger la ligne de chemin de fer Long-hai jusqu'à Ouroumtchi n'a pas été réalisé. D'autres projets de construction de voies ferrées rencontrent les mêmes obstacles, car les immensités désertiques que les lignes projetées doivent parcourir et le peu d'importance des centres desservis avant d'atteindre les régions riches du Turkestan, feraient de la construction des lignes de chemin de fer une opération déficitaire.

Admettons que des lignes de chemin de fer puissent être construites, d'autres difficultés surgiront : le recrutement de la main-d'œuvre qui s'avère déjà difficile dans un pays sous-peuplé, retardera, à n'en pas douter, toute mesure d'exploitation intensive. Une colonisation bien ordonnée, réclamant un effectif nombreux, appuyé par un système de commerce étatisé ne sera certes pas œuvre à réaliser du jour au lendemain.

Il importe donc que les dirigeants chinois ne sous-estiment pas les difficultés qui entravent le rétablissement de leur autorité dans le Sinkiang.

De nos jours, coloniser ne consiste plus à imposer, par la force, la loi du conquérant simplement au moyen d'une administration. Une coopération étroite entre pays colonisateur et pays colonisé ne serait réalisée au Turkestan que par une décentralisation étendue des pouvoirs provinciaux en faveur des Turki et des minorités déracinées, dans le but de créer des entités économiques et culturelles, nécessaires pour le préparer à une émancipation éventuelle.

Il ne fait pas ombre de doute que si un jour le Turkestan voulait se séparer de la Chine, le coup serait rude pour elle qui a tant dépensé aussi bien, en argent qu'en vies humaines. En maintenant son drapeau au Sinkiang, pays qu'on peut qualifier de *colonie stratégique*, elle n'a su ni l'administrer d'une façon satisfaisante, ni le mettre en valeur. Il est donc naturel que pour y maintenir encore son drapeau, la Chine ne devrait pas l'exploiter à son propre profit, mais bien à celui du Sinkiang.

En donnant une aide efficace et désintéressée aux populations autochtones, la Chine se serait acquittée d'une dette envers ce pays malheureux. De cette dette, Montesquieu a dit dans une phrase souvent citée (1) :

« Je définis ainsi le droit de conquête : un droit nécessaire, légitime et malheureux qui laisse toujours à payer une dette immense pour s'acquitter envers la nature humaine. »

(1) Montesquieu, *Esprit des Lois*, livre X, Chapitre IV.

Vu : *Le Président,*
L. ROLLAND.

Vu : *Le Doyen,*
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer
Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions de
Recteur de l'Académie de Paris,
Ch. MAURAIN.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUMONT. — *Essor industriel et impérialisme colonial*, Paris, 1937.
- BIOT (Edouard D.). — *Essai sur l'instruction publique en Chine*, Paris, 1847.
— *Le Tchéou-li, Rites de Tchéou*, Paris, 1851.
— *Mémoires sur les Colonies Militaires des Chinois*, Paris, 1850 (Extraits du numéro 6 du *Journal Asiatique*).
- DUBARBIER (Georges). — *La Chine contemporaine*, Paris, 1926.
- DUBOIS (Marcel). — *Systèmes coloniaux et Peuples colonisateurs*, Paris, 1895.
- DUTREUIL DE REIMS. — *Mission scientifique dans la Haute Asie*, Paris, 1899.
- ESCARRA (Jean). — *La Chine : passé et présent*, Paris 1937.
— *La Chine et le droit international*, Paris, 1931.
- GILES. — *A Chinese Biographical Dictionary*, Londres et Shanghai, 1898.
- GROUSSET (René). — *L'Empire des steppes*, Paris, 1939.
- GRENARD. — *Le Turkestan et le Thibet*, Paris, 1899.
- HÉDIN (Sven). — *A travers les Glaces et les Sables de l'Asie Centrale*, Paris, 1898.
- HODSON. — *The British Empire*, Oxford, 1939.
- IMBAULT-HUART. — *Recueil de Documents sur l'Asie Centrale d'après les documents chinois*, Paris, 1881.
- Les Empires Coloniaux*, conférences organisées par la Société des Anciens Elèves de l'Ecole libre des Sciences Politiques, Paris, 1940.
- LEROY-BEAULIEU. — *De la Colonisation chez les Peuples Modernes*, Paris, 1898.
- MAUNIER (René). — *Sociologie Coloniale*, Paris, 1936.
- MAYERS (Frederick). — *The Chinese Gouvernement*, Shanghai, 1886.

- MÉRIGNAC (A.). — *Traité de Législation et d'Economie Coloniales*, Paris, 1925.
- OLONE, (Commandant d'). — *Recherches sur les Musulmans chinois*, Paris, 1931.
- PELLIOT (Paul). — *La Haute Asie*, Paris, 1931.
- *Les Populations du Turkestan chinois* (du *Bulletin du Comité de l'Asie française*, numéro de mars, 1908).
- *Les Grottes de Touen-houang*, Paris, 1920, 1921, 1924.
- Rapports sur sa mission au Turkestan chinois à l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres, Paris, 1910.
- RICHARD (L.). — *Comprehensive Geography of the Chinese Empire and Dependencies*, Shanghai, 1908.
- ROMER (C.). — *The Foreign Trade of China*, Shanghai, 1928.
- ROLLAND ET LAMPUÉ. — *Précis de Législation Coloniale*, Paris, 1940.
- SARRAUT (Albert). — *Grandeur et Servitude Coloniales*, Paris, 1931.
- *La Mise en valeur des Colonies françaises*, Paris, 1923.
- SCELLE (Georges). — *Précis de Droit des Gens*, Paris, 1932.
- SÉNART. — *Un nouveau champ d'Exploration archéologique : Le Turkestan chinois*, Paris, 1905.
- SKRINE (C.-P.). — *Chinese Central Asia*, Londres, 1926.
- SPECHT. — *Etude sur l'Asie centrale d'après les Historiens chinois*, *Journal asiatique*, octobre 1883.
- STEIN (Sir Aurel). — *Les Documents chinois découverts par Aurel Stein dans les sables du Turkestan Oriental*. Traduits et publiés par Edouard Chavannes, Oxford, 1907.
- WILLIAMS. — *The Problem of Chinese Immigration in Further Asia*, *Annual Report of American Historical Association*, 1899.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3
Définition du Turkestan chinois	3
Données géographiques	4
Les liens historiques entre la Chine et le Tur- kestan	8
Y a-t-il eu œuvre coloniale de la part de la Chine dans le Turkestan chinois ?	13
Le statut juridique du Turkestan chinois	23
 CHAPITRE PREMIER. — LE RÉGIME ADMINISTRATIF	27
Sect. I. — <i>L'évolution de l'organisation coloniale</i> ..	27
1) Sous les Han (202 av. J.-C. - 220 ap. J.-C.)...	27
2) Sous les Tang (620-907)	30
3) Sous les Tsing (1759-1911)	33
4) Sous la République (depuis 1912)	38
Sect. II. — <i>L'aménagement de l'administration au</i> <i>Turkestan</i>	39
1) Le gouvernement local	39
2) Les fonctionnaires	43
3) La police	46
4) La justice	49
5) L'instruction publique	54

	Pages
CHAPITRE II. — LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE	59
Sect. I. — <i>Le budget</i>	59
Sect. II. — <i>L'impôt</i>	64
Sect. III. — <i>Le régime monétaire</i>	72
Sect. IV. — <i>Le commerce du Sinkiang</i>	77
1) Le commerce avec la métropole	77
2) Le commerce avec la Russie	81
3) Le commerce avec l'Angleterre	85
CHAPITRE III. — LA MISE EN VALEUR DU TURKESTAN CHINOIS	88
Sect. I. — <i>Le système du défrichement</i>	88
Sect. II. — <i>L'irrigation</i>	93
Sect. III. — <i>L'exploitation minière</i>	94
Sect. IV. — <i>L'élevage</i>	98
Sect. V. — <i>D'autres exploitations</i>	99
CHAPITRE IV. — LE CONTACT DES RACES AU TURKESTAN CHINOIS	100
Sect. I. — <i>Aperçu des races habitant le Sinkiang</i>	100
Sect. II. — <i>Le mouvement des populations au Turkestan chinois</i>	103
1) L'immigration chinoise au Turkestan chinois.	103
2) Les mouvements des populations indigènes.	107
Sect. III. — <i>L'animosité entre Musulmans et Chinois.</i>	109
Sect. IV. — <i>Le mouvement autonomiste</i>	114
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE.	125

